

FRA 1379

UD AVR. 1987

926 B

# ARCHIVES & DOCUMENTS

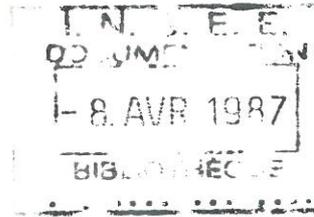
INSEE-BIBC



10000222305

P FRA 1379  
193 E2

n° 193



C 2

(Collection N° 2)

## LES COMPTES DE LA PROTECTION SOCIALE DE 1959 A 1985

janvier 1987

institut national de la statistique et des études économiques



**n° 193**

ISBN : 2 - 11 - 064980 - 1

**LES COMPTES  
DE LA PROTECTION SOCIALE  
DE 1959 A 1985**

**janvier 1987**

**ivree**



# LES COMPTES DE LA PROTECTION SOCIALE de 1959 à 1985

*Ce volume, publié par L'I.N.S.E.E., dans la série "ARCHIVES ET DOCUMENTS" reprend dans son intégralité une brochure parue sous le timbre du Service des Statistiques, des Etudes et des Systèmes d'Information du Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale ("Documents statistiques" n° 29).*

Rédaction achevée le 1er décembre 1986

Ce document a été établi par J.P. GIRARD et C. WAGNER

La présente publication rassemble les données des Comptes de la protection sociale sur toute la période où ces comptes ont été établis, de 1959 à 1985. De nouvelles séries de comptes, élaborées selon une méthodologie un peu différente, seront publiées dans quelques mois. Les nouvelles données ne porteront pas sur une aussi longue période, c'est pourquoi il a paru utile de réunir dans une même publication l'ensemble des données relatives aux comptes actuels ainsi que la méthode d'élaboration de ces données.

Les Comptes de la protection sociale constituent un compte satellite des Comptes nationaux et sont donc entièrement cohérents avec toutes les données de la comptabilité nationale et les séries sont homogènes sur toute la période couverte.

Les comptes de la période 1970-1985 ont été chiffrés en même temps que les comptes nationaux des mêmes années, directement dans les cadres du Compte de la protection sociale. Cependant la ventilation des prestations sociales n'a pu être faite au niveau le plus détaillé qu'à partir de 1974. Les comptes de la période 1959-1969, tant pour le cadre central que pour le compte satellite, résultent d'un travail de rétroposition effectué à partir des dossiers des Comptes nationaux "base 62". Les ventilations sont moins détaillées, notamment les comptes des différents régimes de sécurité sociale n'ont pas pu être établis séparément.

La définition et la rédaction de la partie "Concepts et définitions" ont été réalisées par et sous la responsabilité de l'INSEE en liaison avec la Direction de la Sécurité Sociale, le Département statistique du Ministère de la Santé, la Direction de la Comptabilité Publique, la Direction du Budget et la Direction de la Prévision. La partie "Sources et méthodes d'évaluation" a été élaborée par le SESI en liaison avec l'INSEE et la Direction de la Comptabilité Publique.

La synthèse des séries des comptes a été effectuée par l'INSEE puis par le SESI à partir des données rassemblées principalement par la Direction de la Comptabilité Publique dans le cadre des travaux qu'elle assure pour les Comptes nationaux. Les évaluations de la dernière année (comptes provisoires de 1985) ont été établies par la Direction de la Prévision.

## SOMMAIRE

### LES COMPTES

#### LES TRANSFERTS SOCIAUX ET LEUR FINANCEMENT

1- La protection sociale dans l'ensemble de l'économie.....	8
2- La dépense de protection sociale et son financement.....	10
3- Du revenu primaire au revenu disponible.....	14
4- Salaire net, salaire brut, rémunération des salariés.....	16
5- Les prestations de protection sociale.....	18
6- Les prestations de protection sociale par régimes.....	20
7- Les prestations sociales par risques.....	22
8- Les prestations sociales par types de prestations.....	26
9- L'équilibre des régimes de sécurité sociale.....	30

#### LES COMPTES DES REGIMES DE PROTECTION SOCIALE

Comptes 1959-1969 pages 34 à 59, comptes 1970 à 1985 pages 60 à 91

AR00 Ensemble des régimes.....	34 et 60
AR10 Régimes du secteur sécurité sociale.....	36 et 62
AR12 Régimes généraux de sécurité sociale.....	40 et 64
AR12.1 Régime général.....	38 et 66
AR12.2/3 Autres régimes généraux.....	38 et 68
AR13 Régimes statutaires de sécurité sociale.....	40 et 70
AR14 Régimes spéciaux de sécurité sociale.....	42 et 72
AR16 Régimes complémentaires de sécurité sociale.....	42 et 74
AR26 Régimes des sociétés mutualistes.....	44 et 76
AR33 Régimes statutaires de prest.directes d'employeurs...46 et 78	
AR36 Régimes complémentaires de prest.directes d'employ...48 et 80	
AR41 Régimes nationaux des administr.publiques centrales..50 et 82	
AR45 Régimes des victimes de guerre.....	52 et 84
AR47 Régimes d'aide sociale des adm.publiques centrales...54 et 86	
AR57 Régimes d'aide sociale des adm.publiques locales.....56 et 88	
AR67 Régimes d'aide sociale des administrations privées...58 et 90	

## LES PRESTATIONS SOCIALES

1. Les prestations sociales par risques et types de prestations, ensemble des régimes, en 1970 et de 1974 à 1985.....94
2. Les prestations sociales par régimes et risques, 1959-1969.....97
3. Les prestations sociales par régimes et risques, 1970-1985....102
4. Les prestations sociales par régimes, risques et types de prestations, de 1974 à 1985.....109
5. Les prestations sociales par risques, types de prestations et régimes, de 1974 à 1985.....119

## LA METHODE

- CONCEPTS ET DEFINITIONS.....129
- SOURCES ET METHODES D'EVALUATION.....175
- ANNEXE : Liste des gestions de la protection sociale.....211

## QUELQUES DEFINITIONS

La deuxième partie de ce volume comprend deux notes de méthode où l'on trouvera une description précise du contenu des rubriques figurant dans les Comptes de la protection sociale. Cependant, pour faciliter la lecture des tableaux, quelques définitions des postes les plus importants sont données ici.

La dépense de protection sociale recouvre l'ensemble des financements de la protection sociale, c'est-à-dire son coût global pour la collectivité. Elle comprend les cotisations sociales, des contributions fiscales et des contributions diverses.

Les cotisations sociales sont versées, soit par l'employeur, soit par la personne protégée.

Les cotisations effectives d'employeurs sont les versements à des institutions de sécurité sociale. Les cotisations fictives d'employeurs sont la contrepartie des avantages sociaux consentis par les employeurs à leurs salariés.

Les cotisations des personnes protégées comprennent la part salariale des cotisations sur les salaires et les cotisations versées par les non salariés.

Les contributions fiscales comprennent, d'une part, des impôts et des taxes affectés à la protection sociale, d'autre part, la contrepartie des avantages fiscaux liés aux "risques" sociaux.

Les autres contributions proviennent, pour l'essentiel, de l'Etat et des collectivités locales. Il s'agit, soit de subventions aux régimes de sécurité sociale, soit du financement des régimes gérés par les administrations publiques elles-mêmes.

Dans les avantages de la protection sociale, on distingue:

Les prestations sociales qui sont des transferts effectifs à des ménages : versement de revenus sociaux, remboursement ou prise en charge directe d'une dépense.

Les prestations de services sociaux qui correspondent à la prise en charge globale des coûts de services gratuits ou quasi-gratuits de santé ou d'action sociale.

Les prestations fiscales qui représentent les avantages fiscaux liés aux "risques" sociaux.





# L'ENSEMBLE DES TRANSFERTS SOCIAUX ET LEUR FINANCEMENT

Description	1970		1971		1972		1973		1974	
	Milliards de francs	% du PIB								
<b>Transferts sociaux</b>										
Retraites	100	10,0	105	10,5	110	11,0	115	11,5	120	12,0
Allocations familiales	50	5,0	52	5,2	54	5,4	56	5,6	58	5,8
Allocations de chômage	30	3,0	31	3,1	32	3,2	33	3,3	34	3,4
Autres transferts	20	2,0	21	2,1	22	2,2	23	2,3	24	2,4
<b>Total transferts sociaux</b>	<b>200</b>	<b>20,0</b>	<b>210</b>	<b>21,0</b>	<b>220</b>	<b>22,0</b>	<b>230</b>	<b>23,0</b>	<b>240</b>	<b>24,0</b>
<b>Financement</b>										
Contributions sociales	180	18,0	185	18,5	190	19,0	195	19,5	200	20,0
Impôts sur le revenu	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0
Autres impôts	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0
<b>Total financement</b>	<b>200</b>	<b>20,0</b>	<b>210</b>	<b>21,0</b>	<b>220</b>	<b>22,0</b>	<b>230</b>	<b>23,0</b>	<b>240</b>	<b>24,0</b>

Source : Direction des Études Économiques, Ministère de l'Économie et des Finances.

Les données sont exprimées en milliards de francs et en pourcentage du PIB.

LA PROTECTION SOCIALE DANS L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE

en milliards de francs et en pourcentage

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE	43.4	47.2	55.0	63.9	74.8	84.2	91.5	99.1	114.3	122.6	142.0
PRODUIT INTERIEUR BRUT	267.2	296.5	323.5	361.2	404.9	449.2	483.5	523.4	565.4	614.5	700.7
DEPENSE / P.I.B.	16.2%	15.9%	17.0%	17.7%	18.5%	18.7%	18.9%	18.9%	20.2%	20.0%	20.3%
PRESTATIONS SOCIALES	37.7	41.6	46.9	55.8	66.1	74.8	82.6	89.9	98.3	108.9	124.8
REVENU DISPONIBLE	193.7	215.5	234.0	268.3	299.5	326.4	351.1	377.3	409.8	445.6	497.8
PRESTATIONS / REVENU DISPONIBLE	19.5%	19.3%	20.0%	20.8%	22.1%	22.9%	23.5%	23.8%	24.0%	24.4%	25.1%
Evolutions annuelles											
prestations sociales		10.3	12.7	19.0	18.5	13.2	10.4	8.8	9.3	10.8	14.6
prix		3.7	3.5	4.4	5.7	3.5	2.5	3.2	3.1	5.0	7.2
prestations en pouvoir d'achat		6.4	8.9	14.0	12.1	9.3	7.7	5.5	6.1	5.5	6.9

L'évolution des prix est mesurée par l'indice de prix de la consommation finale des ménages dans les comptes nationaux.

LA PROTECTION SOCIALE DANS L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE

en milliards de francs et en pourcentage

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE	158.2	178.4	201.2	231.6	276.1	348.1	407.2	474.0	546.7	647.6	755.1	862.8	1034.3	1191.6	1308.3	1395.6
PRODUIT INTERIEUR BRUT	782.5	872.5	981.1	1114.2	1278.3	1452.3	1678.0	1884.6	2141.1	2442.3	2769.3	3110.6	3567.0	3935.0	4282.8	4585.3
DEPENSE / P.I.B.	20.2%	20.4%	20.5%	20.8%	21.6%	24.0%	24.3%	25.2%	25.5%	26.5%	27.3%	27.7%	29.0%	30.3%	30.5%	30.4%
PRESTATIONS SOCIALES	138.6	155.4	176.6	203.8	241.9	307.3	358.0	415.3	491.5	569.5	660.7	786.2	937.6	1050.9	1156.3	1244.3
REVENU DISPONIBLE	561.1	631.4	709.1	805.7	941.8	1099.0	1241.3	1399.0	1602.3	1803.0	2040.3	2374.5	2719.0	2959.7	3166.7	3372.3
PRESTATIONS / REVENU DISPONIBLE	24.7%	24.6%	24.9%	25.3%	25.7%	28.0%	28.8%	29.7%	30.7%	31.6%	32.4%	33.1%	34.5%	35.5%	36.5%	36.9%
Evolutions annuelles																
prestations sociales	11.1	12.1	13.6	15.4	18.7	27.0	16.5	16.0	18.3	15.9	16.0	19.0	19.3	12.1	10.0	7.6
prix	4.7	5.5	6.1	6.9	13.4	11.7	9.9	9.2	8.9	10.7	13.4	13.2	11.7	9.7	7.6	6.0
prestations en pouvoir d'achat	6.1	6.3	7.1	8.0	4.7	13.7	6.0	6.2	8.7	4.7	2.3	5.1	6.8	2.2	2.3	1.5

## LA DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE ET SON FINANCEMENT

en milliards de francs

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>COTISATIONS</b>	32.75	35.76	41.98	48.42	56.87	64.20	70.51	76.73	84.89	94.15	109.69
Cotis. effectives d'employeurs	19.02	20.96	24.94	28.74	33.37	37.82	41.36	44.79	49.82	55.15	64.76
cotis. fictives d'employeurs	6.21	6.71	7.58	8.66	10.05	11.18	12.44	13.34	14.38	15.79	
Cotisations de salaires	5.82	6.28	7.18	8.31	10.10	11.29	12.40	13.36	14.82	17.03	19.81
Cotisations de non-salaires	1.71	1.82	2.28	2.71	3.34	3.92	4.31	5.25	5.87	6.18	7.59
<b>CONTRIBUTIONS FISCALES</b>	1.15	1.25	1.35	1.50	1.75	2.30	2.50	2.90	3.20	3.92	4.54
Prestations fiscales	1.15	1.25	1.35	1.50	1.75	2.30	2.50	2.90	3.20	3.80	4.30
Impôts et taxes affectés										0.12	0.24
<b>CONTRIB. DES ADMINISTRATIONS</b>	8.94	9.50	10.92	13.14	15.27	16.66	17.29	18.17	24.73	22.86	25.76
aux régimes de sécurité sociale	2.19	2.40	2.79	3.35	3.59	4.34	4.92	5.92	11.50	8.10	9.32
aux autres régimes	6.75	7.10	8.13	9.79	11.69	12.32	12.37	12.25	13.23	14.77	16.44
<b>AUTRES CONTRIBUTIONS</b>	0.60	0.67	0.71	0.80	0.91	1.04	1.17	1.28	1.48	1.68	2.06
<b>DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE</b>	43.45	47.18	54.96	63.86	74.80	84.20	91.47	99.07	114.29	122.61	142.05

LA DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE ET SON FINANCEMENT

en milliards de francs

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
COTISATIONS	122.1	138.3	156.3	180.0	215.8	265.4	316.9	369.9	424.1	503.9	593.8	668.6	789.3	895.9	985.5	1056.9
Cotis. effectives d'employeurs	73.3	83.4	93.1	107.5	129.5	160.8	190.0	220.0	251.8	293.2	339.8	385.2	450.6	511.1	550.6	589.9
Cotis. fictives d'employeurs	19.2	21.5	24.1	27.7	32.8	38.8	45.1	51.5	60.3	66.5	75.9	86.9	100.1	109.8	119.0	126.5
Cotisations de salaires	21.5	24.5	29.4	34.3	41.4	51.2	63.9	77.0	87.4	113.3	141.9	153.8	187.6	216.0	249.8	267.8
Cotisations de non-salaires	8.1	8.9	9.7	10.4	12.2	14.6	17.9	21.4	24.6	30.9	36.2	42.8	50.9	59.1	66.1	72.7
CONTRIBUTIONS FISCALES	5.2	5.9	6.7	8.6	10.7	16.6	20.7	20.0	20.8	21.6	23.4	29.2	37.2	58.3	82.7	78.1
Prestations fiscales	4.8	5.5	6.2	7.2	8.9	10.6	11.9	14.5	15.6	18.0	20.4	24.0	29.8	37.5	43.0	45.0
Impôts et taxes affectées	0.4	0.4	0.5	1.4	1.8	6.0	8.8	5.5	5.2	3.6	3.0	5.2	7.4	20.8	39.7	33.1
CONTRIB. DES ADMINISTRATIONS	28.7	31.9	35.6	39.1	45.1	60.4	62.4	75.6	94.0	113.0	127.6	153.5	194.1	219.0	220.7	242.1
aux régimes de sécurité sociale	11.7	12.6	13.7	16.3	17.7	24.2	22.2	24.4	31.9	41.1	50.5	63.2	83.3	96.4	102.0	111.5
aux autres régimes	17.0	19.2	21.9	22.8	27.4	36.2	40.2	51.2	62.1	71.9	77.2	90.3	110.8	122.5	118.7	130.1
AUTRES CONTRIBUTIONS	2.3	2.3	2.7	3.9	4.6	5.6	7.2	8.5	7.8	9.1	10.3	11.6	13.6	18.4	19.3	18.4
DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE	158.2	178.4	201.2	231.6	276.1	348.1	407.2	474.0	546.7	647.6	755.1	862.8	1034.3	1191.6	1308.3	1395.6

## LA DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE ET SON FINANCEMENT

taux d'évolution annuels

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
COTISATIONS		9.2	17.4	15.3	17.5	12.9	9.8	8.8	10.6	10.9	16.5
Cotisations d'employeurs effectives		10.2	19.0	15.3	16.1	13.3	9.4	8.3	11.2	10.7	17.4
Cotisations d'employeurs fictives		8.0	13.0	14.2	16.1	11.2	11.3	7.2	7.8	9.8	11.1
Cotisations de salariés		8.0	14.3	15.7	21.6	11.7	9.9	7.7	11.0	14.9	16.3
Cotisations de non-salariés		6.6	25.5	19.0	23.1	17.3	9.9	21.8	11.9	5.3	22.7
CONTRIBUTIONS FISCALES		8.7	8.0	11.1	16.7	31.4	8.7	16.0	10.3	22.4	15.9
Prestations fiscales		8.7	8.0	11.1	16.7	31.4	8.7	16.0	10.3	18.8	13.2
Impôts											104.3
CONTRIBUTION DES ADMINISTRATI		6.3	14.9	20.3	16.2	9.1	3.8	5.1	36.1	-7.5	12.7
aux régimes de sécurité sociale		9.4	16.2	20.1	7.1	21.0	13.3	20.3	94.4	-29.6	15.0
aux autres régimes		5.3	14.5	20.4	19.3	5.4	0.5	-1.0	7.9	11.6	11.4
AUTRES CONTRIBUTIONS		10.8	6.7	12.3	13.4	14.5	12.5	9.1	15.6	13.7	23.0
DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE		8.6	16.5	16.2	17.1	12.6	8.6	8.3	15.4	7.3	15.9

LA DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE ET SON FINANCEMENT

taux d'évolution annuels

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>COTISATIONS</b>	11.3	13.3	13.0	15.1	19.9	23.0	19.4	16.7	14.7	18.8	17.8	12.6	18.0	13.5	10.0	7.2
Cotis. effectives d'employeurs	13.2	13.8	11.6	15.5	20.4	24.2	18.2	15.8	14.4	16.4	15.9	13.3	17.0	13.4	7.7	7.1
Cotis. fictives d'employeurs	9.3	12.1	12.1	14.8	18.4	18.5	16.3	14.1	17.1	10.3	14.1	14.6	15.2	9.6	8.4	6.3
Cotisations de salariés	8.5	13.8	20.1	16.9	20.5	23.7	24.9	20.5	13.5	29.6	25.2	8.4	22.0	15.1	15.7	7.2
Cotisations de non-salariés	6.8	9.9	9.2	7.4	16.5	20.3	22.2	19.5	15.0	25.6	17.3	18.1	19.0	16.1	11.9	10.0
<b>CONTRIBUTIONS FISCALES</b>	13.9	14.4	12.8	29.7	23.8	54.7	25.0	-3.2	3.7	4.0	8.5	24.5	27.6	56.6	41.8	-5.6
Prestations fiscales	11.6	14.6	12.7	16.1	23.6	19.1	12.3	21.8	7.6	15.4	13.4	17.6	24.2	25.8	14.7	4.7
Impôts	55.3	11.4	13.9	209.4	24.8	230.2	47.6	-37.0	-6.6	-30.4	-15.8	71.0	43.6	180.0	90.8	-16.7
<b>CONTRIB. DES ADMINISTRATIONS</b>	11.4	11.1	11.7	9.7	15.5	34.0	3.3	21.1	24.3	20.2	13.0	20.2	26.5	12.8	0.8	9.7
aux régimes de sécurité sociale	25.4	8.2	8.5	18.9	8.7	36.8	-8.3	9.6	30.9	28.7	22.8	25.2	31.9	15.8	5.8	9.3
aux autres régimes	3.4	13.1	13.8	3.9	20.3	32.2	11.0	27.4	21.2	15.8	7.4	17.0	22.7	10.6	-3.1	9.6
<b>AUTRES CONTRIBUTIONS</b>	11.9	1.2	13.5	48.8	16.2	23.2	27.0	18.7	-8.2	17.0	12.1	12.7	18.0	34.9	5.2	-4.6
<b>DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE</b>	11.4	12.8	12.8	15.1	19.2	26.1	17.0	16.4	15.3	18.5	16.6	14.3	19.9	15.2	9.8	6.7

## DU REVENU PRIMAIRE AU REVENU DISPONIBLE

en milliards de francs

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Revenu primaire des ménages	200.3	221.9	242.1	274.2	306.0	334.8	360.3	387.8	421.1	462.7	519.8
- Impôts courants	10.9	12.0	12.8	13.7	15.5	19.3	21.4	23.8	24.5	30.5	34.9
- Cotisations	32.7	35.7	41.9	48.4	56.8	64.1	70.5	76.7	84.8	94.1	109.6
+ Autres opérations	-0.7	-0.3	-0.3	0.4	-0.3	0.2	0.1	0.1	-0.3	-1.4	-2.3
+ Prestations sociales	37.7	41.6	46.9	55.8	66.1	74.8	82.4	90.2	98.3	108.9	124.5
= Revenu disponible des ménages	193.7	215.5	234.0	268.3	299.5	326.4	351.1	377.3	409.8	445.6	497.8
Revenu primaire des ménages	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.1%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
- Impôts courants	5.4%	5.4%	5.3%	5.0%	5.1%	5.8%	5.9%	6.1%	5.8%	6.6%	6.7%
- Cotisations	16.3%	16.1%	17.3%	17.7%	18.6%	19.1%	19.6%	19.8%	20.1%	20.3%	21.1%
+ Autres opérations	-0.3%	-0.1%	-0.1%	0.1%	-0.1%	0.1%	0.0%	0.0%	-0.1%	-0.3%	-0.4%
+ Prestations sociales	18.8%	18.7%	19.4%	20.4%	21.6%	22.3%	22.9%	23.3%	23.3%	23.5%	24.0%
= Revenu disponible des ménages	96.7%	97.1%	96.7%	97.8%	97.9%	97.5%	97.4%	97.3%	97.3%	96.3%	95.8%

Les cotisations qui figurent ici ne comprennent pas les cotisations versées par des non résidents.

DU REVENU PRIMAIRE AU REVENU DISPONIBLE

en milliards de francs

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Revenu primaire des ménages	584.6	656.6	735.0	835.4	974.0	1129.7	1296.1	1463.2	1652.8	1873.5	2137.3	2445.8	2790.5	3066.4	3287.0	3481.0
- Impôts courants	37.5	39.3	45.1	52.0	57.0	73.9	96.4	110.2	124.3	140.9	171.9	198.3	231.5	272.5	305.4	318.2
- Cotisations	121.8	138.0	155.8	179.5	215.1	264.6	315.8	368.6	422.3	502.1	591.0	665.5	785.2	890.7	978.5	1049.3
+ Autres opérations	-2.8	-3.3	-1.6	-2.0	-1.8	-0.5	-0.6	-0.7	4.6	3.0	5.2	6.3	7.5	5.7	7.2	14.5
+ Prestations sociales	138.6	155.4	176.6	203.8	241.9	307.3	358.0	415.4	491.5	569.5	660.7	786.2	937.7	1050.8	1156.4	1244.3
= Revenu disponible des ménages	561.1	631.4	709.1	805.7	941.8	1099.0	1241.3	1399.0	1602.3	1803.0	2040.3	2374.5	2719.0	2959.7	3166.7	3372.3
Revenu primaire des ménages	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.1%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
- Impôts courants	6.4%	6.0%	6.1%	6.2%	5.9%	6.5%	7.4%	7.5%	7.5%	7.5%	8.0%	8.1%	8.3%	8.9%	9.3%	9.1%
- Cotisations	20.8%	21.0%	21.2%	21.5%	22.1%	23.4%	24.4%	25.2%	25.6%	26.8%	27.7%	27.2%	28.1%	29.0%	29.8%	30.1%
+ Autres opérations	-0.5%	-0.5%	-0.2%	-0.2%	-0.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.3%	0.2%	0.2%	0.3%	0.3%	0.2%	0.2%	0.4%
+ Prestations sociales	23.7%	23.7%	24.0%	24.4%	24.8%	27.2%	27.6%	28.4%	29.7%	30.4%	30.9%	32.1%	33.6%	34.3%	35.2%	35.7%
= Revenu disponible des ménages	96.0%	96.2%	96.5%	96.4%	96.7%	97.3%	95.8%	95.6%	96.9%	96.2%	95.5%	97.1%	97.4%	96.5%	96.3%	96.9%



## SALAIRE BRUT, SALAIRE NET, REMUNERATION DES SALARIES

en milliards de francs

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Salaire net	268.1	302.7	336.8	388.2	461.8	532.4	609.9	687.3	772.7	855.8	970.3	1113.6	1248.7	1357.3	1431.4	1499.6
+ cotisations salarïes	21.4	24.4	29.3	34.2	41.2	51.0	63.7	76.7	87.0	112.9	141.0	152.9	186.4	214.4	247.7	265.4
= Salaires et traitements bruts	289.6	327.1	366.0	422.5	503.0	583.4	673.6	764.0	859.6	968.7	1111.3	1266.5	1435.2	1571.7	1679.1	1764.9
+ cotisations employeurs	92.3	104.7	116.9	134.8	161.7	199.0	234.3	270.5	310.7	358.3	413.8	469.9	547.9	617.2	664.8	711.3
= Remuneration des salarïes	381.8	431.8	482.9	557.3	664.7	782.4	907.9	1034.6	1170.4	1327.0	1525.1	1736.4	1983.1	2189.0	2343.8	2476.2
Cotisations employeurs	24.2%	24.2%	24.2%	24.2%	24.3%	25.4%	25.8%	26.1%	26.5%	27.0%	27.1%	27.1%	27.6%	28.2%	28.4%	28.7%
Cotisations salarïes	5.6%	5.7%	6.1%	6.1%	6.2%	6.5%	7.0%	7.4%	7.4%	8.5%	9.2%	8.8%	9.4%	9.8%	10.6%	10.7%
Cotisations	29.8%	29.9%	30.3%	30.3%	30.5%	31.9%	32.8%	33.6%	34.0%	35.5%	36.4%	35.9%	37.0%	38.0%	38.9%	39.4%
Salaire net	70.2%	70.1%	69.7%	69.7%	69.5%	68.1%	67.2%	66.4%	66.0%	64.5%	63.6%	64.1%	63.0%	62.0%	61.1%	60.6%
Ensemble	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

## LES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
prestations sociales	38544	42391	47741	56594	66855	75778	83341	90866	99496	110182	126092
prest. de services sociaux	566	594	624	761	932	1120	1335	1502	1474	1420	1585
prestations fiscales	1150	1250	1350	1500	1750	2300	2500	2900	3200	3800	4300
TOTAL	40260	44235	49715	58855	69537	79198	87176	95268	104170	115402	131977
Evolutions annuelles											
prestations sociales		10.0	12.6	18.5	18.1	13.3	10.0	9.0	9.5	10.7	14.4
prest. de services sociaux		4.9	5.1	22.0	22.5	20.2	19.2	12.5	-1.9	-3.7	11.6
prestations fiscales		8.7	8.0	11.1	16.7	31.4	8.7	16.0	10.3	18.8	13.2
TOTAL		9.9	12.4	18.4	18.1	13.9	10.1	9.3	9.3	10.8	14.4

LES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations sociales	140169	157287	178603	206228	244562	310033	361170	419039	495534	574265	665910	792862	945957	1059468	1165479	1254397
prest. de services sociaux	1929	2080	2517	2966	3284	4276	4901	7056	9177	10819	12876	15392	18296	19897	22482	23852
prestations fiscales	4800	5500	6200	7200	8900	10600	11900	14500	15600	18000	20405	24000	29800	37500	43000	45000
TOTAL	146898	164867	187320	216394	256746	324909	377971	440595	520311	603084	699191	832254	994053	1116865	1230961	1323249

Evolutions annuelles

prestations sociales	11.2	12.2	13.6	15.5	18.6	26.8	16.5	16.0	18.3	15.9	16.0	19.1	19.3	12.0	10.0	7.6
prest. de services sociaux	21.7	7.8	21.0	17.8	10.7	30.2	14.6	44.0	30.1	17.9	19.0	19.5	18.9	8.8	13.0	6.1
prestations fiscales	11.6	14.6	12.7	16.1	23.6	19.1	12.3	21.8	7.6	15.4	13.4	17.6	24.2	25.8	14.7	4.7
TOTAL	11.3	12.2	13.6	15.5	18.6	26.5	16.3	16.6	18.1	15.9	15.9	19.0	19.4	12.4	10.2	7.5

## LES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE PAR REGIMES

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
SECURITE SOCIALE	25170	28143	31921	37787	44903	52048	58350	64720	71430	78736	90517
MUTUELLES	586	645	709	744	781	824	925	1032	1156	1422	1642
REGIMES D'EMPLOYEURS	6702	7150	8047	9216	10746	11993	13356	14429	15549	17096	19073
regimes statutaires	5320	5599	6195	7058	8262	9219	10284	11153	11960	13384	15069
regimes complementaires	1382	1551	1852	2158	2484	2774	3072	3276	3589	3712	4004
ADMINISTRATIONS CENTRALES	5198	5352	5834	7566	8970	9592	9473	9880	10327	11892	13573
regimes nationaux	1409	1508	1612	1790	2062	2657	2942	3497	3891	4886	5598
victimes de guerre	3092	3151	3494	4935	6051	5922	5380	5161	5136	5610	6500
aide sociale	697	693	728	841	857	1013	1151	1222	1300	1396	1475
ADMINISTRATIONS LOCALES	2448	2772	3013	3325	3901	4492	4803	4922	5405	5898	6746
ADMINISTRATIONS PRIVEES	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426
TOUS REGIMES	40260	44235	49715	58855	69537	79198	87176	95268	104170	115402	131977
STRUCTURE											
securite sociale	62.5%	63.6%	64.2%	64.2%	64.6%	65.7%	66.9%	67.9%	68.6%	68.2%	68.6%
mutuelles	1.5%	1.5%	1.4%	1.3%	1.1%	1.0%	1.1%	1.1%	1.1%	1.2%	1.2%
regimes d'employeurs	16.6%	16.2%	16.2%	15.7%	15.5%	15.1%	15.3%	15.1%	14.9%	14.8%	14.5%
administrations centrales	12.9%	12.1%	11.7%	12.9%	12.9%	12.1%	10.9%	10.4%	9.9%	10.3%	10.3%
administrations locales	6.1%	6.3%	6.1%	5.6%	5.6%	5.7%	5.5%	5.2%	5.2%	5.1%	5.1%
administrations privees	0.4%	0.4%	0.4%	0.4%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%
tous regimes	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Les prestations de protection sociale comprennent les prestations sociales, les prestations de services sociaux et les prestations fiscales.

LES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE PAR REGIMES

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
SECURITE SOCIALE	101780	114703	130905	152504	181931	233960	273404	318574	379370	444947	523805	627117	752041	842281	927638	999961
regime general	59856	67859	77945	90858	106761	135265	156887	181775	217441	253565	328905	398371	485808	547136	606378	649776
regimes statutaires	11319	12408	13414	15142	17780	21544	24623	28251	31890	36267	42170	49132	57016	63679	69360	74869
regimes speciaux	20134	22303	25087	29433	35265	45913	52904	61612	72614	84136	95975	111202	131676	144386	154200	168173
regimes complementaires	10471	12133	14459	17071	22125	31238	38990	46936	57425	70979	56755	68412	77541	87080	97700	107143
MUTUELLES	1855	2027	2524	2923	3144	3964	4481	5019	6188	7278	8347	9950	11515	13469	15247	17991
REGIMES D'EMPLOYEURS	20864	23343	26167	29976	35038	41819	47795	54685	62292	69916	79485	91692	105163	117295	128140	134402
regimes statutaires	16476	18335	20559	23293	27128	32642	37629	43089	49433	55341	62658	72512	83729	93966	103648	108348
regimes complementaires	4388	5008	5608	6683	7910	9177	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
ADMINISTRATIONS CENTRALES	14675	16566	17982	20160	23952	29905	33924	40013	45912	50845	53071	63174	78349	91164	108002	115693
regimes nationaux	6225	7220	8203	9523	11810	15163	17735	22276	26633	29067	28518	33879	42333	52049	60150	64287
victimes de guerre	6921	7556	7579	8219	9132	10810	12411	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270
aide sociale	1529	1790	2200	2418	3010	3932	3778	4361	4771	5770	6880	9392	13923	14812	22850	26136
ADMINISTRATIONS LOCALES	7251	7696	9139	10132	11835	14301	17274	21071	25166	28546	32701	38304	44714	50175	49308	52450
ADMINISTRATIONS PRIVEES	473	532	603	699	846	960	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752
TOUS REGIMES	146898	164867	187320	216394	256746	324909	377971	440595	520311	603084	699191	832254	994053	1116865	1230961	1323249
STRUCTURE																
securite sociale	69.3%	69.6%	69.9%	70.5%	70.9%	72.0%	72.3%	72.3%	72.9%	73.8%	74.9%	75.4%	75.7%	75.4%	75.4%	75.6%
mutuelles	1.3%	1.2%	1.3%	1.4%	1.2%	1.2%	1.2%	1.1%	1.2%	1.2%	1.2%	1.2%	1.2%	1.2%	1.2%	1.4%
regimes d'employeurs	14.2%	14.2%	14.0%	13.9%	13.6%	12.9%	12.6%	12.4%	12.0%	11.6%	11.4%	11.0%	10.6%	10.5%	10.4%	10.2%
administrations centrales	10.0%	10.0%	9.6%	9.3%	9.3%	9.2%	9.0%	9.1%	8.8%	8.4%	7.6%	7.6%	7.9%	8.2%	8.8%	8.7%
administrations locales	4.9%	4.7%	4.9%	4.7%	4.6%	4.4%	4.6%	4.8%	4.8%	4.7%	4.7%	4.6%	4.5%	4.5%	4.0%	4.0%
administrations privees	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	0.2%	0.2%	0.2%	0.2%	0.2%
tous regimes	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

## LES PRESTATIONS SOCIALES PAR RISQUES

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
maladie	8320	9475	11309	13477	16129	18662	20617	22721	25647	26801	32057
invalidite	2501	2888	3211	3586	3987	4469	4742	5085	5608	6435	7366
accidents du travail	1626	1819	2053	2440	2945	3832	4291	4278	4470	4950	5642
SANTE	12447	14182	16573	19503	23061	26963	29650	32084	35725	38186	45065
maternite famille											
MATERNITE-FAMILLE	10665	11711	12714	14514	16613	17915	19291	20152	21525	22917	24996
inadaptation professionnelle chomage											
EMPLOI	495	538	613	732	1090	1110	1307	1578	1717	2226	2472
vieillesse survie											
VIEILLESSE-SURVIE	14041	15131	16977	19936	23604	27490	31427	35723	39319	45499	51564
DIVERS	96	41	14	1089	1703	1329	718	363	55	41	658
PREST. RECUES PAR LES MENAGES	37744	41603	46891	55774	66071	74807	82393	89900	98341	108869	124755
Reste du monde	799	788	850	820	784	971	948	966	1155	1313	1337
TOTAL DES PRESTATIONS	38544	42391	47741	56594	66855	75778	83341	90866	99496	110182	126092

LES PRESTATIONS SOCIALES PAR RISQUES

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
maladie	37500	42956	49561	56633	66974	84864	99531	111327	130238	149795	170989	200750	235564	263289	294441	317839
invalidite	7663	8466	9710	10882	12661	15734	18964	22819	27331	32035	38218	44657	54396	60993	65752	69326
accidents du travail	6208	6930	8068	8916	10260	12418	14633	16825	19006	21127	23297	26079	29597	31798	33518	35276
SANTE	51371	58352	67339	76431	89895	113016	133128	150971	176575	202957	232504	271486	319557	356080	393711	422441
maternite	2776	3450	3885	4495	4765	5577	6486	7788	9150	10858	13372	16439	18650	19008	20788	21211
famille	23263	25257	27718	32537	37360	45169	46436	53227	63126	72572	84355	95555	117225	129038	138639	146179
MATERNITE-FAMILLE	26039	28707	31603	37032	42125	50746	52922	61015	72276	83430	97227	111994	135875	148046	159427	167390
inadaptation professionnelle	239	299	431	483	618	924	1097	1894	2927	1772	1935	2673	3666	3807	4084	8414
chomage	2523	2946	3315	3940	5553	11293	14892	18850	26833	35961	44823	67863	89593	105138	118093	125188
EMPLOI	2762	3245	3746	4423	6171	12217	15989	20744	29760	37733	47258	70536	93259	108945	122177	133602
vieillesse	47605	53239	61415	71352	86571	110389	130590	153519	176942	202480	233770	273828	320778	361967	399267	434317
survie	10114	10956	12116	13672	16476	20052	23929	27787	34300	41208	48064	56109	65995	73371	79438	84756
VIEILLESSE-SURVIE	57719	64195	73531	85024	103047	130441	154519	181306	211242	243688	281834	329937	386773	435338	478705	519073
DIVERS	708	944	427	904	616	875	1406	1335	1626	1662	1916	2279	2190	2405	2338	1829
PREST. RECUES PAR LES MENAGES	138599	155443	176646	203814	241854	307295	357964	415371	491479	569470	660739	786232	937654	1050814	1156358	1244335
Reste du monde	1570	1844	1957	2414	2708	2738	3206	3668	4055	4795	5171	6630	8303	8654	9121	10062
TOTAL DES PRESTATIONS	140169	157287	178603	206228	244562	310033	361170	419039	495534	574265	665910	792862	945957	1059468	1165479	1254397

## LES PRESTATIONS SOCIALES PAR RISQUES

taux d'évolution annuels

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
maladie		13.9	19.4	19.2	19.7	15.7	10.5	10.2	12.9	4.5	19.6
invalidité		15.5	11.2	11.7	11.2	12.1	6.1	7.2	10.3	14.7	14.5
accidents du travail		11.9	12.9	18.9	20.7	30.1	12.0	-0.3	4.5	10.7	14.0
SANTE		13.9	16.9	17.7	18.2	16.9	10.0	8.2	11.3	6.9	18.0
maternité											
famille											
MATERNITE-FAMILLE		9.8	8.6	14.2	14.5	7.8	7.7	4.5	6.8	6.5	9.1
inadaptation professionnelle											
chômage											
EMPLOI		8.7	13.9	19.4	48.9	1.8	17.7	20.7	8.8	29.6	11.1
vieillesse											
survie											
VIEILLESSE-SURVIE		7.8	12.2	17.4	18.4	16.5	14.3	13.7	10.1	15.7	13.3
DIVERS											
PREST. RECUES PAR LES MENAGES		10.2	12.7	18.9	18.5	13.2	10.1	9.1	9.4	10.7	14.6
Reste du monde		-1.4	7.9	-3.5	-4.4	23.9	-2.4	1.9	19.6	13.7	1.8
TOTAL DES PRESTATIONS		10.0	12.6	18.5	18.1	13.3	10.0	9.0	9.5	10.7	14.4

LES PRESTATIONS SOCIALES PAR RISQUES

taux d'évolution annuels

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
maladie	17.0	14.5	15.4	14.3	18.3	26.7	17.3	11.9	17.0	15.0	14.1	17.4	17.3	11.8	11.8	7.9
invalidité	4.0	10.5	14.7	12.1	16.3	24.3	20.5	20.3	19.8	17.2	19.3	16.8	21.8	12.1	7.8	5.4
accidents du travail	10.0	11.6	16.4	10.5	15.1	21.0	17.8	15.0	13.0	11.2	10.3	11.9	13.5	7.4	5.4	5.2
SANTE	11.5	13.6	15.4	13.5	17.6	25.7	17.8	13.4	17.0	14.9	14.6	16.8	17.7	11.4	10.6	7.3
maternité		24.3	12.6	15.7	6.0	17.0	16.3	20.1	17.5	18.7	23.2	22.9	13.4	1.9	9.4	2.0
famille		8.6	9.7	17.4	14.8	20.9	2.8	14.6	18.6	15.0	16.2	13.3	22.7	10.1	7.4	5.4
MATERNITE-FAMILLE	4.2	10.2	10.1	17.2	13.8	20.5	4.3	15.3	18.5	15.4	16.5	15.2	21.3	9.0	7.7	5.0
inadaptation professionnelle		25.1	44.1	12.1	28.0	49.5	18.7	72.7	54.5	-39.5	9.2	38.1	37.1	3.8	7.3	106.0
chômage		16.8	12.5	18.9	40.9	103.4	31.9	26.6	42.4	34.0	24.6	51.4	32.0	17.4	12.3	6.0
EMPLOI	11.7	17.5	15.4	18.1	39.5	98.0	30.9	29.7	43.5	26.8	25.2	49.3	32.2	16.8	12.1	9.4
vieillesse		11.8	15.4	16.2	21.3	27.5	18.3	17.6	15.3	14.4	15.5	17.1	17.1	12.8	10.3	8.8
survie		8.3	10.6	12.8	20.5	21.7	19.3	16.1	23.4	20.1	16.6	16.7	17.6	11.2	8.3	6.7
VIEILLESSE-SURVIE	11.9	11.2	14.5	15.6	21.2	26.6	18.5	17.3	16.5	15.4	15.7	17.1	17.2	12.6	10.0	8.4
DIVERS	7.6	33.3	-54.8	111.7	-31.9	42.0	60.7	-5.0	21.8	2.2	15.3	18.9	-3.9	9.8	-2.8	-21.8
PREST. RECUES PAR LES MENAGES	11.1	12.2	13.6	15.4	18.7	27.1	16.5	16.0	18.3	15.9	16.0	19.0	19.3	12.1	10.0	7.6
Reste du monde	17.4	17.5	6.1	23.4	12.2	1.1	17.1	14.4	10.6	18.2	7.8	28.2	25.2	4.2	5.4	10.3
TOTAL DES PRESTATIONS	11.2	12.2	13.6	15.5	18.6	26.8	16.5	16.0	18.3	15.9	16.0	19.1	19.3	12.0	10.0	7.6

## LES PRESTATIONS SOCIALES PAR TYPE DE PRESTATIONS

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
PRESTATIONS EN ESPECES	29864	32238	35622	42293	50192	56098	61632	66561	71797	80161	89149
PRESTATIONS EN NATURE	7946	9451	11360	13575	16011	18854	20903	23464	26684	28828	35269
Soins de sante	6260	7285	8852	10776	12940	15225	16851	19157	21363	22606	27741
Logement	411	506	630	831	975	1178	1374	1601	1894	2163	2428
Services d'action sociale	1195	1577	1790	1872	1996	2331	2528	2556	3282	3909	4935
Divers	80	83	88	96	100	120	150	150	145	150	165
Ajustement	-65	-86	-91	-94	-132	-145	-142	-125	-140	-120	337
PRESTATIONS A DES RESIDENTS	37745	41603	46891	55774	66071	74807	82393	89900	98341	108869	124755
Prest. a des non-residents	799	788	850	820	784	971	948	966	1155	1313	1337
TOTAL DES PRESTATIONS	38544	42391	47741	56594	66855	75778	83341	90866	99496	110182	126092

LES PRESTATIONS SOCIALES PAR TYPE DE PRESTATIONS

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PRESTATIONS EN ESPECES	96823	107721	121970	140894	166535	212511	245388	288601	341818	395211	458543	547713	651389	732107	798938	858436
PRESTATIONS EN NATURE	41435	47251	54730	62514	75274	94912	112887	126858	149661	174259	202196	238519	286265	318707	357420	385899
Soins de sante	32927	37810	43671	49747	58626	74826	88669	98625	117161	137190	158811	187334	220822	247359	278237	300138
Logement	2726	2922	3145	3694	5254	6241	7310	8046	8891	10621	13477	16979	26022	27965	29919	34613
Services d'action sociale	5600	6322	7677	8798	11055	13471	16519	19794	23157	25958	29413	33657	38743	42804	48776	50609
Divers	182	197	237	275	339	374	389	393	452	490	495	549	678	579	488	539
Ajustement	341	471	-54	406	45	-128	-311	-88	0	0	0	0	0	0	0	0
PRESTATIONS A DES RESIDENTS	138599	155443	176646	203814	241854	307295	357964	415371	491479	569470	660739	786232	937654	1050814	1156358	1244335
Prest. a des non-residents	1570	1844	1957	2414	2708	2738	3206	3668	4055	4795	5171	6630	8303	8654	9121	10062
TOTAL DES PRESTATIONS	140169	157287	178603	206228	244562	310033	361170	419039	495534	574265	665910	792862	945957	1059468	1165479	1254397

## LES PRESTATIONS SOCIALES PAR TYPE DE PRESTATIONS

taux d'évolution annuels

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
PRESTATIONS EN ESPECES		7.9	10.5	18.7	18.7	11.8	9.9	8.0	7.9	11.6	11.2
PRESTATIONS EN NATURE		18.9	20.2	19.5	17.9	17.8	10.9	12.3	13.7	8.0	22.3
Soins de santé		16.4	21.5	21.7	20.1	17.7	10.7	13.7	11.5	5.8	22.7
Logement		23.1	24.5	31.9	17.3	20.8	16.6	16.5	18.3	14.2	12.3
Services d'action sociale		32.0	13.5	4.6	6.6	16.8	8.5	1.1	28.4	19.1	26.2
Divers		3.8	6.0	9.1	4.2	20.0	25.0	0.0	-3.3	3.4	10.0
Ajustement											
PRESTATIONS A DES RESIDENTS		10.2	12.7	18.9	18.5	13.2	10.1	9.1	9.4	10.7	14.6
Prest. a des non-résidents		-1.4	7.9	-3.5	-4.4	23.9	-2.4	1.9	19.6	13.7	1.8
TOTAL DES PRESTATIONS		10.0	12.6	18.5	18.1	13.3	10.0	9.0	9.5	10.7	14.4

LES PRESTATIONS SOCIALES PAR TYPE DE PRESTATIONS

taux d'évolution annuels

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PRESTATIONS EN ESPECES	8.6	11.3	13.2	15.5	18.2	27.6	15.5	17.6	18.4	15.6	16.0	19.4	18.9	12.4	9.1	7.4
PRESTATIONS EN NATURE	17.5	14.0	15.8	14.2	20.4	26.1	18.9	12.4	18.0	16.4	16.0	18.0	20.0	11.3	12.1	8.0
Soins de santé	18.7	14.8	15.5	13.9	17.8	27.6	18.5	11.2	18.8	17.1	15.8	18.0	17.9	12.0	12.5	7.9
Logement	12.3	7.2	7.6	17.5	42.2	18.8	17.1	10.1	10.5	19.5	26.9	26.0	53.3	7.5	7.0	15.7
Services d'action sociale	13.5	12.9	21.4	14.6	25.7	21.9	22.6	19.8	17.0	12.1	13.3	14.4	15.1	10.5	14.0	3.8
Divers	10.3	8.2	20.3	16.0	23.3	10.3	4.0	1.0	15.0	8.4	1.0	10.9	23.5	-14.6	-15.7	10.5
Ajustement																
PRESTATIONS A DES RESIDENTS	11.1	12.2	13.6	15.4	18.7	27.1	16.5	16.0	18.3	15.9	16.0	19.0	19.3	12.1	10.0	7.6
Prest. a des non-résidents	17.4	17.5	6.1	23.4	12.2	1.1	17.1	14.4	10.6	18.2	7.8	28.2	25.2	4.2	5.4	10.3
TOTAL DES PRESTATIONS	11.2	12.2	13.6	15.5	18.6	26.8	16.5	16.0	18.3	15.9	16.0	19.1	19.3	12.0	10.0	7.6

## EQUILIBRE DES REGIMES DE SECURITE SOCIALE

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>REGIMES GENERAUX</b>																
solde operations courantes	4326	5430	6095	5664	6674	6424	14329	15845	3053	12068	23108	-1613	-4049	31425	31517	32488
transferts nets recus	-1419	-1878	-2807	-3989	-7613	-8968	-10998	-9360	-8835	-7437	-7598	-11551	-10175	-16078	-12892	-22806
epargne	2907	3552	3288	1675	-939	-2544	3331	6485	-5782	4631	15510	-13164	-14224	15347	18625	9682
contributions publiques	7	19	0	20	806	2148	132	488	2262	4819	13362	20358	33377	47952	45854	56923
<b>REGIME GENERAL</b>																
solde operations courantes	5528	6687	7491	7245	8250	8524	16689	18427	5327	15010	24005	8443	7925	31441	30467	33267
transferts nets recus	-2676	-3180	-4205	-5626	-9388	-10201	-14342	-11979	-11668	-10435	-10279	-14508	-13262	-18335	-17293	-12407
epargne	2852	3507	3286	1619	-1138	-1677	2347	6448	-6341	4575	13726	-6065	-5337	13106	13174	20860
contributions publiques	7	-9	0	20	656	1971	131	468	1660	4669	3301	2509	2498	16290	11096	21489
<b>AUTRES REGIMES GENERAUX</b>																
solde operations courantes	-1202	-1257	-1396	-1581	-1576	-2100	-2360	-2582	-2274	-2942	-897	-10056	-11974	-16	1050	-779
transferts nets recus	1257	1302	1398	1637	1775	1233	3344	2619	2833	2998	2681	2957	3087	2257	4401	-10399
epargne	55	45	2	56	199	-867	984	37	559	56	1784	-7099	-8887	2241	5451	-11178
contributions publiques	0	28	0	0	150	177	1	20	602	150	10061	17849	30879	31662	34758	35434
<b>REGIMES STATUTAIRES</b>																
solde operations courantes	166	239	193	136	278	1059	682	1006	2688	4017	2608	3973	4701	2689	2143	-169
transferts nets recus	124	551	632	684	1127	1222	1383	636	765	398	-118	559	-880	-1020	-2897	-4479
epargne	290	790	825	820	1405	2281	2065	1642	3453	4415	2490	4532	3821	1669	-754	-4648
contributions publiques	3171	3433	3678	4122	4623	6058	6178	6971	7851	9197	10416	12627	14694	16030	18438	18929

EQUILIBRE DES REGIMES DE SECURITE SOCIALE

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>REGIMES SPECIAUX</b>																
solde operations courantes	-3009	-3400	-4307	-4905	-7334	-10889	-14734	-17706	-20579	-21003	-24009	-29361	-34791	-43233	-41656	-51648
transferts nets recus	3089	3536	4443	5436	9664	13183	15274	19195	22277	24803	28711	33398	41037	49858	48810	56470
epargne	80	136	136	531	2330	2294	540	1489	1698	3800	4702	4037	6246	6625	7154	4822
contributions publiques	8493	9370	10016	12139	12268	15981	15848	16812	21617	24507	26642	30139	35162	32262	37664	35654
<b>REGIMES COMPLEMENTAIRES</b>																
solde operations courantes	2729	3078	2972	3866	6234	7844	7516	5885	5329	7728	6533	5230	8408	10366	6737	4478
transferts nets recus	-24	-27	-25	-34	-36	-52	-69	-75	-86	-104	370	370	780	529	-266	14527
epargne	2705	3051	2947	3832	6198	7792	7447	5810	5243	7624	6903	5600	9188	10895	6471	19005
contributions publiques	7	14	16	18	25	58	84	110	192	2557	31	33	57	193	76	0
<b>ENSEMBLE SECURITE SOCIALE</b>																
solde operations courantes	4212	5347	4953	4761	5852	4438	7793	5030	-9509	2810	8240	-21771	-25731	1247	-1259	-14851
transferts nets recus	1770	2182	2243	2097	3142	5385	5590	10396	14121	17660	21365	22776	30762	33289	32755	43712
epargne	5982	7529	7196	6858	8994	9823	13383	15426	4612	20470	29605	1005	5031	34536	31496	28861
contributions publiques	11678	12836	13710	16299	17722	24245	22242	24381	31922	41080	50451	63157	83290	96437	102032	111506

L'epargne est la somme du solde des operations courantes et des transferts nets recus. Les contributions publiques, qui representent les subventions de l'Etat aux regimes de securite sociale, figurent dans les recettes courantes.









## ENSEMBLE DES REGIMES DE PROTECTION SOCIALE - EMPLOIS

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
prestations courantes	40260	44235	49715	58855	69537	79198	87176	95268	104170	115402	131977	146898	164867	187320	216394	256746	324909
prestations sociales	38544	42391	47741	56594	66855	75778	83341	90866	99496	110182	126092	140169	157287	178603	206228	244562	310033
prestations de services sociaux	566	594	624	761	932	1120	1335	1502	1474	1420	1585	1929	2080	2517	2966	3284	4276
prestations fiscales	1150	1250	1350	1500	1750	2300	2500	2900	3200	3800	4300	4800	5500	6200	7200	8900	10600
frais de gestion	1516	1663	1981	2158	2528	2970	3288	3691	4098	4620	5621	6564	7417	8248	9935	11662	15055
remuneration des salaires	1074	1256	1393	1587	1888	2137	2395	2678	2943	3400	4054	4656	5246	5827	6715	8327	10501
consommation intermediaire	403	361	538	514	572	756	807	915	1047	1095	1419	1738	1959	2188	2965	2993	4083
impots lies a la production	39	46	50	57	68	77	86	98	108	125	148	170	212	233	255	342	471
autres depenses courantes	273	231	366	395	418	556	655	489	1309	804	887	822	1042	913	1387	2230	2310
solde operations avec les dom	55	30	36	35	8	17	35	249	223	334	757	593	612	323	484	515	753
total depenses courantes	42104	46159	52098	61443	72491	82741	91154	99697	109800	121160	139242	154877	173938	196804	228200	271153	343027
transferts entre gestions	1093	1421	2484	2903	3366	4282	4535	5207	5904	5167	6088	6092	7372	9514	10655	23118	27253
total depenses et transferts	43197	47580	54582	64346	75857	87023	95689	104904	115704	126327	145330	160969	181310	206318	238855	294271	370280
epargne	1831	1566	3518	3175	3175	2402	1320	476	5823	2882	5002	6120	7664	7308	7032	9545	10583
total emplois courants	45028	49146	58100	67521	79032	89425	97009	105380	121527	129209	150332	167089	188974	213626	245887	303816	380863

ENSEMBLE DES REGIMES DE PROTECTION SOCIALE - RESSOURCES

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
cotisations sociales employeurs	25231	27665	32518	37394	43421	48997	53803	58124	64196	70939	82298	92487	104940	117222	135180	162205	199609
cotisations effectives	19022	20957	24936	28739	33370	37817	41363	44788	49820	55153	64755	73309	83448	93122	107519	129451	160808
des entreprises	17391	19235	22878	26341	30014	33679	37464	40469	45004	49733	57826	65060	73821	82466	95415	114780	142871
des adm. publ. centrales	739	798	973	1144	1812	2385	1943	2127	2435	2881	3839	4764	5543	6094	6781	8034	9658
des adm. publ. locales	569	570	656	765	930	1021	1099	1211	1309	1337	1662	1858	2326	2659	2928	3615	4401
de la securite sociale	169	193	249	297	350	406	464	525	584	667	786	894	1018	1023	1388	1774	2291
des menages	154	161	180	192	264	326	393	456	488	535	642	733	740	880	1007	1248	1587
cotisations fictives	6209	6708	7582	8655	10051	11180	12440	13336	14376	15786	17543	19178	21492	24100	27661	32754	38801
des entreprises	1951	2144	2507	2873	3304	3686	4137	4458	4822	5107	5662	6126	7001	7782	9280	10888	12924
des adm. publ. centrales	3972	4254	4730	5375	6279	6994	7768	8290	8909	10007	11101	12170	13544	15192	17074	20189	23815
des adm. publ. locales	286	310	345	407	468	500	535	588	645	672	780	882	947	1126	1307	1677	2062
cotisations personnes protegees	7522	8098	9461	11021	13445	15205	16707	18605	20693	23213	27393	29596	33377	39109	44785	53555	65823
salaries	5817	6281	7180	8307	10104	11286	12399	13357	14823	17031	19807	21495	24470	29385	34345	41391	51186
non-salaries	1705	1817	2281	2714	3341	3919	4308	5248	5870	6182	7586	8101	8907	9724	10440	12164	14637
contributions fiscales	1150	1250	1350	1500	1750	2300	2500	2900	3200	3916	4537	5168	5910	6667	8645	10704	16556
taxes affectes										116	237	368	410	467	1445	1804	1976
transfert recettes fiscales																	3980
contrepartie des prest. fisca	1150	1250	1350	1500	1750	2300	2500	2900	3200	3800	4300	4800	5500	6200	7200	8900	10600
contributions diverses	9543	10170	11634	13940	16179	17697	18461	19445	26201	24539	27821	30993	34199	38251	42992	49673	66083
des entreprises	140	151	164	181	196	205	220	232	245	283	332	374	417	465	653	780	921
des adm. publ. centrales	7479	7779	9122	11194	13027	14069	14548	15507	21808	19711	22251	24992	27717	30370	34974	39657	52273
des adm. publ. locales	1461	1723	1799	1945	2244	2588	2743	2662	2918	3151	3508	3694	4148	5231	4076	5435	8164
des menages	463	517	549	620	712	835	950	1044	1230	1394	1730	1933	1917	2185	3289	3801	4725
autres recettes courantes	489	542	653	763	871	944	1003	1099	1333	1435	2195	2753	3176	2863	3630	4561	5539
revenus de la propriete	202	266	370	499	660	682	747	811	1034	1094	1354	1799	1939	2139	2534	3216	3969
ventes	66	73	82	93	108	130	140	155	174	194	228	280	389	391	527	830	1065
divers	221	203	201	171	103	132	116	133	125	147	613	674	848	333	569	515	505
total recettes courantes	43935	47725	55616	64618	75666	85143	92474	100173	115623	124042	144244	160997	181602	204112	235232	280698	353610
transferts entre gestions	1093	1421	2484	2903	3366	4282	4535	5207	5904	5167	6088	6092	7372	9514	10655	23118	27253
total ressources courantes	45028	49146	58100	67521	79032	89425	97009	105380	121527	129209	150332	167089	188974	213626	245887	303816	380863

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR10

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes Total	25 170	28 143	31 921	37 787	44 903	52 048	58 350	64 720	71 430	78 736	90 517	101 780	114 703	130 905	152 504	181 931	233 960
• Prestations services sociaux	36	54	62	70	69	62	82	99	132	118	119	120	110	114	184	292	407
• Prestations fiscales																	
• Prestations sociales liées	25 134	28 089	31 859	37 717	44 834	51 986	58 268	64 621	71 298	78 618	90 398	101 660	114 593	130 791	152 320	181 639	233 553
• Prest. soc. directes employeur																	
• Autres prestations sociales																	
Frais courants de gestion Total	1 382	1 514	1 818	1 972	2 317	2 733	3 028	3 411	3 787	4 277	5 232	6 117	6 920	7 694	9 279	10 884	14 076
• Rémunération des salariés	993	1 163	1 288	1 463	1 748	1 982	2 225	2 494	2 740	3 174	3 797	4 358	4 921	5 473	6 285	7 811	9 839
• Consommation intermédiaire	353	309	484	457	507	681	724	826	947	987	1 297	1 601	1 803	2 006	2 756	2 751	3 793
• Impôts liés à la production	36	42	46	52	62	70	79	91	100	116	138	158	196	215	238	322	444
Autres dépenses courantes	258	214	347	375	393	527	624	455	1 272	762	853	770	983	849	1 310	2 145	2 190
Solde des opérations DOM - TOM	55	30	36	35	8	17	35	249	223	334	757	593	612	323	484	515	753
TOTAL dépenses courantes	26 865	29 901	34 122	40 169	47 621	55 325	62 037	68 835	76 712	84 109	97 359	109 260	123 218	139 771	163 577	195 475	250 979
Transferts entre gestions	530	876	1 532	2 192	2 505	3 352	3 527	4 408	4 698	3 891	4 334	4 322	5 190	7 271	8 558	19 976	21 868
TOTAL dépenses et transferts courants	27 395	30 777	35 654	42 361	50 126	58 677	65 564	73 243	81 410	88 000	101 693	113 582	128 408	147 042	172 135	215 451	272 847
Épargne	1 686	1 446	3 426	3 078	3 076	2 251	1 184	358	5 715	2 777	4 918	5 982	7 529	7 196	6 858	8 994	9 823
TOTAL emplois courants	29 081	32 223	39 080	45 439	53 202	60 928	66 748	73 601	87 125	90 777	106 611	119 564	135 937	154 238	178 993	224 445	282 670

## Compte des opérations courantes : Ressources

AR10

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cotisations sociales employeurs	19 022	20 957	24 936	28 739	33 370	37 817	41 363	44 788	49 820	55 153	64 495	72 655	82 806	92 612	106 925	128 831	160 156
• Effectives Total	19 022	20 957	24 936	28 739	33 370	37 817	41 363	44 788	49 820	55 153	64 495	72 655	82 806	92 612	106 925	128 831	160 156
• des entreprises	17 391	19 235	22 878	26 341	30 014	33 679	37 464	40 469	45 004	49 733	57 826	65 060	73 821	82 466	95 415	114 780	142 871
• des adm. publ. centrales	739	798	973	1 144	1 812	2 385	1 943	2 127	2 435	2 881	3 579	4 110	4 901	5 584	6 187	7 414	9 006
• des adm. publ. locales	569	570	656	765	930	1 021	1 099	1 211	1 309	1 337	1 662	1 858	2 326	2 659	2 928	3 615	4 401
• des adm. de sécurité sociale	169	193	249	297	350	406	464	525	584	667	786	894	1 018	1 023	1 388	1 774	2 291
• ménages	154	161	180	192	264	326	393	456	488	535	642	733	740	880	1 007	1 248	1 587
• Fictives Total																	
• entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
Cotisa. sociales des personnes protégées	6 431	7 028	8 337	9 769	12 025	13 578	14 900	16 537	18 438	20 571	24 357	26 178	29 652	34 736	39 751	47 622	58 391
• des salariés	4 935	5 431	6 287	7 297	8 938	9 944	10 904	11 630	12 947	14 855	17 298	18 683	21 401	25 819	30 263	36 593	45 214
• des non salariés	1 496	1 597	2 050	2 472	3 087	3 634	3 996	4 907	5 491	5 716	7 059	7 495	8 251	8 917	9 488	11 029	13 177
Contributions	2 309	2 526	2 922	3 496	3 741	4 521	5 157	6 198	11 862	8 717	10 221	12 722	13 976	15 075	18 859	21 156	32 299
• Contributions fiscales										116	237	368	410	467	1 445	1 804	5 956
• taxes affectées										116	237	368	410	467	1 445	1 804	1 976
• transferts recettes fiscales																	3 980
• contrepartie prest. fiscales																	
• Contributions diverses	2 309	2 526	2 922	3 496	3 741	4 521	5 157	6 198	11 862	8 601	9 984	12 354	13 566	14 608	17 414	19 352	26 343
• des entreprises																	
• des A.P.U.C.	2 192	2 399	2 787	3 347	3 585	4 339	4 917	5 917	11 500	8 097	9 315	11 678	12 836	13 710	16 299	17 722	24 245
• des A.P.U.L.																	
• des ménages	117	127	135	149	156	182	240	281	362	504	669	676	730	898	1 115	1 630	2 098
Autres recettes courantes	226	291	377	532	700	730	800	871	1 101	1 169	1 450	1 917	2 131	2 301	2 803	3 718	4 571
• Revenu de la propriété	192	254	332	483	642	662	725	787	1 007	1 062	1 322	1 758	1 886	2 077	2 464	3 130	3 872
• Ventes	33	36	44	47	56	66	73	82	91	103	124	149	241	219	334	511	505
• Divers	1	1	1	2	2	2	2	2	3	4	4	4	4	5	5	77	194
TOTAL recettes courantes	27 988	30 802	36 596	42 536	49 836	56 646	62 213	68 394	81 221	85 610	100 523	113 472	128 565	144 724	168 338	201 327	255 417
Transferts entre gestions	1 093	1 421	2 484	2 903	3 366	4 285	4 535	5 207	5 904	5 167	6 088	6 092	7 372	9 514	10 655	23 118	27 253
TOTAL recettes et transferts courants	29 081	32 223	39 080	45 439	53 202	60 928	66 748	73 601	87 125	90 777	106 611	119 564	135 937	154 238	178 993	224 445	282 670

## COMPTES DES REGIMES : 12.1 REGIME GENERAL (emploi)

## 12.2/3 AUTRES REG.GENERAUX (emploi)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1970	1971	1972	1973	1974	1975
prestations courantes	58641	66566	76546	89264	104925	132948	1215	1293	1399	1594	1836	2317
prestations sociales	58521	66456	76432	89080	104633	132541	1215	1293	1399	1594	1836	2317
prestations de services sociaux	120	110	114	184	292	407						
prestations fiscales												
frais de gestion	4115	4665	5142	6392	7571	9947	13	14	17	17	19	23
remuneration des salaries	2943	3338	3669	4310	5494	6969						
consommation intermediaire	1014	1131	1258	1844	1841	2648	13	14	17	17	19	23
impots lies a la production	158	196	215	238	236	330						
autres depenses courantes	420	458	398	534	1496	1337	0	0	1	0	3	5
solde operations avec les dom	593	612	323	484	498	651						
total depenses courantes	63769	72301	82409	96674	114490	144883	1228	1307	1417	1611	1858	2345
transferts entre gestions	3841	4687	6719	7881	13583	13442	101	111	141	146	5104	6488
total depenses et transferts	67610	76988	89128	104555	128073	158325	1329	1418	1558	1757	6962	8833
epargne	2852	3507	3286	1619	-1138	-1677	55	45	2	56	199	-867
total emplois courants	70462	80495	92414	106174	126935	156648	1384	1463	1560	1813	7161	7966

COMPTE DES REGIMES : 12.1 REGIME GENERAL (ressource)

12.2/3 AUTRES REG.GENERAUX (ressource)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1970	1971	1972	1973	1974	1975
cotisations sociales employeurs	54841	62733	70188	80648	95346	115686	0	0	0	0	0	0
cotisations effectives	54841	62733	70188	80648	95346	115686						
cotisations fictives	0	0	0	0	0	0						
cotisations personnes protegees	13516	15227	18519	21629	24481	29513	0	0	0	0	0	0
salaries	11650	13265	16493	19370	22270	27213						
non-salaries	1866	1962	2026	2259	2211	2300						
contributions fiscales	198	186	211	218	278	4259						
taxes affectes	198	186	211	218	278	279						
transfert recettes fiscales	0	0	0	0	0	3980						
contrepartie des prest. fisca												
contributions diverses	541	543	640	938	1970	3515	7	35	8	8	240	206
des entreprises												
des adm.publ.centrales	7	-9	0	20	656	1971	0	28	0	0	150	177
des adm.publ.locales												
des menages	534	552	640	918	1314	1544	7	7	8	8	90	29
autres recettes courantes	201	299	342	486	665	434	19	15	13	22	42	39
revenus de la propriete	121	148	227	278	312	137	19	15	13	22	42	39
ventes	80	151	115	208	353	297						
divers												
total recettes courantes	69297	78988	89900	103919	122740	153407	26	50	21	30	282	245
transferts entre gestions	1165	1507	2514	2255	4195	3241	1358	1413	1539	1783	6879	7721
total ressources courantes	70462	80495	92414	106174	126935	156648	1384	1463	1560	1813	7161	7966

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR12

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes <b>Total</b>	59 856	67 859	77 945	90 858	106 761	135 265
• Prestations services sociaux	120	110	114	184	292	407
• Prestations fiscales						
• Prestations sociales liées	59 736	67 749	77 831	90 674	106 469	134 858
• Prest. soc. directes employeur						
• Autres prestations sociales						
Frais courants de gestion <b>Total</b>	4 128	4 679	5 159	6 409	7 590	9 970
• Rémunération des salariés	2 943	3 338	3 669	4 310	5 494	6 969
• Consommation intermédiaire	1 027	1 145	1 275	1 861	1 860	2 671
• Impôts liés à la production	158	196	215	238	236	330
Autres dépenses courantes	420	458	399	534	1 499	1 342
Solde des opérations DOM - TOM	593	612	323	484	498	651
<b>TOTAL dépenses courantes</b>	64 997	73 608	83 826	98 285	116 348	147 228
Transferts entre gestions	3 942	4 798	6 860	8 027	18 687	19 930
<b>TOTAL dépenses et transferts courants</b>	68 939	78 406	90 686	106 312	135 035	167 158
Épargne	2 907	3 552	3 288	1 675	- 939	- 2 544
<b>TOTAL emplois courants</b>	71 846	81 958	93 974	107 987	134 096	164 614

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR13

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes <b>Total</b>	11 319	12 408	13 414	15 142	17 780	21 544
• Prestations services sociaux						
• Prestations fiscales						
• Prestations sociales liées	11 319	12 408	13 414	15 142	17 780	21 544
• Prest. soc. directes employeur						
• Autres prestations sociales						
Frais courants de gestion <b>Total</b>	138	162	187	212	256	308
• Rémunération des salariés	79	85	101	115	134	159
• Consommation intermédiaire	59	77	86	97	113	133
• Impôts liés à la production					9	16
Autres dépenses courantes	50	79	58	67	74	109
Solde des opérations DOM - TOM					17	21
<b>TOTAL dépenses courantes</b>	11 507	12 649	13 659	15 421	18 127	21 982
Transferts entre gestions	110	128	132	161	415	592
<b>TOTAL dépenses et transferts courants</b>	11 617	12 777	13 791	15 582	18 542	22 574
Épargne	290	790	825	820	1 405	2 281
<b>TOTAL emplois courants</b>	11 907	13 567	14 616	16 402	19 947	24 855

## Compte des opérations courantes ; Ressources

AR12

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cotisations sociales employeurs						
• Effectives Total	54 841	62 733	70 188	80 648	95 346	115 686
• des entreprises	50 552	57 694	64 485	74 266	87 401	106 474
• des adm. publ. centrales	2 388	2 898	3 348	3 613	4 458	5 129
• des adm. publ. locales	436	615	722	706	857	697
• des adm. de sécurité sociale	805	860	841	1 156	1 507	1 958
• ménages	660	666	792	907	1 123	1 428
• Fictives Total						
• entreprises						
• des adm. publ. centrales						
• des adm. publ. locales						
Cotisa. sociales des personnes protégées	13 516	15 227	18 519	21 629	24 481	29 513
• des salariés	11 650	13 265	16 493	19 370	22 270	27 213
• des non salariés	1 866	1 962	2 026	2 259	2 211	2 300
Contributions	746	764	859	1 164	2 488	7 980
• Contributions fiscales	198	186	211	218	278	4 259
• taxes affectées	198	186	211	218	278	279
• transferts recettes fiscales						3 980
• contrepartie prest. fiscales						
• Contributions diverses	548	578	648	946	2 210	3 721
• des entreprises						
• des A.P.U.C.	7	19		20	806	2 148
• des A.P.U.L.						
• des ménages	541	559	648	926	1 404	1 573
Autres recettes courantes	220	314	355	508	707	473
• Revenu de la propriété	140	163	240	300	354	176
• Ventes	80	151	115	208	353	297
• Divers						
TOTAL recettes courantes	69 323	79 038	89 921	103 949	123 022	153 652
Transferts entre gestions	2 523	2 920	4 053	4 038	11 074	10 962
TOTAL recettes et transferts courants	71 846	81 958	93 974	107 987	134 096	164 614

## Compte des opérations courantes ; Ressources

AR13

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cotisations sociales employeurs	6 752	7 451	7 977	8 950	10 643	13 152
• Effectives Total	6 752	7 451	7 977	8 950	10 643	13 152
• des entreprises	4 816	5 146	5 399	6 002	7 047	8 400
• des adm. publ. centrales	545	644	700	778	903	1 089
• des adm. publ. locales	1 374	1 643	1 857	2 144	2 663	3 627
• des adm. de sécurité sociale	17	18	21	26	30	36
• ménages						
• Fictives Total						
• entreprises						
• des adm. publ. centrales						
• des adm. publ. locales						
Cotisa. sociales des personnes protégées	1 545	1 779	1 936	2 140	2 605	3 168
• des salariés	1 351	1 554	1 723	1 944	2 366	2 842
• des non salariés	194	225	213	196	239	326
Contributions	3 195	3 456	3 711	4 147	4 653	6 142
• Contributions fiscales						
• taxes affectées	9	8	7	7	11	8
• transferts recettes fiscales						
• contrepartie prest. fiscales						
• Contributions diverses	3 186	3 448	3 704	4 140	4 642	6 134
• des entreprises						
• des A.P.U.C.	3 171	3 433	3 678	4 122	4 623	6 058
• des A.P.U.L.						
• des ménages	15	15	26	18	19	76
Autres recettes courantes	181	202	228	320	504	579
• Revenu de la propriété	168	187	211	300	483	552
• Ventes	9	11	12	15	15	20
• Divers	4	4	5	5	6	7
TOTAL recettes courantes	11 673	12 888	13 852	15 557	18 405	23 041
Transferts entre gestions	234	679	764	845	1 542	1 814
TOTAL recettes et transferts courants	11 907	13 567	14 616	16 402	19 947	24 855

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR14

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes Total	20 134	22 303	25 087	29 433	35 265	45 913
• Prestations services sociaux						
• Prestations fiscales						
• Prestations sociales liées	20 134	22 303	25 087	29 433	35 265	45 913
• Prest. soc. directes employeur						
• Autres prestations sociales						
Frais courants de gestion Total	1 169	1 310	1 434	1 642	1 731	2 121
• Rémunération des salariés	802	894	985	1 086	1 202	1 467
• Consommation intermédiaire	367	416	449	556	472	579
• Impôts liés à la production					57	75
Autres dépenses courantes	121	207	151	351	244	331
Solde des opérations DOM - TOM						81
TOTAL dépenses courantes	21 424	23 820	26 672	31 426	37 240	48 446
Transferts entre gestions	246	237	254	336	838	1 294
TOTAL dépenses et transferts courants	21 670	24 057	26 926	31 762	38 078	49 740
Épargne	80	136	136	531	2 330	2 294
TOTAL emplois courants	21 750	24 193	27 062	32 293	40 408	52 034

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR16

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes Total	10 471	12 133	14 459	17 071	22 125	31 238
• Prestations services sociaux						
• Prestations fiscales						
• Prestations sociales liées	10 471	12 133	14 459	17 071	22 125	31 238
• Prest. soc. directes employeur						
• Autres prestations sociales						
Frais courants de gestion Total	682	769	914	1 016	1 307	1 677
• Rémunération des salariés	534	604	718	774	981	1 244
• Consommation intermédiaire	148	165	196	242	306	410
• Impôts liés à la production					20	23
Autres dépenses courantes	179	239	241	358	328	408
Solde des opérations DOM - TOM						
TOTAL dépenses courantes	11 332	13 141	15 614	18 445	23 760	33 323
Transferts entre gestions	24	27	25	34	36	52
TOTAL dépenses et transferts courants	11 356	13 168	15 639	18 479	23 796	33 375
Épargne	2 705	3 051	2 947	3 832	6 198	7 792
TOTAL emplois courants	14 061	16 219	18 586	22 311	29 994	41 167

## Compte des opérations courantes : Ressources

AR14

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cotisations sociales employeurs	3 009	3 256	3 722	4 204	5 133	6 236
• Effectives Total	3 009	3 256	3 722	4 204	5 133	6 236
• des entreprises	2 888	3 116	3 561	3 998	4 896	5 939
• des adm. publ. centrales						
• des adm. publ. locales						
• des adm. de sécurité sociale	121	140	161	206	237	297
• ménages						
• Fictives Total						
• entreprises						
• des adm. publ. centrales						
• des adm. publ. locales						
Cotisa. sociales des personnes protégées	6 307	7 088	7 840	8 368	10 081	12 198
• des salariés	872	1 024	1 162	1 335	1 502	1 647
• des non salariés	5 435	6 064	6 678	7 033	8 579	10 551
Contributions	8 721	9 665	10 381	13 460	13 916	17 962
• Contributions fiscalés	161	216	249	1 220	1 515	1 689
• taxes affectées	161	216	249	1 220	1 515	1 689
• transferts recettes fiscales						
• contrepartie prest. fiscales						
• Contributions diverses	8 560	9 449	10 132	12 240	12 401	16 273
• des entreprises						
• des A.P.U.C.	8 493	9 370	10 016	12 139	12 268	15 981
• des A.P.U.L.						
• des ménages	67	79	116	101	133	292
Autres recettes courantes	378	411	422	489	776	1 161
• Revenu de la propriété	321	336	336	384	569	796
• Ventes	57	75	86	105	136	178
• Divers					71	187
TOTAL recettes courantes	18 415	20 420	22 365	26 521	29 906	37 557
Transferts entre gestions	3 335	3 773	4 697	5 772	10 502	14 477
TOTAL recettes et transferts courants	21 750	24 193	27 062	32 293	40 408	52 034

## Compte des opérations courantes : Ressources

AR16

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cotisations sociales employeurs						
• Effectives Total	8 053	9 366	10 725	13 123	17 709	25 082
• des entreprises	6 815	7 865	9 021	11 149	15 436	22 058
• des adm. publ. centrales	1 117	1 359	1 536	1 796	2 053	2 788
• des adm. publ. locales	48	68	80	78	95	77
• des adm. de sécurité sociale						
• ménages	73	74	88	100	125	159
• Fictives Total						
• entreprises						
• des adm. publ. centrales						
• des adm. publ. locales						
Cotisa. sociales des personnes protégées	4 810	5 558	6 441	7 614	10 455	13 512
• des salariés	4 810	5 558	6 441	7 614	10 455	13 512
• des non salariés						
Contributions	66	91	124	88	99	215
• Contributions fiscales						
• taxes affectées						
• transferts recettes fiscales						
• contrepartie prest. fiscales						
• Contributions diverses	66	91	124	88	99	215
• des entreprises						
• des A.P.U.C.	7	14	16	18	25	58
• des A.P.U.L.						
• des ménages	59	77	108	70	74	157
Autres recettes courantes	1 132	1 204	1 296	1 486	1 731	2 358
• Revenu de la propriété	1 129	1 200	1 290	1 480	1 724	2 348
• Ventes	3	4	6	6	7	10
• Divers						
TOTAL recettes courantes	14 061	16 219	18 586	22 311	29 994	41 167
Transferts entre gestions						
TOTAL recettes et transferts courants	14 061	16 219	18 586	22 311	29 994	41 167

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR26

44

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes <b>Total</b>	586	645	709	744	781	824	925	1 032	1 156	1 422	1 642	1 855	2 027	2 524	2 923	3 144	3 964
• Prestations services sociaux																	
• Prestations fiscales																	
• Prestations sociales liées	586	645	709	744	781	824	925	1 032	1 156	1 422	1 642	1 855	2 027	2 524	2 923	3 144	3 964
• Prest. soc. directes employeur																	
• Autres prestations sociales																	
Frais courants de gestion <b>Total</b>	134	149	163	186	211	237	260	280	311	343	389	447	497	554	656	778	979
• Rémunération des salariés	81	93	105	124	140	155	170	184	203	226	257	298	325	354	430	516	662
• Consommation intermédiaire	50	52	54	57	65	75	83	89	100	108	122	137	156	182	209	242	290
• Impôts liés à la production	3	4	4	5	6	7	7	7	8	9	10	12	16	18	17	20	27
Autres dépenses courantes	15	17	19	20	25	29	31	34	37	42	34	52	59	64	77	85	120
Solde des opérations DOM - TOM																	
<b>TOTAL dépenses courantes</b>	<b>735</b>	<b>811</b>	<b>891</b>	<b>950</b>	<b>1 017</b>	<b>1 090</b>	<b>1 216</b>	<b>1 346</b>	<b>1 504</b>	<b>1 807</b>	<b>2 065</b>	<b>2 354</b>	<b>2 583</b>	<b>3 142</b>	<b>3 656</b>	<b>4 007</b>	<b>5 063</b>
Transferts entre gestions																	
<b>TOTAL dépenses et transferts courants</b>	<b>735</b>	<b>811</b>	<b>891</b>	<b>950</b>	<b>1 017</b>	<b>1 090</b>	<b>1 216</b>	<b>1 346</b>	<b>1 504</b>	<b>1 807</b>	<b>2 065</b>	<b>2 354</b>	<b>2 583</b>	<b>3 142</b>	<b>3 656</b>	<b>4 007</b>	<b>5 063</b>
Épargne	145	120	92	97	99	151	136	118	108	105	84	138	135	112	174	551	760
<b>TOTAL emplois courants</b>	<b>880</b>	<b>931</b>	<b>983</b>	<b>1 047</b>	<b>1 116</b>	<b>1 241</b>	<b>1 352</b>	<b>1 464</b>	<b>1 612</b>	<b>1 912</b>	<b>2 149</b>	<b>2 492</b>	<b>2 718</b>	<b>3 254</b>	<b>3 830</b>	<b>4 558</b>	<b>5 823</b>

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cotisations sociales employeurs																	
• Effectives <b>Total</b>																	
• des entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
• des adm. de sécurité sociale																	
• ménages																	
• Fictives <b>Total</b>																	
• entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
Cotisa. sociales des personnes protégées	598	628	659	691	725	814	891	975	1 082	1 332	1 506	1 732	1 874	2 306	2 719	3 244	4 171
• des salariés	389	408	428	449	471	529	579	634	703	866	979	1 126	1 218	1 499	1 767	2 109	2 711
• des non salariés	209	220	231	242	254	285	312	341	379	466	527	606	656	807	952	1 135	1 460
Contributions	147	159	174	191	213	229	252	268	291	320	352	406	446	495	696	729	765
• Contributions fiscales																	
• taxes affectées																	
• transferts recettes fiscales																	
• contrepartie prest. fiscales																	
• Contributions diverses	147	159	174	191	213	229	252	268	291	320	352	406	446	495	696	729	765
• des entreprises	46	47	49	51	54	56	59	61	63	68	76	90	97	113	233	270	346
• des A.P.U.C.	37	41	52	53	61	52	66	68	70	80	80	66	63	52	130	145	169
• des A.P.U.L.																	
• des ménages	64	71	73	87	98	121	127	139	158	172	196	250	286	330	333	314	250
Autres recettes courantes	135	144	150	165	178	198	202	221	239	260	291	354	398	453	415	585	887
• Revenu de la propriété	10	12	14	16	18	20	22	24	27	32	32	41	53	62	70	86	97
• Ventes	33	37	38	46	52	64	67	73	83	91	104	131	148	172	193	319	560
• Divers	92	95	98	103	108	114	113	124	129	137	155	182	197	219	152	180	230
<b>TOTAL recettes courantes</b>	<b>880</b>	<b>931</b>	<b>983</b>	<b>1 047</b>	<b>1 116</b>	<b>1 241</b>	<b>1 352</b>	<b>1 464</b>	<b>1 612</b>	<b>1 912</b>	<b>2 149</b>	<b>2 492</b>	<b>2 718</b>	<b>3 254</b>	<b>3 830</b>	<b>4 558</b>	<b>5 823</b>
Transferts entre gestions																	
<b>TOTAL recettes et transferts courants</b>	<b>880</b>	<b>931</b>	<b>983</b>	<b>1 047</b>	<b>1 116</b>	<b>1 241</b>	<b>1 352</b>	<b>1 464</b>	<b>1 612</b>	<b>1 912</b>	<b>2 149</b>	<b>2 492</b>	<b>2 718</b>	<b>3 254</b>	<b>3 830</b>	<b>4 558</b>	<b>5 823</b>

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes <b>Total</b>	5 320	5 599	6 195	7 058	8 262	9 219	10 284	11 153	11 960	13 384	15 069	16 476	18 335	20 559	23 293	27 128	32 642
• Prestations services sociaux																	
• Prestations fiscales																	
• Prestations sociales liées																	
• Prest. soc. directes employeur	5 320	5 599	6 195	7 058	8 262	9 219	10 284	11 153	11 960	13 384	15 069	16 476	18 335	20 559	23 293	27 128	32 642
• Autres prestations sociales																	
Frais courants de gestion <b>Total</b>																	
• Remunération des salariés																	
• Consommation intermédiaire																	
• Impôts liés à la production																	
Autres dépenses courantes																	
Solde des opérations DOM - TOM																	
<b>TOTAL dépenses courantes</b>	<b>5 320</b>	<b>5 599</b>	<b>6 195</b>	<b>7 058</b>	<b>8 262</b>	<b>9 219</b>	<b>10 284</b>	<b>11 153</b>	<b>11 960</b>	<b>13 384</b>	<b>15 069</b>	<b>16 476</b>	<b>18 335</b>	<b>20 559</b>	<b>23 293</b>	<b>27 128</b>	<b>32 642</b>
Transferts entre gestions											260	654	642	510	594	1 025	895
<b>TOTAL dépenses et transferts courants</b>	<b>5 320</b>	<b>5 599</b>	<b>6 195</b>	<b>7 058</b>	<b>8 262</b>	<b>9 219</b>	<b>10 284</b>	<b>11 153</b>	<b>11 960</b>	<b>13 384</b>	<b>15 329</b>	<b>17 130</b>	<b>18 977</b>	<b>21 069</b>	<b>23 887</b>	<b>28 153</b>	<b>33 537</b>
Epargne																	
<b>TOTAL emplois courants</b>	<b>5 320</b>	<b>5 599</b>	<b>6 195</b>	<b>7 058</b>	<b>8 262</b>	<b>9 219</b>	<b>10 284</b>	<b>11 153</b>	<b>11 960</b>	<b>13 384</b>	<b>15 329</b>	<b>17 130</b>	<b>18 977</b>	<b>21 069</b>	<b>23 887</b>	<b>28 153</b>	<b>33 537</b>

Compte des opérations courantes : Ressources

AR33

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cotisations sociales employeurs	4 827	5 157	5 730	6 497	7 567	8 406	9 368	10 060	10 787	12 074	13 799	15 444	17 126	19 002	21 572	25 464	30 276
• Effectives Total																	
• des entreprises																	
• des adm. publ. centrales											260	654	642	510	594	620	652
• des adm. publ. locales																	
• des adm. de sécurité sociale																	
• ménages																	
• Fictives Total	4 827	5 157	5 730	6 497	7 567	8 406	9 368	10 060	10 787	12 074	13 539	14 790	16 484	18 492	20 978	24 844	29 624
• entreprises	569	593	655	715	820	912	1 065	1 182	1 233	1 395	1 658	1 738	1 993	2 174	2 597	2 978	3 747
• des adm. publ. centrales	3 972	4 254	4 730	5 375	6 279	6 994	7 768	8 290	8 909	10 007	11 101	12 170	13 544	15 192	17 074	20 189	23 815
• des adm. publ. locales	286	310	345	407	468	500	535	588	645	672	780	882	947	1 126	1 307	1 677	2 062
Cotisa. sociales des personnes protégées											1 530	1 686	1 851	2 067	2 315	2 689	3 261
• des salariés	493	442	465	561	695	813	916	1 093	1 173	1 310	1 530	1 686	1 851	2 067	2 315	2 689	3 261
• des non salariés																	
Contributions																	
• Contributions fiscales																	
• taxes affectées																	
• transferts recettes fiscales																	
• contrepartie prest. fiscales																	
• Contributions diverses																	
• des entreprises																	
• des A.P.U.C.																	
• des A.P.U.L.																	
• des ménages																	
Autres recettes courantes																	
• Revenu de la propriété																	
• Ventes																	
• Divers																	
TOTAL recettes courantes	5 320	5 599	6 195	7 058	8 262	9 219	10 284	11 153	11 960	13 384	15 329	17 130	18 977	21 069	23 887	28 153	33 537
Transferts entre gestions																	
TOTAL recettes et transferts courants	5 320	5 599	6 195	7 058	8 262	9 219	10 284	11 153	11 960	13 384	15 329	17 130	18 977	21 069	23 887	28 153	33 537

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<b>Prestations courantes</b> Total	1 382	1 551	1 852	2 158	2 484	2 774	3 072	3 276	3 589	3 712	4 004	4 388	5 008	5 608	6 683	7 910	9 177
• Prestations services sociaux																	
• Prestations fiscales																	
• Prestations sociales liées																	
• Prest. soc. directes employeur	1 382	1 551	1 852	2 158	2 484	2 774	3 072	3 276	3 589	3 712	4 004	4 388	5 008	5 608	6 683	7 910	9 177
• Autres prestations sociales																	
<b>Frais courants de gestion</b> Total																	
• Rémunération des salariés																	
• Consommation intermédiaire																	
• Impôts liés à la production																	
Autres dépenses courantes																	
Solde des opérations DOM - TOM																	
<b>TOTAL dépenses courantes</b>	1 382	1 551	1 852	2 158	2 484	2 774	3 072	3 276	3 589	3 712	4 004	4 388	5 008	5 608	6 683	7 910	9 177
Transferts entre gestions																	
<b>TOTAL dépenses et transferts courants</b>	1 382	1 551	1 852	2 158	2 484	2 774	3 072	3 276	3 589	3 712	4 004	4 388	5 008	5 608	6 683	7 910	9 177
Epargne																	
<b>TOTAL emplois courants</b>	1 382	1 551	1 852	2 158	2 484	2 774	3 072	3 276	3 589	3 712	4 004	4 388	5 008	5 608	6 683	7 910	9 177

## Compte des opérations courantes : Ressources

AR36

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cotisations sociales employeurs	1 382	1 551	1 852	2 158	2 484	2 774	3 072	3 276	3 589	3 712	4 004	4 388	5 008	5 608	6 683	7 910	9 177
• Effectives <b>Total</b>																	
• des entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
• des adm. de sécurité sociale																	
• ménages																	
• Fictives <b>Total</b>	1 382	1 551	1 852	2 158	2 484	2 774	3 072	3 276	3 589	3 712	4 004	4 388	5 008	5 608	6 683	7 910	9 177
• entreprises	1 382	1 551	1 852	2 158	2 484	2 774	3 072	3 276	3 589	3 712	4 004	4 388	5 008	5 608	6 683	7 910	9 177
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
Cotisa. sociales des personnes protégées																	
• des salariés																	
• des non salariés																	
Contributions																	
• Contributions fiscales																	
• taxes affectées																	
• transferts recettes fiscales																	
• contrepartie prest. fiscales																	
• Contributions diverses																	
• des entreprises																	
• des A.P.U.C.																	
• des A.P.U.L.																	
• des ménages																	
Autres recettes courantes																	
• Revenu de la propriété																	
• Ventes																	
• Divers																	
<b>TOTAL recettes courantes</b>	<b>1 382</b>	<b>1 551</b>	<b>1 852</b>	<b>2 158</b>	<b>2 484</b>	<b>2 774</b>	<b>3 072</b>	<b>3 276</b>	<b>3 589</b>	<b>3 712</b>	<b>4 004</b>	<b>4 388</b>	<b>5 008</b>	<b>5 608</b>	<b>6 683</b>	<b>7 910</b>	<b>9 177</b>
Transferts entre gestions																	
<b>TOTAL recettes et transferts courants</b>	<b>1 382</b>	<b>1 551</b>	<b>1 852</b>	<b>2 158</b>	<b>2 484</b>	<b>2 774</b>	<b>3 072</b>	<b>3 276</b>	<b>3 589</b>	<b>3 712</b>	<b>4 004</b>	<b>4 388</b>	<b>5 008</b>	<b>5 608</b>	<b>6 683</b>	<b>7 910</b>	<b>9 177</b>

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR41

50

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes <b>Total</b>	1 409	1 508	1 612	1 790	2 062	2 657	2 942	3 497	3 891	4 886	5 598	6 225	7 220	8 203	9 523	11 810	15 163
• Prestations services sociaux	120	120	130	150	160	188	220	250	275	346	415	478	654	772	957	1 138	1 305
• Prestations fiscales	1 150	1 250	1 350	1 500	1 750	2 300	2 500	2 900	3 200	3 800	4 300	4 800	5 500	6 200	7 200	8 900	10 600
• Prestations sociales liées																	
• Prest. soc. directes employeur																	
• Autres prestations sociales	139	138	132	140	152	169	222	347	416	740	883	947	1 066	1 231	1 366	1 772	3 258
Frais courants de gestion <b>Total</b>																	
• Rémunération des salariés																	
• Consommation intermédiaire																	
• Impôts liés à la production																	
Autres dépenses courantes																	
Solde des opérations DOM - TOM																	
<b>TOTAL dépenses courantes</b>	1 409	1 508	1 612	1 790	2 062	2 657	2 942	3 497	3 891	4 886	5 598	6 225	7 220	8 203	9 523	11 810	15 163
Transferts entre gestions																	
<b>TOTAL dépenses et transferts courants</b>	1 409	1 508	1 612	1 790	2 062	2 657	2 942	3 497	3 891	4 886	5 598	6 225	7 220	8 203	9 523	11 810	15 163
Épargne																	
<b>TOTAL emplois courants</b>	1 409	1 508	1 612	1 790	2 062	2 657	2 942	3 497	3 891	4 886	5 598	6 225	7 220	8 203	9 523	11 810	15 163

## Compte des opérations courantes : Ressources

AR41

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<b>Cotisations sociales employeurs</b>																	
• Effectives <b>Total</b>																	
• des entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
• des adm. de sécurité sociale																	
• ménages																	
• Fictives <b>Total</b>																	
• entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
<b>Cotisa. sociales des personnes protégées</b>																	
• des salariés																	
• des non salariés																	
<b>Contributions</b>	1 409	1 508	1 612	1 790	2 062	2 657	2 942	3 497	3 891	4 886	5 598	6 225	7 220	8 203	9 523	11 810	15 163
• Contributions fiscales	1 150	1 250	1 350	1 500	1 750	2 300	2 500	2 900	3 200	3 800	4 300	4 800	5 500	6 200	7 200	8 900	10 600
• taxes affectées																	
• transferts recettes fiscales																	
• contrepartie prest. fiscales	1 150	1 250	1 350	1 500	1 750	2 300	2 500	2 900	3 200	3 800	4 300	4 800	5 500	6 200	7 200	8 900	10 600
• Contributions diverses	259	258	262	290	312	357	442	597	691	1 086	1 298	1 425	1 720	2 003	2 323	2 910	4 563
• des entreprises																	
• des A.P.U.C.	259	258	262	290	312	357	442	597	691	1 086	1 298	1 425	1 720	2 003	2 323	2 910	4 563
• des A.P.U.L.																	
• des ménages																	
<b>Autres recettes courantes</b>																	
• Revenu de la propriété																	
• Ventes																	
• Divers																	
<b>TOTAL recettes courantes</b>	1 409	1 508	1 612	1 790	2 062	2 657	2 942	3 497	3 891	4 886	5 598	6 225	7 220	8 203	9 523	11 810	15 163
<b>Transferts entre gestions</b>																	
<b>TOTAL recettes et transferts courants</b>	1 409	1 508	1 612	1 790	2 062	2 657	2 942	3 497	3 891	4 886	5 598	6 225	7 220	8 203	9 523	11 810	15 163

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR45

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes <b>Total</b>	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 500	6 921	7 556	7 579	8 219	9 132	10 810
• Prestations services sociaux																	
• Prestations fiscales																	
• Prestations sociales liées																	
• Prest. soc. directes employeur																	
• Autres prestations sociales	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 500	6 921	7 556	7 579	8 219	9 132	10 810
Frais courants de gestion <b>Total</b>																	
• Rémunération des salariés																	
• Consommation intermédiaire																	
• Impôts liés à la production																	
Autres dépenses courantes																	
Solde des opérations DOM - TOM																	
<b>TOTAL dépenses courantes</b>	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 500	6 921	7 556	7 579	8 219	9 132	10 810
Transferts entre gestions																	
<b>TOTAL dépenses et transferts courants</b>	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 500	6 921	7 556	7 579	8 219	9 132	10 810
Epargne																	
<b>TOTAL emplois courants</b>	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 500	6 921	7 556	7 579	8 219	9 132	10 810

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Cotisations sociales employeurs																	
• Effectives Total																	
• des entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
• des adm. de sécurité sociale																	
• ménages																	
• Fictives Total																	
• entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
Cotisa. sociales des personnes protégées																	
• des salariés																	
• des non salariés																	
Contributions	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 020	6 425	6 958	7 433	8 046	8 949	10 659
• Contributions fiscales																	
• taxes affectées																	
• transferts recettes fiscales																	
• contrepartie prest. fiscales																	
• Contributions diverses	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 020	6 425	6 958	7 433	8 046	8 949	10 659
• des entreprises																	
• des A.P.U.C.	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 020	6 425	6 958	7 433	8 046	8 949	10 659
• des A.P.U.L.																	
• des ménages																	
Autres recettes courantes																	
• Revenu de la propriété																	
• Ventes																	
• Divers											480	496	598	146	173	183	151
TOTAL recettes courantes	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 500	6 921	7 556	7 579	8 219	9 132	10 810
Transferts entre gestions																	
TOTAL recettes et transferts courants	3 092	3 151	3 494	4 935	6 051	5 922	5 380	5 161	5 136	5 610	6 500	6 921	7 556	7 579	8 219	9 132	10 810

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR47

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes <b>Total</b>	697	693	728	841	857	1 013	1 151	1 222	1 300	1 396	1 475	1 529	1 790	2 200	2 418	3 010	3 932
• Prestations services sociaux																	
• Prestations fiscales																	
• Prestations sociales liées	2	3	3	4	4	4	5	6	7	8	9	10	2				
• Prest. soc. directes employeur																	
• Autres prestations sociales	695	690	725	837	853	1 009	1 146	1 216	1 293	1 388	1 466	1 519	1 788	2 200	2 418	3 010	3 932
Frais courants de gestion <b>Total</b>																	
• Rémunération des salariés																	
• Consommation intermédiaire																	
• Impôts liés à la production																	
Autres dépenses courantes																	
Solde des opérations DOM - TOM																	
TOTAL dépenses courantes																	
Transferts entre gestions	539	517	923	678	821	885	960	750	1 152	1 217	1 426	1 042	1 434	1 613	1 371	1 543	3 222
TOTAL dépenses et transferts courants	1 236	1 210	1 651	1 519	1 678	1 898	2 111	1 972	2 452	2 613	2 901	2 571	3 224	3 813	3 789	4 553	7 154
Epargne																	
TOTAL emplois courants	1 236	1 210	1 651	1 519	1 678	1 898	2 111	1 972	2 452	2 613	2 901	2 571	3 224	3 813	3 789	4 553	7 154

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<b>Cotisations sociales employeurs</b>																	
• Effectives <b>Total</b>																	
• des entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
• des adm. de sécurité sociale																	
• ménages																	
• Fictives <b>Total</b>																	
• entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
<b>Cotisa. sociales des personnes protégées</b>																	
• des salariés																	
• des non salariés																	
<b>Contributions</b>	951	926	1 363	1 241	1 444	1 595	1 803	1 651	2 113	2 230	2 496	2 105	2 704	3 309	3 337	4 289	6 899
• Contributions fiscales																	
• taxes affectées																	
• transferts recettes fiscales																	
• contrepartie prest. fiscales																	
• Contributions diverses																	
• des entreprises																	
• des A.P.U.C.	951	926	1 363	1 241	1 444	1 525	1 803	1 651	2 113	2 230	2 496	2 105	2 704	3 309	3 337	4 289	6 899
• des A.P.U.L.																	
• des ménages																	
<b>Autres recettes courantes</b>	285	284	288	278	234	303	308	321	339	383	405	466	520	504	452	264	255
• Revenu de la propriété																	
• Ventes																	
• Divers	285	284	288	278	234	303	308	321	339	383	405	466	520	504	452	264	255
<b>TOTAL recettes courantes</b>	1 236	1 210	1 651	1 519	1 678	1 898	2 111	1 972	2 452	2 613	2 901	2 571	3 224	3 813	3 789	4 553	7 154
<b>Transferts entre gestions</b>																	
<b>TOTAL recettes et transferts courants</b>	1 236	1 210	1 651	1 519	1 678	1 898	2 111	1 972	2 452	2 613	2 901	2 571	3 224	3 813	3 789	4 553	7 154

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR57

56

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes <b>Total</b>	2 448	2 772	3 013	3 325	3 901	4 492	4 803	4 922	5 405	5 898	6 746	7 251	7 696	9 139	10 132	11 835	14 301
• Prestations services sociaux	410	420	432	541	703	870	1 033	1 153	1 067	956	1 051	1 331	1 316	1 631	1 825	1 854	2 564
• Prestations fiscales																	
• Prestations sociales liées																	
• Prest. soc. directes employeur																	
• Autres prestations sociales	2 038	2 352	2 581	2 784	3 198	3 622	3 770	3 769	4 338	4 942	5 695	5 920	6 380	7 508	8 307	9 981	11 737
Frais courants de gestion <b>Total</b>																	
• Rémunération des salariés																	
• Consommation intermédiaire																	
• Impôts liés à la production																	
Autres dépenses courantes																	
Solde des opérations DOM - TOM																	
<b>TOTAL dépenses courantes</b>	<b>2 448</b>	<b>2 772</b>	<b>3 013</b>	<b>3 325</b>	<b>3 901</b>	<b>4 492</b>	<b>4 803</b>	<b>4 922</b>	<b>5 405</b>	<b>5 898</b>	<b>6 746</b>	<b>7 251</b>	<b>7 696</b>	<b>9 139</b>	<b>10 132</b>	<b>11 835</b>	<b>14 301</b>
Transferts entre gestions	24	28	29	33	40	45	48	49	54	59	68	74	106	120	132	574	1 268
<b>TOTAL dépenses et transferts courants</b>	<b>2 472</b>	<b>2 800</b>	<b>3 042</b>	<b>3 358</b>	<b>3 941</b>	<b>4 537</b>	<b>4 851</b>	<b>4 971</b>	<b>5 459</b>	<b>5 957</b>	<b>6 814</b>	<b>7 325</b>	<b>7 802</b>	<b>9 259</b>	<b>10 264</b>	<b>12 409</b>	<b>15 569</b>
Epargne																	
<b>TOTAL emplois courants</b>	<b>2 472</b>	<b>2 800</b>	<b>3 042</b>	<b>3 358</b>	<b>3 941</b>	<b>4 537</b>	<b>4 851</b>	<b>4 971</b>	<b>5 459</b>	<b>5 957</b>	<b>6 814</b>	<b>7 325</b>	<b>7 802</b>	<b>9 259</b>	<b>10 264</b>	<b>12 409</b>	<b>15 569</b>

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<b>Cotisations sociales employeurs</b>																	
• Effectives <b>Total</b>																	
• des entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
• des adm. de sécurité sociale																	
• ménages																	
• Fictives <b>Total</b>																	
• entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
<b>Cotisa. sociales des personnes protégées</b>																	
• des salariés																	
• des non salariés																	
<b>Contributions</b>	2 629	2 977	3 228	3 570	4 182	4 824	5 158	5 285	5 805	6 334	7 245	7 805	8 273	9 800	10 477	12 598	15 894
• Contributions fiscales																	
• taxes affectées																	
• transferts recettes fiscales																	
• contrepartie prest. fiscales																	
• Contributions diverses	2 629	2 977	3 228	3 570	4 182	4 824	5 158	5 285	5 805	6 334	7 245	7 805	8 273	9 800	10 477	12 598	15 894
• des entreprises																	
• des A.P.U.C.	948	1 004	1 164	1 328	1 574	1 804	1 940	2 113	2 298	2 608	3 042	3 293	3 436	3 863	4 839	5 642	5 738
• des A.P.U.L.	1 461	1 723	1 799	1 945	2 244	2 588	2 743	2 662	2 918	3 151	3 508	3 694	4 148	5 231	4 076	5 435	8 164
• des ménages	220	250	265	297	364	432	475	510	589	575	695	818	689	706	1 562	1 521	1 992
<b>Autres recettes courantes</b>																	
• Revenu de la propriété																	
• Ventes																	
• Divers	- 157	- 177	- 186	- 212	- 241	- 287	- 307	- 314	- 346	- 377	- 431	- 480	- 471	- 541	- 213	- 189	- 325
<b>TOTAL recettes courantes</b>	2 472	2 800	3 042	3 358	3 941	4 537	4 851	4 971	5 459	5 957	6 814	7 325	7 802	9 259	10 264	12 409	15 569
<b>Transferts entre gestions</b>																	
<b>TOTAL recettes et transferts courants</b>	2 472	2 800	3 042	3 358	3 941	4 537	4 851	4 971	5 459	5 957	6 814	7 325	7 802	9 259	10 264	12 409	15 569

## Compte des opérations courantes : Emploi

AR67

58

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Prestations courantes <b>Total</b>	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426	473	532	603	699	846	960
• Prestations services sociaux																	
• Prestations fiscales																	
• Prestations sociales liées																	
• Prest. soc. directes employeur																	
• Autres prestations sociales	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426	473	532	603	699	846	960
Frais courants de gestion <b>Total</b>																	
• Rémunération des salariés																	
• Consommation intermédiaire																	
• Impôts liés à la production																	
Autres dépenses courantes																	
Solde des opérations DOM - TOM																	
TOTAL dépenses courantes	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426	473	532	603	699	846	960
Transferts entre gestions																	
TOTAL dépenses et transferts courants	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426	473	532	603	699	846	960
Epargne																	
TOTAL emplois courants	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426	473	532	603	699	846	960

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<b>Cotisations sociales employeurs</b>																	
• Effectives <b>Total</b>																	
• des entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
• des adm. de sécurité sociale																	
• ménages																	
• Fictives <b>Total</b>																	
• entreprises																	
• des adm. publ. centrales																	
• des adm. publ. locales																	
<b>Cotisa. sociales des personnes protégées</b>																	
• des salariés																	
• des non salariés																	
<b>Contributions</b>	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426	473	532	603	699	846	960
• Contributions fiscales																	
• taxes affectées																	
• transferts recettes fiscales																	
• contrepartie prest. fiscales																	
• Contributions diverses	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426	473	532	603	699	846	960
• des entreprises	94	104	115	130	142	149	161	171	182	215	256	284	320	352	420	510	575
• des A.P.U.C.																	
• des A.P.U.L.																	
• des ménages	62	69	76	87	94	100	108	114	121	143	170	189	212	251	279	336	385
<b>Autres recettes courantes</b>																	
• Revenu de la propriété																	
• Ventes																	
• Divers																	
<b>TOTAL recettes courantes</b>	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426	473	532	603	699	846	960
<b>Transferts entre gestions</b>																	
<b>TOTAL recettes et transferts courants</b>	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426	473	532	603	699	846	960

COMPTES DES REGIMES : ENSEMBLE (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	377971	440595	520311	603084	699191	832254	994053	1116865	1230961	1323249
prestations sociales	361170	419039	495534	574265	665910	792862	945957	1059468	1165479	1254397
prestations de services sociaux	4901	7056	9177	10819	12876	15392	18296	19897	22482	23852
prestations fiscales	11900	14500	15600	18000	20405	24000	29800	37500	43000	45000
frais de gestion	17581	20127	23728	26932	31365	36813	42606	48343	53814	57655
remuneration des salaries	12321	14172	16538	19136	22239	25961	29880	33830	37654	40184
consommation intermediaire	4692	5255	6323	6788	7894	9308	10842	12315	13606	14747
impots lies a la production	568	700	867	1008	1232	1544	1884	2198	2554	2724
autres depenses courantes	2487	3340	3544	3981	4258	4963	6767	9598	9580	9471
solde operations avec les dom	776	233	1110	1408	1722	2792	3112	3148	4395	3734
total depenses courantes	398815	464295	548693	635405	736536	876822	1046538	1177954	1298750	1394109
transferts entre gestions	34002	38142	43570	52788	65921	74221	89107	102245	108860	142072
total depenses et transferts	432817	502437	592263	688193	802457	951043	1135645	1280199	1407610	1536181
epargne	14835	17237	6045	22014	31415	2944	7874	37336	34375	30499
total emplois courants	447652	519674	598308	710207	833872	953987	1143519	1317535	1441985	1566680

COMPTES DES REGIMES: ENSEMBLE (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	235121	271478	312089	359696	415692	472081	550790	620912	669560	716458
cotisations effectives	190001	220012	251802	293193	339840	385150	450643	511119	550571	589921
cotisations fictives	45120	51466	60287	66503	75852	86931	100147	109793	118989	126537
cotisations personnes protegees	81819	98385	112001	144170	178069	196548	238523	275029	315910	340456
salaries	63939	77021	87427	113308	141857	153798	187648	215966	249814	267769
non-salaries	17880	21364	24574	30862	36212	42750	50875	59063	66096	72687
contributions fiscales	20690	20034	20766	21595	23433	29177	37236	58324	82730	78096
taxes affectes	2311	2852	2936	3595	4168	5177	7436	13095	28681	31048
transfert recettes fiscales	6479	2682	2230	0	-1140	0	0	7729	11049	2048
contrepartie des prest. fiscales	11900	14500	15600	18000	20405	24000	29800	37500	43000	45000
contributions diverses	69604	84098	101798	122105	137882	165026	207751	237372	240074	260542
entreprises	963	1143	1241	1369	1602	1810	2052	2279	2441	2528
apuc	54679	67247	82582	100319	114960	139110	175874	198638	195838	217447
apul	7753	8339	11403	12642	12670	14762	18245	20347	24897	24648
menages	6209	7369	6572	7775	8650	9744	11580	16108	16898	15919
autres recettes courantes	6416	7537	8084	9853	12875	16934	20112	23653	24851	29056
revenus de la propriete	4557	6006	6319	7657	10315	13758	16151	19004	19878	23905
ventes	1239	1290	1495	1894	2236	2818	3546	4216	4489	4661
divers	620	241	270	302	324	358	415	433	484	490
total recettes courantes	413650	481532	554738	657419	767951	879766	1054412	1215290	1333125	1424608
transferts entre gestions	34002	38142	43570	52788	65921	74221	89107	102245	108860	142072
total ressources courantes	447652	519674	598308	710207	833872	953987	1143519	1317535	1441985	1566680

COMPTES DES REGIMES : SECURITE SOCIALE (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	273404	318574	379370	444947	523805	627117	752041	842281	927638	999961
prestations sociales	272880	318036	378735	444269	523056	626327	750912	841096	926180	998229
prestations de services sociaux	524	538	635	678	749	790	1129	1185	1458	1732
prestations fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
frais de gestion	16331	18654	21952	24849	28909	33882	39120	44190	49243	52752
remuneration des salaries	11507	13224	15396	17798	20672	24055	27638	31225	34856	37192
consommation intermediaire	4293	4772	5741	6106	7085	8401	9737	10929	12016	13031
impots lies a la production	531	658	815	945	1152	1426	1745	2036	2371	2529
autres depenses courantes	2341	2945	3149	3537	3740	4348	6001	8856	8738	8580
solde operations avec les dom	776	233	1110	1408	1722	2792	3112	3148	4395	3734
total depenses courantes	292852	340406	405581	474741	558176	668139	800274	898475	990014	1065027
transferts entre gestions	28412	27746	29449	35128	44556	51445	58345	68956	76105	98360
total depenses et transferts	321264	368152	435030	509869	602732	719584	858619	967431	1066119	1163387
epargne	13383	15426	4612	20470	29605	1005	5031	34536	31496	28861
total emplois courants	334647	383578	439642	530339	632337	720589	863650	1001967	1097615	1192248

COMPTES DES REGIMES: SECURITE SOCIALE (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	189066	218931	250106	291484	336907	382643	446726	505445	543743	580814
cotisations effectives	189066	218931	250106	291484	336907	382643	446726	505445	543743	580814
cotisations fictives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
cotisations personnes protegees	72524	87357	99600	129995	161944	177410	215854	249229	285531	308000
salaries	56528	68221	77493	101999	128990	138462	169609	195389	225280	241630
non-salaries	15996	19136	22107	27996	32954	38948	46245	53840	60251	66370
contributions fiscales	8790	5534	5166	3595	3028	5177	7436	20824	27614	17763
taxes affectees	2311	2852	2936	3595	4168	5177	7436	13095	16565	15715
transfert recettes fiscales	6479	2682	2230	0	-1140	0	0	7729	11049	2048
contrepartie des prest. fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
contributions diverses	25194	27126	34395	44059	53361	66432	87059	103427	109991	117855
entreprises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
apuc	22242	24381	31922	41080	50451	63157	83290	96437	102032	111506
apul	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
menages	2952	2745	2473	2979	2910	3275	3769	6990	7959	6349
autres recettes courantes	5071	6488	6805	8418	11176	14706	17468	20797	21876	25744
revenus de la propriete	4406	5784	6023	7309	9792	13055	15313	18106	18878	22780
ventes	659	697	773	1099	1371	1631	2135	2675	2980	2964
divers	6	7	9	10	13	20	20	16	18	0
total recettes courantes	300645	345436	396072	477551	566416	646368	774543	899722	988755	1050176
transferts entre gestions	34002	38142	43570	52788	65921	74221	89107	102245	108860	142072
total ressources courantes	334647	383578	439642	530339	632337	720589	863650	1001967	1097615	1192248

COMPTES DES REGIMES : 12 REGIMES GENERAUX (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	156887	181775	217441	253565	328905	398371	485808	547136	606378	649776
prestations sociales	156363	181237	216806	252887	328156	397581	484679	545951	604920	648162
prestations de services sociaux	524	538	635	678	749	790	1129	1185	1458	1614
prestations fiscales										
frais de gestion	11481	13030	15265	17155	21031	24671	28998	33445	37008	39039
remuneration des salaries	8089	9262	10802	12449	15179	17677	20603	23764	26384	28154
consommation intermediaire	2994	3286	3859	4000	4947	5878	7024	8058	8720	8797
impots lies a la production	398	482	604	706	905	1116	1371	1623	1904	2088
autres depenses courantes	1226	1612	1881	1989	2220	2633	3831	5165	5646	4852
solde operations avec les dom	510	-8	772	964	1216	2166	2557	2197	3345	2677
total depenses courantes	170104	196409	235359	273673	353372	427841	521194	587943	652377	696344
transferts entre gestions	26212	24584	25908	30128	39178	45417	51378	60770	64914	85140
total depenses et transferts	196316	220993	261267	303801	392550	473258	572572	648713	717291	781484
epargne	3331	6485	-5782	4631	15510	-13164	-14224	15347	18625	9682
total emplois courants	199647	227478	255485	308432	408060	460094	558348	664060	735916	791166

COMPTES DES REGIMES: 12 REGIMES GENERAUX (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	136542	158903	178556	206267	259636	293952	344176	393037	425074	455503
cotisations effectives	136542	158903	178556	206267	259636	293952	344176	393037	425074	455503
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	38043	46995	52447	71037	98938	104956	131855	155671	180727	195183
salaries	35327	43859	48892	67154	93462	97704	122552	143087	166080	178908
non-salaries	2716	3136	3555	3883	5476	7252	9303	12584	14647	16275
contributions fiscales	6781	3006	2604	707	-290	1117	2607	15147	21595	11075
taxes affectes	302	324	374	707	850	1117	2607	7418	10546	9027
transfert recettes fiscales	6479	2682	2230	0	-1140	0	0	7729	11049	2048
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	2416	2568	4090	6859	15778	22994	36208	52455	51838	61156
entreprises										
apuc	132	488	2262	4819	13362	20358	33377	47952	45854	56923
apul										
menages	2284	2080	1828	2040	2416	2636	2831	4503	5984	4233
autres recettes courantes	651	782	715	871	2418	3209	2299	3058	4660	5915
revenus de la propriete	248	346	231	228	1533	2158	874	1246	2436	4003
ventes	403	436	475	636	875	1035	1405	1796	2206	1912
divers	0	0	9	7	10	16	20	16	18	0
total recettes courantes	184433	212254	238412	285741	376480	426228	517145	619368	683894	728832
transferts entre gestions	15214	15224	17073	22691	31580	33866	41203	44692	52022	62334
total ressources courantes	199647	227478	255485	308432	408060	460094	558348	664060	735916	791166

COMPTES DES REGIMES : 12.1 REGIME GENERAL (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	154450	179046	214480	250351	291930	341819	409108	457368	505849	541970
prestations sociales	153926	178508	213845	249673	291181	341029	407979	456183	504391	540356
prestations de services sociaux	524	538	635	678	749	790	1129	1185	1458	1614
prestations fiscales										
frais de gestion	11453	12994	15236	17124	19608	22876	26772	29873	32928	35241
remuneration des salaries	8089	9262	10802	12449	14316	16569	19167	21437	23707	25319
consommation intermediaire	2966	3250	3830	3969	4441	5264	6331	6970	7498	8026
impots lies a la production	398	482	604	706	851	1043	1274	1466	1723	1896
autres depenses courantes	1225	1612	1874	1978	2053	2436	2647	3322	3312	3502
solde operations avec les dom	510	-8	772	964	1216	2166	2557	2197	3345	2677
total depenses courantes	167638	193644	232362	270417	314807	369297	441084	492760	545434	583390
transferts entre gestions	17228	16349	16700	19350	23430	27977	30541	38295	37557	39948
total depenses et transferts	184866	209993	249062	289767	338237	397274	471625	531055	582991	623338
epargne	2347	6448	-6341	4575	13726	-6065	-5337	13106	13174	20860
total emplois courants	187213	216441	242721	294342	351963	391209	466288	544161	596165	644198

COMPTES DES REGIMES: 12.1 REGIME GENERAL (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	136542	158903	178556	206267	239230	271099	316329	351119	378674	405658
cotisations effectives	136542	158903	178556	206267	239230	271099	316329	351119	378674	405658
cotisations fictives	0									
cotisations personnes protegees	38043	46995	52447	71037	92728	98001	123165	138963	159127	172994
salaries	35327	43859	48892	67154	87252	90749	113862	126379	144480	156719
non-salaries	2716	3136	3555	3883	5476	7252	9303	12584	14647	16275
contributions fiscales	6781	3006	2604	707	-290	1117	2405	12022	18219	7571
taxes affectes	302	324	374	707	850	1117	2405	4293	7170	5523
transfert recettes fiscales	6479	2682	2230		-1140			7729	11049	2048
contrepartie des prest. fiscales	0									
contributions diverses	2344	2424	3401	6600	5437	4870	5230	19514	15639	24959
entreprises	0									
apuc	131	468	1660	4669	3301	2509	2498	16290	11096	21489
apul	0									
menages	2213	1956	1741	1931	2136	2361	2732	3224	4543	3470
autres recettes courantes	617	743	681	816	1707	2653	1880	2583	4242	5475
revenus de la propriete	214	307	197	173	905	1695	569	984	2255	3845
ventes	403	436	475	636	792	942	1291	1583	1969	1630
divers	0	0	9	7	10	16	20	16	18	0
total recettes courantes	184327	212071	237689	285427	338812	377740	449009	524201	575901	616657
transferts entre gestions	2886	4370	5032	8915	13151	13469	17279	19960	20264	27541
total ressources courantes	187213	216441	242721	294342	351963	391209	466288	544161	596165	644198

COMPTES DES REGIMES : 12.2/3 AUTRES REGIMES GENERAUX (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	2437	2729	2961	3214	36975	56552	76700	89768	100529	107806
prestations sociales	2437	2729	2961	3214	36975	56552	76700	89768	100529	107806
prestations de services sociaux										
prestations fiscales										
frais de gestion	28	36	29	31	1423	1795	2226	3572	4080	3798
remuneration des salaries					863	1108	1436	2327	2677	2835
consommation intermediaire	28	36	29	31	506	614	693	1088	1222	771
impots lies a la production					54	73	97	157	181	192
autres depenses courantes	1	0	7	11	167	197	1184	1843	2334	1350
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	2466	2765	2997	3256	38565	58544	80110	95183	106943	112954
transferts entre gestions	8984	8235	9208	10778	15748	17440	20837	22475	27357	45192
total depenses et transferts	11450	11000	12205	14034	54313	75984	100947	117658	134300	158146
epargne	984	37	559	56	1784	-7099	-8887	2241	5451	-11178
total emplois courants	12434	11037	12764	14090	56097	68885	92060	119899	139751	146968

COMPTES DES REGIMES: 12.2/3 AUTRES REGIMES GENERAUX (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	0	0	0	0	20406	22853	27847	41918	46400	49845
cotisations effectives					20406	22853	27847	41918	46400	49845
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	0	0	0	0	6210	6955	8690	16708	21600	22189
salaries					6210	6955	8690	16708	21600	22189
non-salaries										
contributions fiscales	0	0	0	0	0	0	202	3125	3376	3504
taxes affectes							202	3125	3376	3504
transfert recettes fiscales contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	72	144	689	259	10341	18124	30978	32941	36199	36197
entreprises										
apuc	1	20	602	150	10061	17849	30879	31662	34758	35434
apul										
menages	71	124	87	109	280	275	99	1279	1441	763
autres recettes courantes	34	39	34	55	711	556	419	475	418	440
revenus de la proprieete	34	39	34	55	628	463	305	262	181	158
ventes					83	93	114	213	237	282
divers										
total recettes courantes	106	183	723	314	37668	48488	68136	95167	107993	112175
transferts entre gestions	12328	10854	12041	13776	18429	20397	23924	24732	31758	34793
total ressources courantes	12434	11037	12764	14090	56097	68885	92060	119899	139751	146968

COMPTES DES REGIMES : 13 REGIMES STATUTAIRES (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	24623	28251	31890	36267	42170	49132	57016	63679	69360	74869
prestations sociales	24623	28251	31890	36267	42170	49132	57016	63679	69360	74822
prestations de services sociaux										47
prestations fiscales										
frais de gestion	359	391	453	507	595	672	802	888	1088	1189
remuneration des salaires	182	207	232	259	296	336	378	405	560	601
consommation intermediaire	155	158	191	231	279	314	395	456	500	568
impots lies a la production	22	26	30	17	20	22	29	27	28	20
autres depenses courantes	82	109	117	145	158	196	347	620	1170	641
solde operations avec les dom	24	23	27	28	17	1				
total depenses courantes	25088	28774	32487	36947	42940	50001	58165	65187	71618	76699
transferts entre gestions	483	1188	1453	2025	2641	2740	3498	4410	6867	9474
total depenses et transferts	25571	29962	33940	38972	45581	52741	61663	69597	78485	86173
epargne	2065	1642	3453	4415	2490	4532	3821	1669	-754	-4648
total emplois courants	27636	31604	37393	43387	48071	57273	65484	71266	77731	81525

COMPTES DES REGIMES: 13 REGIMES STATUTAIRES (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	15148	17479	20913	23934	25532	29875	34694	36796	37957	39364
cotisations effectives	15148	17479	20913	23934	25532	29875	34694	36796	37957	39364
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	3647	4362	5334	6196	7442	8796	10210	11376	14038	15350
salaries	3266	3899	4835	5608	6743	7905	9211	10297	12865	14035
non-salaries	381	463	499	588	699	891	999	1079	1173	1315
contributions fiscales	7	9	9	11	11	15	21	24	38	187
taxes affectes	7	9	9	11	11	15	21	24	38	187
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	6286	7083	7952	9442	10500	12684	14779	16310	18503	19088
entreprises										
apuc	6178	6971	7851	9197	10416	12627	14694	16030	18438	18929
apul										
menages	108	112	101	245	84	57	85	280	65	159
autres recettes courantes	682	847	967	1381	2063	2604	3162	3370	3225	2541
revenus de la propriete	653	816	937	1346	2023	2555	3103	3297	3163	2461
ventes	23	24	30	35	40	49	59	73	62	80
divers	6	7								
total recettes courantes	25770	29780	35175	40964	45548	53974	62866	67876	73761	76530
transferts entre gestions	1866	1824	2218	2423	2523	3299	2618	3390	3970	4995
total ressources courantes	27636	31604	37393	43387	48071	57273	65484	71266	77731	81525

COMPTES DES REGIMES : 14 REGIMES SPECIAUX (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	52904	61612	72614	84136	95975	111202	131676	144386	154200	168173
prestations sociales prestations de services sociaux prestations fiscales	52904	61612	72614	84136	95975	111202	131676	144386	154200	168173
frais de gestion	2417	2783	3424	3817	4567	5397	5990	6643	7303	8034
remuneration des salaries	1696	1938	2275	2607	3051	3562	4029	4506	4859	4980
consommation intermediaire	639	733	1013	1044	1312	1574	1644	1778	2034	2672
impots lies a la production	82	112	136	166	204	261	317	359	410	382
autres depenses courantes	406	568	485	630	593	633	770	1475	1024	1436
solde operations avec les dom	242	218	311	416	489	625	555	951	1050	1057
total depenses courantes	55969	65181	76834	88999	101624	117857	138991	153455	163577	178700
transferts entre gestions	1648	1899	2002	2599	2604	3129	3290	3542	4053	3542
total depenses et transferts	57617	67080	78836	91598	104228	120986	142281	156997	167630	182242
epargne	540	1489	1698	3800	4702	4037	6246	6625	7154	4822
total emplois courants	58157	68569	80534	95398	108930	125023	148527	163622	174784	187064

COMPTES DES REGIMES: 14 REGIMES SPECIAUX (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	7105	8509	9427	11399	13597	14839	17606	19684	20184	21506
cotisations effectives	7105	8509	9427	11399	13597	14839	17606	19684	20184	21506
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	14799	17924	20825	26912	31329	35644	41707	46527	52091	56675
salaries	1900	2387	2772	3387	4550	4839	5764	6350	7660	7895
non-salaries	12899	15537	18053	23525	26779	30805	35943	40177	44431	48780
contributions fiscales	2002	2519	2553	2877	3307	4045	4808	5653	5981	6501
taxes affectes	2002	2519	2553	2877	3307	4045	4808	5653	5981	6501
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	16239	17207	22027	25035	27015	30672	35959	33345	39464	36557
entreprises										
apuc	15848	16812	21617	24507	26642	30139	35162	32262	37664	35654
apuj										
menages	391	395	410	528	373	533	797	1083	1800	903
autres recettes courantes	1090	1316	1423	1773	2367	3296	4120	5013	4201	5813
revenus de la propriete	871	1094	1176	1397	1908	2745	3449	4207	3489	4841
ventes	219	222	247	374	456	547	671	806	712	972
divers				2	3	4				
total recettes courantes	41235	47475	56255	67996	77615	88496	104200	110222	121921	127052
transferts entre gestions	16922	21094	24279	27402	31315	36527	44327	53400	52863	60012
total ressources courantes	58157	68569	80534	95398	108930	125023	148527	163622	174784	187064

COMPTES DES REGIMES : 16 REGIMES COMPLEMENTAIRES (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	38990	46936	57425	70979	56755	68412	77541	87080	97700	107143
prestations sociales	38990	46936	57425	70979	56755	68412	77541	87080	97700	107072
prestations de services sociaux										71
prestations fiscales										
frais de gestion	2074	2450	2810	3370	2716	3142	3330	3214	3844	4490
remuneration des salaries	1540	1817	2087	2483	2146	2480	2628	2550	3053	3457
consommation intermediaire	505	595	678	831	547	635	674	637	762	994
impots lies a la production	29	38	45	56	23	27	28	27	29	39
autres depenses courantes	627	656	666	773	769	886	1053	1596	898	1651
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	41691	50042	60901	75122	60240	72440	81924	91890	102442	113284
transferts entre gestions	69	75	86	376	133	159	179	234	271	204
total depenses et transferts	41760	50117	60987	75498	60373	72599	82103	92124	102713	113488
epargne	7447	5810	5243	7624	6903	5600	9188	10895	6471	19005
total emplois courants	49207	55927	66230	83122	67276	78199	91291	103019	109184	132493

COMPTES DES REGIMES: 16 REGIMES COMPLEMENTAIRES (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	30271	34040	41210	49884	38142	43977	50250	55928	60528	64441
cotisations effectives	30271	34040	41210	49884	38142	43977	50250	55928	60528	64441
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	16035	18076	20994	25850	24235	28014	32082	35655	38675	40792
salaries	16035	18076	20994	25850	24235	28014	32082	35655	38675	40792
non-salaries										
contributions fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
taxes affectes										
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	253	268	326	2723	68	82	113	1317	186	1054
entreprises										
apuc	84	110	192	2557	31	33	57	193	76	
apul										
menages	169	158	134	166	37	49	56	1124	110	1054
autres recettes courantes	2648	3543	3700	4393	4328	5597	7887	9356	9790	11475
revenus de la propriete	2634	3528	3679	4338	4328	5597	7887	9356	9790	11475
ventes	14	15	21	54						
divers				1						
total recettes courantes	49207	55927	66230	82850	66773	77670	90332	102256	109179	117762
transferts entre gestions				272	503	529	959	763	5	14731
total ressources courantes	49207	55927	66230	83122	67276	78199	91291	103019	109184	132493

COMPTES DES REGIMES : 26 MUTUELLES (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	4481	5019	6188	7278	8347	9950	11515	13469	15247	17991
prestations sociales prestations de services sociaux prestations fiscales	4481	5019	6188	7278	8347	9950	11515	13469	15247	17991
frais de gestion	1250	1473	1776	2083	2456	2931	3486	4153	4571	4903
remuneration des salaries	814	948	1142	1338	1567	1906	2242	2605	2798	2992
consommation intermediaire	399	483	582	682	809	907	1105	1386	1590	1716
impots lies a la production	37	42	52	63	80	118	139	162	183	195
autres depenses courantes	146	395	395	444	518	615	766	742	842	891
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	5877	6887	8359	9805	11321	13496	15767	18364	20660	23785
transferts entre gestions										
total depenses et transferts	5877	6887	8359	9805	11321	13496	15767	18364	20660	23785
epargne	1452	1811	1433	1544	1810	1939	2843	2800	2879	1638
total emplois courants	7329	8698	9792	11349	13131	15435	18610	21164	23539	25423

COMPTES DES REGIMES: 26 MUTUELLES (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
cotisations effectives										
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	5382	6366	7048	8188	9308	10863	13228	14924	16699	18051
salaries	3498	4138	4581	5322	6050	7061	8598	9701	10854	11734
non-salaries	1884	2228	2467	2866	3258	3802	4630	5223	5845	6317
contributions fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
taxes affectes										
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	978	1283	1465	1726	2124	2344	2738	3384	3865	4060
entreprises	308	403	411	438	533	600	689	790	865	854
apuc	199	231	265	304	347	422	508	548	506	504
apul										
menages	471	649	789	984	1244	1322	1541	2046	2494	2702
autres recettes courantes	969	1049	1279	1435	1699	2228	2644	2856	2975	3312
revenus de la propriete	151	222	296	348	523	703	838	898	1000	1125
ventes	580	593	722	795	865	1187	1411	1541	1509	1697
divers	238	234	261	292	311	338	395	417	466	490
total recettes courantes	7329	8698	9792	11349	13131	15435	18610	21164	23539	25423
transferts entre gestions										
total ressources courantes	7329	8698	9792	11349	13131	15435	18610	21164	23539	25423

COMPTES DES REGIMES : 33 REG. STATUTAIRES DE PRESTATIONS DIRECTES (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	37629	43089	49433	55341	62658	72512	83729	93966	103648	108348
prestations sociales	37629	43089	49433	55341	62658	72512	83729	93966	103648	108348
prestations de services sociaux										
prestations fiscales										
frais de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
remuneration des salaires										
consommation intermediaire										
impots lies a la production										
autres depenses courantes										
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	37629	43089	49433	55341	62658	72512	83729	93966	103648	108348
transferts entre gestions	2173	2524	5044	4283	6117	6021	8342	9048	11357	15670
total depenses et transferts	39802	45613	54477	59624	68775	78533	92071	103014	115005	124018
epargne										
total emplois courants	39802	45613	54477	59624	68775	78533	92071	103014	115005	124018

COMPTES DES REGIMES: 33 REGIMES STATUTAIRES DE PRESTATIONS DIRECTES (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	35889	40951	49124	53637	61958	70258	82630	92138	101325	109590
cotisations effectives	935	1081	1696	1709	2933	2507	3917	5674	6828	9107
cotisations fictives	34954	39870	47428	51928	59025	67751	78713	86464	94497	100483
cotisations personnes protegees	3913	4662	5353	5987	6817	8275	9441	10876	13680	14405
salaries	3913	4662	5353	5987	6817	8275	9441	10876	13680	14405
non-salaries										
contributions fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
taxes affectes										
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23
entreprises										23
apuc										
apul										
menages										
autres recettes courantes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
revenus de la propriete										
ventes										
divers										
total recettes courantes	39802	45613	54477	59624	68775	78533	92071	103014	115005	124018
transferts entre gestions										
total ressources courantes	39802	45613	54477	59624	68775	78533	92071	103014	115005	124018

COMPTES DES REGIMES : 36 REGIMES COMPLEMENTAIRES PREST. DIRECTES (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
prestations sociales	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
prestations de services sociaux										
prestations fiscales										
frais de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
remuneration des salaries										
consommation intermediaire										
impots lies a la production										
autres depenses courantes										
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
transferts entre gestions										
total depenses et transferts	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
epargne										
total emplois courants	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054

COMPTES DES REGIMES: 36 REGIMES COMPLEMENTAIRES DE PREST. DIRECTES (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
cotisations effectives										
cotisations fictives	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
cotisations personnes protegees	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
salaries										
non-salaries										
contributions fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
taxes affectes										
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
entreprises										
apuc										
apul										
menages										
autres recettes courantes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
revenus de la propriete										
ventes										
divers										
total recettes courantes	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
transferts entre gestions										
total ressources courantes	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054

COMPTES DES REGIMES : 41 REGIMES NATIONAUX (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	17735	22276	26633	29067	28518	33879	42333	52049	60150	64287
prestations sociales	4155	5596	8267	7847	4359	5506	7401	8955	10556	12887
prestations de services sociaux	1680	2180	2766	3220	3754	4373	5132	5594	6594	6400
prestations fiscales	11900	14500	15600	18000	20405	24000	29800	37500	43000	45000
frais de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
remuneration des salaries										
consommation intermediaire										
impots lies a la production										
autres depenses courantes										
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	17735	22276	26633	29067	28518	33879	42333	52049	60150	64287
transferts entre gestions					1665	95				
total depenses et transferts	17735	22276	26633	29067	30183	33974	42333	52049	60150	64287
epargne										
total emplois courants	17735	22276	26633	29067	30183	33974	42333	52049	60150	64287

COMPTES DES REGIMES: 41 REGIMES NATIONAUX (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	
cotisations sociales employeurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
cotisations effectives										
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
salaries										
non-salaries										
contributions fiscales	11900	14500	15600	18000	20405	24000	29800	37500	43000	45000
taxes affectees										
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales	11900	14500	15600	18000	20405	24000	29800	37500	43000	45000
contributions diverses	5835	7776	11033	11067	9778	9974	12533	14549	17150	19287
entreprises										
apuc	5835	7776	11033	11067	9778	10374	12533	14549	17150	19287
apul										
menages										
autres recettes courantes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
revenus de la propriete										
ventes										
divers										
total recettes courantes	17735	22276	26633	29067	30183	33974	42333	52049	60150	64287
transferts entre gestions										
total ressources courantes	17735	22276	26633	29067	30183	33974	42333	52049	60150	64287

COMPTES DES REGIMES : 45 REGIME DES VICTIMES DE GUERRE (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	12411	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270
prestations sociales	12411	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270
prestations de services sociaux										
prestations fiscales										
frais de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
remuneration des salaries										
consommation intermediaire										
impots lies a la production										
autres depenses courantes										
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	12411	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270
transferts entre gestions										
total depenses et transferts	12411	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270
epargne										
total emplois courants	12411	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270

COMPTES DES REGIMES: 45 REGIME DES VICTIMES DE GUERRE (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
cotisations effectives										
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
salaries										
non-salaries										
contributions fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
taxes affectes										
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	11965	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270
entreprises										
apuc	11965	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270
apul										
menages										
autres recettes courantes	446	0	0	0	0	0	0	0	0	0
revenus de la propriete										
ventes										
divers	446									
total recettes courantes	12411	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270
transferts entre gestions										
total ressources courantes	12411	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270

COMPTES DES REGIMES : 47 REGIME D'AIDE SOCIALE DES APUC (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	3778	4361	4771	5770	6880	9392	13923	14812	22850	26136
prestations sociales prestations de services sociaux prestations fiscales	3778	4361	4771	5770	6880	9392	13923	14812	22850	26136
frais de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
remuneration des salaries consommation intermediaire impots lies a la production										
autres depenses courantes										
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	3778	4361	4771	5770	6880	9392	13923	14812	22850	26136
transferts entre gestions	2120	6564	7750	11840	11741	15092	20356	21713	21238	28042
total depenses et transferts	5898	10925	12521	17610	18621	24484	34279	36525	44088	54178
epargne										
total emplois courants	5898	10925	12521	17610	18621	24484	34279	36525	44088	54178

COMPTES DES REGIMES: 47 REGIME D'AIDE SOCIALE DES APUC (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
cotisations effectives										
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
salaries										
non-salaries										
contributions fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
taxes affectees										
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	5778	10925	12521	17610	18621	24484	34279	36525	44088	54178
entreprises										
apuc	5778	10925	12521	17610	18621	24484	34279	36525	44088	54178
apul										
menages										
autres recettes courantes	120	0	0	0	0	0	0	0	0	0
revenus de la propriete										
ventes										
divers	120									
total recettes courantes	5898	10925	12521	17610	18621	24484	34279	36525	44088	54178
transferts entre gestions										
total ressources courantes	5898	10925	12521	17610	18621	24484	34279	36525	44088	54178

COMPTES DES REGIMES : 57 REGIME D'AIDE SOCIALE DES APUL (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	17274	21071	25166	28546	32701	38304	44714	50175	49308	52450
prestations sociales	14577	16733	19390	21625	24328	28075	32679	37057	34878	36730
prestations de services sociaux	2697	4338	5776	6921	8373	10229	12035	13118	14430	15720
prestations fiscales										
frais de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
remuneration des salaries										
consommation intermediaire										
impots lies a la production										
autres depenses courantes										
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	17274	21071	25166	28546	32701	38304	44714	50175	49308	52450
transferts entre gestions	1297	1308	1327	1537	1842	1568	2064	2528	160	
total depenses et transferts	18571	22379	26493	30083	34543	39872	46778	52703	49468	52450
epargne										
total emplois courants	18571	22379	26493	30083	34543	39872	46778	52703	49468	52450

COMPTES DES REGIMES: 57 REGIME D'AIDE SOCIALE DES APUL (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
cotisations effectives										
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
salaries										
non-salaries										
contributions fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	12116	15333
taxes affectees									12116	15333
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	18761	22379	26493	30083	34543	39872	46778	52703	37352	37117
entreprises										
apuc	8660	10558	12333	14250	18090	20770	23171	26276	7060	6702
apul	7753	8339	11403	12642	12670	14762	18245	20347	24897	24648
menages	2348	3482	2757	3191	3783	4340	5362	6080	5395	5767
autres recettes courantes	-190	0	0	0	0	0	0	0	0	0
revenus de la propriete										
ventes										
divers	-190									
total recettes courantes	18571	22379	26493	30083	34543	39872	46778	52703	49468	52450
transferts entre gestions										
total ressources courantes	18571	22379	26493	30083	34543	39872	46778	52703	49468	52450

COMPTES DES REGIMES : 67 REGIME D'AIDE SOCIALE DES ADM. PRIVEES (emploi)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
prestations courantes	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752
prestations sociales	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752
prestations de services sociaux										
prestations fiscales										
frais de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
remuneration des salaires										
consommation intermediaire										
impots lies a la production										
autres depenses courantes										
solde operations avec les dom										
total depenses courantes	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752
transferts entre gestions										
total depenses et transferts	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752
epargne										
total emplois courants	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752

COMPTES DES REGIMES: 67 REGIME D'AIDE SOCIALE DES ADM. PRIVEES (ressource)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
cotisations sociales employeurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
cotisations effectives										
cotisations fictives										
cotisations personnes protegees	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
salaries										
non-salaries										
contributions fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
taxes affectes										
transfert recettes fiscales										
contrepartie des prest. fiscales										
contributions diverses	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752
entreprises	655	740	830	931	1069	1210	1363	1489	1576	1651
apuc										
apul										
menages	438	493	553	621	713	807	908	992	1050	1101
autres recettes courantes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
revenus de la propriete										
ventes										
divers										
total recettes courantes	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752
transferts entre gestions										
total ressources courantes	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752







# LES PRESTATIONS SOCIALES

Code	Titre	Année	Volume	Pages	Langue	Éditeur	Prix	Disponibilité
101	Introduction aux prestations sociales	1980	1	120	français	Éditions	15,00	en stock
102	Le régime de retraite	1981	1	150	français	Éditions	18,00	en stock
103	Le régime de santé	1982	1	130	français	Éditions	16,00	en stock
104	Le régime d'invalidité	1983	1	140	français	Éditions	17,00	en stock
105	Le régime de chômage	1984	1	110	français	Éditions	14,00	en stock
106	Le régime de famille	1985	1	100	français	Éditions	13,00	en stock
107	Le régime de logement	1986	1	120	français	Éditions	15,00	en stock
108	Le régime de formation	1987	1	130	français	Éditions	16,00	en stock
109	Le régime de culture	1988	1	110	français	Éditions	14,00	en stock
110	Le régime de sport	1989	1	100	français	Éditions	13,00	en stock
111	Le régime de tourisme	1990	1	120	français	Éditions	15,00	en stock
112	Le régime de loisirs	1991	1	110	français	Éditions	14,00	en stock
113	Le régime de culture	1992	1	100	français	Éditions	13,00	en stock
114	Le régime de sport	1993	1	120	français	Éditions	15,00	en stock
115	Le régime de tourisme	1994	1	110	français	Éditions	14,00	en stock
116	Le régime de loisirs	1995	1	100	français	Éditions	13,00	en stock
117	Le régime de culture	1996	1	120	français	Éditions	15,00	en stock
118	Le régime de sport	1997	1	110	français	Éditions	14,00	en stock
119	Le régime de tourisme	1998	1	100	français	Éditions	13,00	en stock
120	Le régime de loisirs	1999	1	120	français	Éditions	15,00	en stock

## PRESTATIONS SOCIALES PAR RISQUES ET TYPES

	1970	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>MALADIE</b>													
revenu de remplacement temporaire	6302	11165	13402	14906	16364	17530	18015	18843	21134	23917	25841	27252	28924
secours exceptionnel	25	34	50	44	56	213	238	251	287	373	386	407	424
soins de sante	30906	55370	70934	84066	93464	111224	130346	150887	178378	210376	236151	265790	287426
action sociale	267	405	478	515	1443	1271	1196	1008	951	898	911	993	1065
ensemble	37500	66974	84864	99531	111327	130238	149795	170989	200750	235564	263289	294441	317839
<b>INVALIDITE</b>													
revenu de remplacement permanent droits directs	246	3635	4414	5418	6583	8140	9599	11500	13382	15798	18163	19499	20824
prestation de soutien sans condition de ressource	5874	5150	6118	7250	7248	7781	8686	9814	11386	13231	14716	15501	16267
prestation de soutien avec condition de ressource		459	588	582	2477	3585	4619	6097	7595	10787	12236	12962	13501
prestation de supplement occasionnelle	6	12	13	16	17	18	19	25	33	40	67	57	65
action sociale	1537	3405	4601	5698	6494	7782	9070	10749	12224	14501	15765	17683	18606
autres						25	42	33	37	39	46	50	63
ensemble	7663	12661	15734	18964	22819	27331	32035	38218	44657	54396	60993	65752	69326
<b>ACCIDENTS DU TRAVAIL</b>													
revenu de remplacement temporaire	1101	1821	2317	2658	2828	3170	3507	3805	4200	4883	4951	5232	5599
revenu de remplacement permanent droits directs	4198	6961	8334	9966	11812	13349	14881	16449	18542	21012	22872	23951	25253
secours exceptionnels			1	1									
soins de sante	909	1478	1753	1993	2155	2487	2739	3043	3337	3702	3975	4335	4424
action sociale	0	0	13	15	30								
ensemble	6208	10260	12418	14633	16825	19006	21127	23297	26079	29597	31798	33518	35276
<b>MATERNITE</b>													
revenu de remplacement temporaire	424	1372	1607	1745	2148	2521	3306	4026	4801	5543	5938	6575	6992
prestations de supplement occasionnelle	1216	1615	1831	2131	2634	3179	3447	4465	6019	6363	5837	6101	5931
soins de sante	1136	1778	2139	2610	3006	3450	4105	4881	5619	6744	7233	8112	8288
ensemble	2776	4765	5577	6486	7788	9150	10858	13372	16439	18650	19008	20788	21211

PRESTATIONS SOCIALES PAR RISQUES ET TYPES

	1970	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>FAMILLE</b>													
prestation de soutien sans condition de ressource					55	53	59	41	65	65	84	96	209
prest. de supplém. period. sans condition de ressource	18123	20163	25913	24643	27573	31666	35178	40379	45045	53730	60373	63834	64732
prest. de supplém. period. avec condition de ressource		6981	7368	7552	9699	13144	16675	19132	20235	22302	23866	25120	26908
secours exceptionnels		162	267	367	449	461	567	650	867	1168	1433	1625	1785
logement	2604	5174	6218	7310	8019	8852	10567	13413	16910	25941	27880	29833	34521
action sociale	2230	4551	5124	6263	7207	8623	9210	10214	11805	13360	14819	17533	17431
autres	144	224	179	219	213	221	233	309	327	394	391	438	476
ensemble	23263	37360	45169	46436	53227	63126	72572	84355	95555	117225	129038	138639	146179
<b>INADAPTATION PROFESSIONNELLE</b>													
revenu de remplacement temporaire	239	618	924	1097	1894	2927	1772	1935	2673	3666	3807	4084	8414
<b>CHOMAGE</b>													
revenu de remplacement temporaire	1985	4678	9176	11966	15146	21277	28925	41069	62912	82735	95340	106196	113776
prestation de soutien sans condition de ressource	530	861	2091	2883	3654	5505	6979	3743	4920	6620	9381	11464	11352
secours exceptionnels	8	14	26	43	50	51	57	11	31	238	417	433	60
ensemble	2523	5553	11293	14892	18850	26833	35961	44823	67863	89593	105138	118093	125188
<b>VIEILLESSE</b>													
revenu de remplacement temporaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	176	356	430
revenu de remplacement permanent droits directs	44215	74994	95278	115541	136559	156797	179966	209507	245383	284197	322193	356193	388830
prestation de soutien avec condition de ressource	1325	8377	11265	10398	11514	13690	14773	15424	18147	24714	26327	28213	29601
prest. de supplém. period. sans condition de ressource	242	310	374	463	648	824	1066	1289	1430	1680	1901	2039	2095
prestation de supplément occasionnelle	84	7	8	9	10	11	12	16	21	27	28	29	31
secours exceptionnels	11	15	14	12	15	20	36	38	108	101	112	125	133
logement	122	80	23		27	39	54	64	69	81	85	86	92
action sociale	1548	2673	3232	3997	4566	5355	6358	7279	8485	9714	11003	12226	13105
autres	38	115	195	170	180	206	215	153	185	245	142	0	0
ensemble	47605	86571	110389	130590	153519	176942	202480	233770	273828	320778	361967	399267	434317

PRESTATIONS SOCIALES PAR RISQUES ET TYPES

	1970	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>SURVIE</b>													
revenu de remplacement permanent droits derives	7194	12142	14964	18373	21586	27208	33255	39115	45806	54440	60546	66160	71043
prestation de soutien sans condition de ressource	2706	3307	3824	4130	5127	5911	6669	7494	8461	9332	10372	10681	10999
prestation de soutien avec condition de ressource		423	530	584	131	156	34	33	89	216	335	359	316
prestation de supplement occasionnelle	234	604	734	842	943	1025	1250	1422	1753	2007	2118	2238	2398
<b>ensemble</b>	<b>10114</b>	<b>16476</b>	<b>20052</b>	<b>23929</b>	<b>27787</b>	<b>34300</b>	<b>41208</b>	<b>48064</b>	<b>56109</b>	<b>65995</b>	<b>73371</b>	<b>79438</b>	<b>84756</b>
<b>DIVERS ET AJUSTEMENT</b>													
	708	616	875	1406	1335	1626	1662	1916	2279	2190	2405	2338	1829
<b>ENSEMBLE</b>	<b>138599</b>	<b>241854</b>	<b>307295</b>	<b>357964</b>	<b>415371</b>	<b>491479</b>	<b>569470</b>	<b>660739</b>	<b>786232</b>	<b>937654</b>	<b>1050814</b>	<b>1156358</b>	<b>1244335</b>

prestations sociales par regimes et risques

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>10 securite sociale</b>											
maladie	5813	6747	8283	10070	12176	14343	16020	17844	20371	21141	25919
invalidite	522	621	776	966	1152	1395	1610	1872	2081	2297	2705
accident	1523	1707	1930	2299	2776	3631	4062	4024	4193	4654	5324
maternite-famille	8468	9353	10056	11477	13078	14053	14982	15675	16539	17445	18875
emploi	100	107	121	165	437	390	492	589	594	738	786
vieillesse-survie	8622	9448	10579	12583	15012	17906	20779	24283	27079	31756	36185
divers											
ajustements											
total residents	25048	27983	31745	37560	44631	51718	57945	64287	70857	78031	89794
reste du monde	85	106	114	157	203	268	323	334	441	587	604
total	25133	28089	31859	37717	44834	51986	58268	64621	71298	78618	90398
<b>26 mutuelles</b>											
maladie	547	602	662	694	729	769	863	963	1078	1327	1532
invalidite	2	2	2	2	3	3	4	4	5	5	6
accident											
maternite-famille	7	8	8	9	9	10	11	12	14	17	20
emploi											
vieillesse-survie	22	24	26	28	29	31	34	38	43	53	61
divers	8	9	11	11	11	11	13	15	16	20	23
ajustements											
total residents	586	645	709	744	781	824	925	1032	1156	1422	1642
reste du monde											
total	586	645	709	744	781	824	925	1032	1156	1422	1642

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>33 regimes de prestations directes d'employeurs</b>											
maladie	71	73	82	86	104	111	117	150	155	166	190
invalidite	82	87	98	112	133	148	168	182	196	221	253
accident	28	30	33	39	50	60	67	74	82	89	97
maternite-famille	1377	1461	1581	1794	2106	2245	2491	2604	2812	3031	3318
emploi											
vieillesse-survie	3369	3544	3991	4612	5502	6204	7052	7739	8237	9390	10729
divers											
ajustement											
total residents	4927	5195	5785	6643	7895	8768	9895	10749	11482	12897	14587
reste du monde	393	404	410	415	367	451	389	404	478	487	482
total	5320	5599	6195	7058	8262	9219	10284	11153	11960	13384	15069

## 36 regimes complementaires de prestations directes d'employeurs

maladie	774	868	1037	1208	1391	1553	1720	1834	2043	2078	2242
invalidite											
accident											
maternite-famille	276	311	371	432	497	555	615	656	700	743	801
emploi	332	372	444	518	596	666	737	786	846	891	961
vieillesse-survie											
divers											
ajustement											
total residents	1382	1551	1852	2158	2484	2774	3072	3276	3589	3712	4004
reste du monde											
total	1382	1551	1852	2158	2484	2774	3072	3276	3589	3712	4004

prestations sociales par regimes et risques

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>41 regimes nationaux</b>											
maladie											
invalidite											
accident											
maternite-famille	72	75	80	86	90	95	120	120	120	120	130
emploi	59	55	44	44	52	49	72	197	271	590	718
vieillesse-survie	8	8	8	10	10	25	30	30	25	30	35
divers											
ajustement											
total residents	139	138	132	140	152	169	222	347	416	740	883
reste du monde											
total	139	138	132	140	152	169	222	347	416	740	883
<b>45 regime des victimes de guerre</b>											
maladie	117	142	120	174	182	186	197	220	218	238	274
invalidite	1428	1484	1635	1806	2045	2150	2180	2250	2389	2709	2901
accident											
maternite-famille											
emploi											
vieillesse	99	162	177	220	260	275	274	265	262	274	293
survie	1186	1182	1358	1500	1678	1786	1820	1890	2021	2174	2165
divers	141	103	78	1155	1806	1444	827	453	157	118	274
ajustement											480
total residents	2971	3073	3368	4855	5971	5841	5298	5078	5047	5513	6387
reste du monde	121	78	126	80	80	81	82	83	89	97	113
total	3092	3151	3494	4935	6051	5922	5380	5161	5136	5610	6500

prestations sociales par regimes et risques

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>47 aide sociale des apuc</b>											
maladie											
invalidite											
accident	75	82	90	102	119	141	162	180	195	207	221
maternite-famille											
emploi											
vieillesse-survie	330	320	343	453	495	559	670	708	752	790	828
divers											
ajustement	92	91	95	118	109	142	165	189	206	257	288
total residents	497	493	528	673	723	842	997	1077	1153	1254	1337
reste du monde	200	200	200	168	134	171	154	145	147	142	138
total	697	693	728	841	857	1013	1151	1222	1300	1396	1475
<b>57 aide sociale des apul</b>											
maladie	998	1043	1125	1245	1547	1700	1700	1710	1782	1851	1900
invalidite	467	694	700	700	654	773	780	777	937	1203	1501
accident											
maternite-famille	309	330	427	499	597	708	803	800	1037	1203	1426
emploi	4	4	4	5	5	5	6	6	6	7	7
vieillesse-survie	405	443	495	530	618	704	768	770	900	1032	1268
divers	12	15	16	17	18	19	20	20	22	23	24
ajustement	-157	-177	-186	-212	-241	-287	-307	-314	-346	-377	-431
total residents	2038	2352	2581	2784	3198	3622	3770	3769	4338	4942	5695
reste du monde											
total	2038	2352	2581	2784	3198	3622	3770	3769	4338	4942	5695

prestations sociales par regimes et risques

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>67 aide sociale des administrations privees</b>											
maladie											
invalidite											
accident											
maternite-famille	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426
emploi											
vieillesse-survie											
divers											
ajustement											
total residents	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426
reste du monde											
total	156	173	191	217	236	249	269	285	303	358	426
<b>ensemble</b>											
maladie	8320	9475	11309	13477	16129	18662	20617	22721	25647	26801	32057
invalidite	2501	2888	3211	3586	3987	4469	4742	5085	5608	6435	7366
accident	1626	1819	2053	2440	2945	3832	4291	4278	4470	4950	5642
maternite-famille	10665	11711	12714	14514	16613	17915	19291	20152	21525	22917	24996
emploi	495	538	613	732	1090	1110	1307	1578	1717	2226	2472
vieillesse-survie	14041	15131	16977	19936	23604	27490	31427	35723	39319	45499	51564
divers	161	127	105	1183	1835	1474	860	488	195	161	321
ajustements	-65	-86	-91	-94	-132	-145	-142	-125	-140	-120	337
total residents	37744	41603	46891	55774	66071	74807	82393	89900	98341	108869	124755
reste du monde	799	788	850	820	784	971	948	966	1155	1313	1337
total	38544	42391	47741	56594	66855	75778	83341	90866	99496	110182	126092

## prestations sociales versees par la securite sociale

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
maladie	30823	35671	41180	47469	56169	72205	85373	95577	113568	131968	152442	180030	212440	236954	265520	285287
invalidite	3186	3699	4240	4951	5870	7430	9295	12471	15697	18829	22920	26754	33051	36958	39974	42433
accident	5914	6577	7604	8398	10060	11970	13961	16166	18311	20280	22414	25209	28528	30569	32241	33928
SANTE	39923	45947	53024	60818	72099	91605	108629	124214	147576	171077	197776	231993	274019	304481	337735	361648
maternite	2609	3265	3675	4257	4509	5269	6070	7285	8533	10294	12812	15809	17977	18346	20083	20475
famille	16716	17980	19545	22978	25488	31424	30791	34867	41180	47911	56553	63719	78108	86270	91557	96192
MATERNITE-FAMILLE	19325	21245	23220	27235	29997	36693	36861	42152	49713	58205	69365	79528	96085	104616	111640	116667
inadapt. prof.	4	6	8	10	46	138	222	350	582	820	1017	1381	1771	1751	1795	1769
chomage	932	1160	1386	1731	2622	6276	8547	11087	16134	22737	33038	52312	71500	84386	95088	103339
EMPLOI	936	1166	1394	1741	2668	6414	8769	11437	16716	23557	34055	53693	73271	86137	96883	105108
vieillesse	35383	39279	45370	53491	65561	85002	101670	120101	138934	159339	184414	216650	254646	287742	316865	346523
survie	5401	6076	6829	7884	9922	12337	15206	18119	23515	29158	34200	40099	47785	53314	57873	62366
VIEILLESSE-SURVIE	40784	45355	52199	61375	75483	97339	116876	138220	162449	188497	218614	256749	302431	341056	374738	408889
divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ensemble	100968	113713	129837	151169	180247	232051	271135	316023	376454	441336	519810	621963	745806	836290	920996	992312
reste du monde	692	880	954	1151	1392	1502	1745	2013	2281	2933	3246	4364	5106	4806	5184	5917
ensemble	101660	114593	130791	152320	181639	233553	272880	318036	378735	444269	523056	626327	750912	841096	926180	998229

prestations sociales par regimes et risques

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>12 regimes generaux</b>																
maladie	24024	27832	32111	37110	43870	56177	66669	74395	88776	103204	119402	140831	167132	186404	210435	223041
invalidite	2106	2464	2863	3334	4021	5055	6394	9025	11609	13991	17202	20160	25067	27898	30237	31874
accident	4963	5529	6445	7110	8172	9682	11248	12966	14622	16148	17845	20091	22745	24261	25489	26801
maternite	2247	2884	3259	3789	4130	4823	5536	6652	7793	9425	11748	14530	16571	16926	18488	18809
famille	13582	14518	15708	18469	20625	25636	25293	28963	34557	40872	48876	55681	68691	76540	81535	85465
inadapt. prof.											1017	1381	1771	1751	1795	1769
chomage											32610	51609	70707	83576	94198	101589
vieillesse	11110	12498	15284	18318	22214	28890	35493	42536	51238	59228	67754	78898	94834	109749	122408	136882
survie	1079	1226	1321	1572	2266	3269	4084	4819	6074	7250	8646	10272	12308	14355	15488	16405
divers																
ensemble	59111	66951	76991	89702	105298	133532	154717	179356	214669	250118	325100	393453	479826	541460	600073	642635
reste du monde	625	798	840	972	1171	1326	1646	1881	2137	2769	3056	4128	4853	4491	4847	5527
ensemble	59736	67749	77831	90674	106469	134858	156363	181237	216806	252887	328156	397581	484679	545951	604920	648162
<b>13 regimes statutaires</b>																
maladie	1524	1750	1969	2223	2541	3302	3851	4322	4965	5771	6638	7786	8795	9592	10559	12734
invalidite	627	694	735	855	1001	1224	1474	1655	1872	2115	2493	2749	3259	3888	4079	4404
accident	199	214	245	278	325	294	340	394	424	479	521	580	633	687	742	779
maternite	106	83	84	86	85	101	108	128	147	168	206	247	267	267	280	306
famille	611	683	736	832	1009	1212	1147	1240	1415	1517	1697	1841	2170	2340	2349	2590
inadapt. prof.																
chomage																
vieillesse	6752	7340	7877	8871	10442	13101	14996	17382	19406	20991	24544	28647	33625	37710	41137	43032
survie	1494	1637	1760	1988	2367	2298	2692	3107	3635	5197	6038	7244	8223	9145	10159	10907
divers																
ensemble	11313	12401	13406	15133	17770	21532	24608	28228	31864	36238	42137	49094	56972	63629	69305	74752
reste du monde	6	7	8	9	10	12	15	23	26	29	33	38	44	50	55	70
ensemble	11319	12408	13414	15142	17780	21544	24623	28251	31890	36267	42170	49132	57016	63679	69360	74822

## prestations sociales par regimes et risques

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>14 regimes speciaux</b>																
maladie	5275	6089	7100	8136	9758	12726	14853	16860	19827	22993	26402	31413	36513	40958	44526	49512
invalidite	453	541	642	762	848	1151	1427	1791	2216	2723	3225	3845	4725	5172	5658	6155
accident	752	834	914	1010	1563	1994	2373	2806	3265	3653	4048	4538	5150	5621	6010	6348
maternite	256	298	332	382	294	345	426	505	593	701	858	1032	1139	1153	1315	1360
famille	2523	2779	3101	3677	3854	4576	4351	4664	5208	5522	5980	6197	7247	7390	7673	8137
inadapt. prof.																
chomage	220	224	93	93	146	175	197	308	523	829	428	703	793	810	890	1750
vieillesse	9543	10293	11449	13688	16586	22306	26075	30586	34207	39216	45409	52902	62575	68847	73207	78810
survie	1051	1170	1350	1515	2005	2476	3118	3983	6657	8364	9468	10374	13325	14170	14639	15781
divers																
ensemble	20073	22228	24981	29263	35054	45749	52820	61503	72496	84001	95818	111004	131467	144121	153918	167853
reste du monde	61	75	106	170	211	164	84	109	118	135	157	198	209	265	282	320
ensemble	20134	22303	25087	29433	35265	45913	52904	61612	72614	84136	95975	111202	131676	144386	154200	168173
<b>16 regimes complementaires</b>																
maladie																
invalidite																
accident																
maternite																
famille																
inadapt. prof.	4	6	8	10	46	138	222	350	582	820						
chomage	712	936	1293	1638	2476	6101	8350	10779	15611	21908						
vieillesse	7978	9148	10760	12614	16319	20705	25106	29597	34083	39904	46707	56203	63612	71436	80113	87799
survie	1777	2043	2398	2809	3284	4294	5312	6210	7149	8347	10048	12209	13929	15644	17587	19273
divers																
ensemble	10471	12133	14459	17071	22125	31238	38990	46936	57425	70979	56755	68412	77541	87080	97700	107072
reste du monde	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ensemble	10471	12133	14459	17071	22125	31238	38990	46936	57425	70979	56755	68412	77541	87080	97700	107072

prestations sociales par regimes et risques

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>26 mutuelles</b>																
maladie	1707	1871	2356	2535	2982	3776	4207	4671	5694	6697	7643	8995	10385	12200	13888	16534
invalidite	6	6	8	10	12	13	16	17	18	19	25	33	40	67	57	65
accident																
maternite	22	25	30	34	35	41	66	85	89	106	122	154	187	190	204	216
famille																
inadapt. prof.																
chomage																
vieillesse	7	7	7	8	7	8	9	10	11	12	16	21	27	28	29	31
survie	62	84	81	132	146	187	246	264	301	363	437	593	674	773	850	910
divers	26	30	35	40	40	48	58	60	75	81	104	154	202	211	219	235
ajustement	25	4	7	164	-78	-109	-99	-88								
ensemble	1855	2027	2524	2923	3144	3964	4481	5019	6188	7278	8347	9950	11515	13469	15247	17991
reste du monde																
ensemble	1855	2027	2524	2923	3144	3964	4481	5019	6188	7278	8347	9950	11515	13469	15247	17991
<b>33 regime de prestation directe d'employeur</b>																
maladie	200	230	265	302	417	575	665	756	802	976	1035	1755	1969	2265	2420	2556
invalidite	277	285	336	391	500	639	789	930	1115	1341	1683	2042	2552	3009	3411	3609
accident	120	136	149	166	196	443	667	659	695	847	883	870	1069	1229	1277	1348
maternite	145	160	180	204	221	267	350	418	528	458	438	476	486	472	501	520
famille	3420	3784	4258	4822	5655	6619	6928	7716	9114	9753	10198	11016	12106	13686	14448	14458
inadapt. prof.																
chomage							3			3	34	140	113	123	152	161
vieillesse	9584	10983	12327	13847	16160	19512	22805	26393	30080	33986	39109	45319	52360	58395	65395	68822
survie	2158	2126	2374	2665	3101	3704	4347	4988	5725	6527	7754	9088	10584	11662	12985	13620
divers																
ensemble	15904	17704	19889	22397	26250	31759	36554	41860	48059	53891	61134	70706	81239	90841	100589	105094
reste du monde	572	631	670	896	878	883	1085	1229	1374	1450	1524	1806	2490	3125	3059	3254
ensemble	16476	18335	20559	23293	27128	32642	37639	43089	49433	55341	62658	72512	83729	93966	103648	108348

## prestations sociales par regimes et risques

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
-----																
36 regimes complementaires de prestations directes d'employeurs																
maladie	2457	2805	3141	3742	4471	4965	5388	5798	5787	5685	5385	5382	6002	6532	6821	7257
invalidite																
accident																
maternite																
famille	878	1001	1121	1364	1383	1312	1362	1739	1929	2186	2692	2114	2358	2566	2730	2890
inadapt. prof.																
chomage	1053	1202	1346	1577	2056	2900	3416	4059	5143	6704	8750	11684	13074	14231	14941	15907
vieillesse																
survie																
divers																
ensemble	4388	5008	5608	6683	7910	9177	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
reste du monde																
ensemble	4388	5008	5608	6683	7910	9177	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054
-----																
41 regimes nationaux																
maladie																
invalidite																
accident																
maternite																
famille	144	150	170	200	224	179	219	213	221	233	309	327	394	391	438	476
inadapt. prof.	235	293	423	473	572	786	875	1536	2335	939	899	1272	1869	2027	2260	6610
chomage	530	576	571	618	861	2091	2883	3654	5505	6460	2990	3696	4861	6347	7858	5721
vieillesse	38	47	67	75	115	195	170	180	206	215	153	185	245	142		
survie																
divers																
ensemble	947	1066	1231	1366	1772	3251	4147	5583	8267	7847	4351	5480	7369	8907	10556	12807
reste du monde						7	8	13			8	26	32	48	0	80
ensemble	947	1066	1231	1366	1772	3258	4155	5596	8267	7847	4359	5506	7401	8955	10556	12887
-----																

prestations sociales par regimes et risques

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<b>45 regime des victimes de guerre</b>																
maladie	325	344	360	397	431	456	490	676	654	764	809	903	1016	1083	1152	1270
invalidite	2891	3154	3425	3670	4124	4871	5477	6096	6626	7373	8074	9129	10315	11387	11791	12303
accident																
maternite																
famille																
inadapt. prof.																
chomage																
vieillesse	280	279	302	298	310	374	463	648	824	1066	1289	1430	1680	1901	2039	2095
survie	2493	2670	2832	2991	3307	3824	4130	4416	4759	5160	5673	6329	6952	7622	7730	7860
divers	316	378	371	412	496	914	1157	1270	1375	1364	1550	1793	1614	1774	1690	1087
ajustement	496	598	146	173	183	151	446									
ensemble	6305	7423	7436	7941	8851	10590	12163	13106	14238	15727	17395	19584	21577	23767	24402	24615
reste du monde	120	133	143	278	281	220	248	270	270	281	278	319	516	536	600	655
ensemble	6425	7556	7579	8219	9132	10810	12411	13376	14508	16008	17673	19903	22093	24303	25002	25270
<b>47 aide sociale des apuc</b>																
maladie																
invalidite									2	4	7	8	12	18	19	20
accident	174	217	315	352	4	5	5									
maternite																
famille		1	1	49	794	1276	1773	2152	2557	3378	4394	6470	10369	10468	18211	20406
inadapt. prof.								8	10	13	19	20	26	29	29	35
chomage																
vieillesse	869	1032	1360	1546	1926	2370	1880	2049	2057	2200	2300	2702	3313	4112	4294	5489
survie																
divers								9	15	44	45	77	44	46	19	30
ajustement	300	340	334	382	129	155										
ensemble	1343	1590	2010	2329	2853	3806	3658	4218	4641	5639	6765	9277	13764	14673	22572	25980
reste du monde	186	200	190	89	157	126	120	143	130	131	115	115	159	139	278	156
ensemble	1529	1790	2200	2418	3010	3932	3778	4361	4771	5770	6880	9392	13923	14812	22850	26136

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<hr/>																
57 aide sociale des apul																
maladie	1988	2035	2259	2188	2504	2887	3418	3849	3733	3705	3675	3685	3752	4255	4640	4935
invalidite	1303	1322	1701	1860	2155	2781	3387	3305	3873	4469	5509	6691	8426	9554	10500	10896
accident																
maternite																
famille	1632	1809	2020	2425	2970	3399	4270	5307	6742	7559	8427	9892	11619	13176	8629	9005
inadapt. prof.																
chomage	8	8	12	14	14	26	43	50	51	57	11	31	45	51	54	60
vieillesse	1444	1612	1982	2087	2492	2928	3593	4138	4830	5662	6489	7521	8507	9647	10645	11357
survie																
divers	25	65	75	46	35	41	56	84	161	173	217	255	330	374	410	477
ajustement	-480	-471	-541	-313	-189	-325	-390									
ensemble	5920	6380	7508	8307	9981	11737	14577	16733	19390	21625	24328	28075	32679	37057	34878	36730
reste du monde																
ensemble	5920	6380	7508	8307	9981	11737	14577	16733	19390	21625	24328	28075	32679	37057	34878	36730
<hr/>																
67 aide sociale des administrations privees																
maladie																
invalidite																
accident																
maternite																
famille	473	532	603	699	846	960	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752
inadapt. prof.																
chomage																
vieillesse																
survie																
divers																
ensemble	473	532	603	699	846	960	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752
reste du monde																
ensemble	473	532	603	699	846	960	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752

prestations sociales classees par regime, risque et type : 12.1 regime general

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
12.1 maladie	revenu de remplacement temporaire	5804	7212	8157	9007	10013	10348	11245	12625	14394	15356	16154	17188
12.1 maladie	secours exceptionnels	0	0	0	0	151	172	182	214	285	290	290	308
12.1 maladie	soins de sante	37816	48629	58280	65140	78366	92393	107686	127580	152083	170450	193668	205195
12.1 maladie	action sociale	250	336	232	248	246	291	289	412	370	308	323	350
12.1 invalidite	revenu de remplacement permanent	1816	2114	2719	3401	4437	5255	6307	7349	8541	9636	10217	10761
12.1 invalidite	soutien sans condition de ressource	136	171	468									
12.1 invalidite	soutien avec condition de ressource	180	269	229	1961	2912	3774	5066	6326	9062	10331	11010	11499
12.1 invalidite	action sociale	1889	2501	2978	3663	4260	4962	5829	6485	7464	7931	9010	9614
12.1 accident	revenu de remplacement temporaire	1598	1912	2063	2295	2568	2744	3014	3430	3928	3921	4135	4438
12.1 accident	revenu de remplacement permanent	4502	5333	6433	7561	8728	9777	10867	12383	14142	15437	16146	17111
12.1 accident	soins de sante	1350	1584	1780	1922	2168	2412	2686	2934	3235	3446	3759	3816
12.1 accident	action sociale	0	13	15	30								
12.1 maternite	revenu de remplacement temporaire	1335	1558	1690	2070	2440	3182	3876	4618	5339	5708	6310	6711
12.1 maternite	prestation de supplement occasionnelle	1193	1336	1521	1893	2273	2581	3510	4880	5168	4714	4905	4672
12.1 maternite	soins de sante	1602	1929	2325	2689	3080	3662	4362	5032	6064	6504	7273	7426
12.1 famille	supplem. period. sans condition de ressource	11425	15570	14391	16097	18619	21233	25091	29355	35705	40263	42618	43115
12.1 famille	supplem. period. avec condition de ressource	4793	5070	5152	6969	9685	12807	15160	15984	18023	19574	20704	22375
12.1 famille	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	37	45	52	61	69	75	85
12.1 famille	logement	3348	3775	4160	4396	4770	5564	7156	8494	12998	14715	16089	17295
12.1 famille	action sociale	1059	1221	1590	1501	1483	1231	1424	1796	1904	1919	2049	2595
12.1 vieillesse	revenu de remplacement permanent	18620	23942	30561	37267	45123	52175	60356	70298	82905	97074	108662	123622
12.1 vieillesse	soutien avec condition de ressource	2306	3197	3119	3324	3860	4469	4731	5604	8234	8636	9385	8869
12.1 vieillesse	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	2	3	5	0	0	5	5
12.1 vieillesse	logement	16	23	0	27	31	37	47	53	60	76	75	80
12.1 vieillesse	action sociale	158	251	333	347	421	546	615	829	1016	1212	1434	1595
12.1 survie	revenu de remplacement permanent	1640	2481	3199	3735	4541	5437	6403	7558	9119	10726	11592	12333
12.1 survie	soutien sans condition de ressource	0	0	0	610	998	1215	1504	1782	2004	2337	2522	2664
12.1 survie	soutien avec condition de ressource	343	440	486	31	32	34	33	89	216	335	359	316
12.1 survie	prestation de supplement occasionnelle	283	348	399	443	503	564	638	734	806	724	775	791
12.1	ensemble	103462	131215	152280	176627	211708	246904	288125	336901	403126	451692	499544	534829

prestations sociales classees par regime, risque et type : 12.2/3 autres regimes generaux

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
12.2 accident	revenu de remplacement permanent	722	840	957	1158	1158	1215	1278	1344	1440	1457	1449	1436
12.2 inadaptation	revenu de remplacement temporaire							1017	1381	1771	1751	1795	1769
12.2 chômage	revenu de remplacement temporaire							31857	50385	68755	80176	90213	95958
12.2 chômage	soutien sans condition de ressource							753	1224	1952	3400	3985	5631
12.2 vieillesse	soutien avec condition de ressource	1114	1477	1480	1571	1803	1999	2002	2109	2619	2751	2847	2711
12.2 survie	prestation de supplement occasionnelle							68	109	163	233	240	301
12.2	ensemble	1836	2317	2437	2729	2961	3214	36975	56552	76700	89768	100529	107806
12	ensemble des regimes generaux	105298	133532	154717	179356	214669	250118	325100	393453	479826	541460	600073	642635

prestations sociales classees par regime, risque et type : 13 regimes statutaires

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
13 maladie	revenu de remplacement temporaire	1	50	57	64	77	83	117	142	157	173	192	202
13 maladie	soins de sante	2534	3243	3784	4250	4879	5675	6506	7627	8618	9392	10331	12494
13 maladie	action sociale	6	9	10	8	9	13	15	17	20	27	36	38
13 invalidite	revenu de remplacement permanent	899	1088	1265	1460	1636	1844	2175	2394	2851	3454	3589	3877
13 invalidite	soutien sans condition de ressource	0	0	0	0	9	9	10	14	16	17	20	21
13 invalidite	action sociale	102	136	209	195	227	262	308	341	392	417	470	506
13 accident	revenu de remplacement temporaire	4	4	5	5	6	7	6	7	8	9	9	11
13 accident	revenu de remplacement permanent	319	286	332	385	415	469	511	569	621	674	728	760
13 accident	soins de sante	2	4	3	4	3	3	4	4	4	4	5	8
13 maternite	revenu de remplacement temporaire	0	0	1	2	2	2	3	4	4	3	8	9
13 maternite	prestation de supplement occasionnelle	44	48	45	57	66	77	100	123	135	131	130	140
13 maternite	soins de sante	41	53	62	69	79	89	103	120	128	133	142	157
13 famille	supplem. period. sans condition de ressource	617	816	712	760	867	927	1045	1161	1375	1519	1532	1681
13 famille	supplem. period. avec condition de ressource	226	212	250	304	363	412	450	454	509	529	528	591
13 famille	logement	163	167	166	162	163	164	184	205	262	261	256	283
13 famille	action sociale	3	17	19	14	22	14	18	21	24	31	33	35
13 vieillesse	revenu de remplacement permanent	10442	13101	14996	17382	19389	20970	24519	28616	33588	37675	41103	42994
13 vieillesse	soutien avec condition de ressource	0	0	0	0	17	19	21	26	31	35	34	38
13 vieillesse	logement	0	0	0	0	0	2	2	2	3	0	0	
13 vieillesse	action sociale	0	0	0	0	0	0	2	3	3	0	0	
13 survie	revenu de remplacement permanent	2262	2188	2564	2945	3540	5095	5924	7112	8072	9004	10013	10750
13 survie	soutien sans condition de ressource	0	0	0	18	30	30	32	36	39	29	36	40
13 survie	prestation de supplement occasionnelle	105	110	128	144	65	72	82	96	112	112	110	117
13	ensemble	17770	21532	24608	28228	31864	36238	42137	49094	56972	63629	69305	74752

## prestations sociales classees par regime, risque et type : 14 regimes speciaux

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
14 maladie	revenu de remplacement temporaire	332	424	457	511	597	629	699	791	882	945	1030	1021
14 maladie	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	0	2	2	3	2	3	3
14 maladie	soins de sante	9389	12300	14393	16349	19221	22358	25701	30620	35627	40010	43493	48488
14 maladie	action sociale	37	2	3	0	9	6	0	0	1	1		
14 invalidite	revenu de remplacement permanent	420	573	645	792	950	1155	1328	1589	1842	2046	2263	2557
14 invalidite	soutien avec condition de ressource	32	40	46	196	335	469	622	830	1243	1384	1429	1462
14 invalidite	action sociale	396	538	736	803	931	1099	1275	1426	1640	1742	1966	2136
14 accident	revenu de remplacement temporaire	66	136	170	169	195	220	238	298	356	347	439	465
14 accident	revenu de remplacement permanent	1418	1751	2085	2517	2817	3139	3465	3849	4331	4749	5000	5283
14 accident	soins de sante	79	107	118	120	253	294	345	391	463	525	571	600
14 maternite	revenu de remplacement temporaire	37	49	54	76	79	122	147	179	200	227	257	272
14 maternite	prestation de supplement occasionnelle	122	139	149	181	223	225	295	386	387	330	361	383
14 maternite	soins de sante	135	157	223	248	291	354	416	467	552	596	697	705
14 famille	supplem. period. sans condition de ressource	2457	3104	2786	2878	3194	3337	3404	3701	4495	4772	5049	5145
14 famille	supplem. period. avec condition de ressource	1046	1066	1115	1299	1504	1617	1923	1844	1939	1803	1802	1841
14 famille	logement	344	385	423	459	496	556	651	651	813	815	822	1151
14 famille	action sociale	7	21	27	28	14	12	2	1	0	0	0	
14 chomage	revenu de remplacement temporaire	146	175	197	308	523	829	428	703	793	810	890	1750
14 vieillesse	revenu de remplacement permanent	13787	18408	22366	26272	28580	32990	38849	44997	51806	57833	61320	66070
14 vieillesse	soutien avec condition de ressource	2697	3831	3626	4218	5495	6027	6337	7656	10462	10749	11609	12447
14 vieillesse	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	3	4	2	2	
14 vieillesse	logement	64	0	0	0	8	9	10	14	18	9	11	12
14 vieillesse	action sociale	38	67	83	96	124	190	213	232	285	254	265	281
14 survie	revenu de remplacement permanent	1870	2317	2951	3733	6311	7923	8986	9839	12736	13510	13983	15067
14 survie	soutien sans condition de ressource	0	0	0	83	124	264	285	314	337	384	393	435
14 survie	soutien avec condition de ressource	80	90	98	100	124							
14 survie	prestation de supplement occasionnelle	55	69	69	67	98	177	197	221	252	276	263	279
14	ensemble	35054	45749	52820	61503	72496	84001	95818	111004	131467	144121	153918	167853

prestations sociales classees par regime, risque et type : regimes complementaires

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
16 inadaptation	revenu de remplacement temporaire	46	138	222	350	582	820						
16 chômage	revenu de remplacement temporaire	2476	6101	8350	10779	15611	21389						
16 chômage	soutien sans condition de ressource						519						
16 vieillesse	revenu de remplacement permanent	16319	20705	25106	29597	34083	39904	46707	56203	63612	71436	80113	87799
16 survie	revenu de remplacement permanent	3284	4294	5312	6185	7113	8300	10048	12209	13929	15644	17587	19273
16 survie	prestation de supplement occasionnelle	0	0	0	25	36	47						
16	ensemble	22125	31238	38990	46936	57425	70979	56755	68412	77541	87080	97700	107072

## prestations sociales classees par regime, risque et type : 26 mutuelles

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
26 maladie	revenu de remplacement temporaire	140	176	192	228	254	294	362	439	513	570	635	700
26 maladie	secours exceptionnels	30	37	40	46	57	61	62	64	76	84	104	102
26 maladie	soins de sante	2812	3563	3975	4397	5383	6342	7219	8492	9796	11546	13149	15732
26 invalidite	prestation de supplement occasionnelle	12	13	16	17	18	19	25	33	40	67	57	65
26 maternite	prestation de supplement occasionnelle	35	41	66	85	89	106	122	154	187	190	204	216
26 vieillesse	prestation de supplement occasionnelle	7	8	9	10	11	12	16	21	27	28	29	31
26 survie	prestation de supplement occasionnelle	146	187	246	264	301	363	437	593	674	773	850	910
26 divers	prestation de supplement occasionnelle	40	48	58	60	75	81	104	154	202	211	219	235
26 ajustement		-78	-109	-121	-88								
26	ensemble	3144	3964	4481	5019	6188	7278	8347	9950	11515	13469	15247	17991

## prestations sociales classees par regime, risque et type : 33, 36 prest. directes d'employeurs

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
33 maladie	revenu de remplacement temporaire	417	575	665	756	802	976	1035	1755	1969	2265	2420	2556
33 invalidite	revenu de remplacement permanent	500	639	789	930	1115	1341	1683	2042	2552	3009	3411	3609
33 accident	revenu de remplacement temporaire	153	265	420	359	401	536	547	465	591	674	649	685
33 accident	revenu de remplacement permanent	0	124	159	191	231	281	328	397	478	555	628	663
33 accident	soins de sante	43	54	88	109	63	30	8	8	0	0	0	
33 maternite	prestation de supplement occasionnelle	221	267	350	418	528	458	438	476	486	472	501	520
33 famille	supplem. period. sans condition de ressource	4281	5111	5392	6099	7057	7495	8147	8714	9797	11253	11905	11901
33 famille	supplem. period. avec condition de ressource	916	1020	1035	1121	1586	1832	1592	1946	1824	1953	2064	2050
33 famille	logement	458	488	501	496	471	426	459	356	485	480	479	507
33 chomage	revenu de remplacement temporaire	0	0	3	0	0	3	34	140	113	123	152	161
33 vieillesse	revenu de remplacement temporaire	0	0	0	0	0	0	0	0	19	176	356	430
33 vieillesse	revenu de remplacement permanent	15826	19122	22512	26041	29622	33927	39076	45269	52286	58175	64995	68345
33 vieillesse	soutien avec condition de ressource	334	390	293	352	458	59	33	50	55	44	44	47
33 survie	revenu de remplacement permanent	3086	3684	4347	4988	5703	6500	7754	9088	10584	11662	12985	13620
33 survie	prestation de supplement occasionnelle	15	20			22	27						
33	ensemble	26250	31759	36554	41860	48059	53891	61134	70706	81239	90841	100589	105094
36 maladie	revenu de remplacement temporaire	4471	4965	5388	5798	5787	5685	5385	5382	6002	6532	6821	7257
36 famille	supplem. period. sans condition de ressource	1383	1312	1362	1739	1929	2186	2692	2114	2358	2566	2730	2890
36 chomage	revenu de remplacement temporaire	2056	2900	3416	4059	5143	6704	8750	11684	13074	14231	14941	15907
36	ensemble	7910	9177	10166	11596	12859	14575	16827	19180	21434	23329	24492	26054

## prestations sociales classees par regime, risque et type : 41 reg. nat. et 45 victimes de guerre

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
41 famille	autres	224	179	219	213	221	233	309	327	394	391	438	476
41 inadaptation	revenu de remplacement temporaire	572	786	875	1536	2335	939	899	1272	1869	2027	2260	6610
41 chômage	soutien sans condition de ressource	861	2091	2883	3654	5505	6460	2990	3696	4668	5981	7479	5721
41 chômage	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	193	366	379	0
41 vieillesse	autres	115	195	170	180	206	215	153	185	245	142	0	0
41	ensemble	1772	3251	4147	5583	8267	7847	4351	5480	7369	8907	10556	12807
45 maladie	soins de sante	431	456	490	676	654	764	809	903	1016	1083	1152	1270
45 invalidite	soutien sans condition de ressource	3877	4592	5170	5776	6263	6955	7632	8653	9794	10820	11218	11700
45 invalidite	soutien avec condition de ressource	247	279	307	320	338	376	409	439	482	521	523	540
45 invalidite	autres	0	0	0	0	25	42	33	37	39	46	50	63
45 vieillesse	supplem. period. sans condition de ressource	310	374	463	648	824	1066	1289	1430	1680	1901	2039	2095
45 survie	soutien sans condition de ressource	3307	3824	4130	4416	4759	5160	5673	6329	6952	7622	7730	7860
45 divers	prestation de supplement occasionnelle	496	914	1603	1270	1313	1313	1509	1750	1569	1720	1634	1027
45 divers	secours exceptionnels	0	0	0	0	62	51	41	43	45	54	56	60
45 ajustement		183	151										
45	ensemble	8851	10590	12163	13106	14238	15727	17395	19584	21577	23767	24402	24615

prestations sociales classees par regime, risque et type : 47 aide sociale des apuc

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
47 accident	secours exceptionnels		1	1									
47 accident	soins de sante	4	4	4									
47 invalidite	revenu de remplacement permanent	0	0	0	0	2	4	7	8	12	18	19	20
47 famille	soutien avec condition de ressource	0	0	0	55	53	59	41	65	65	84	96	209
47 famille	supplem. period. avec condition de ressource	0	0	0	6	6	7	7	7	7	7	22	51
47 famille	secours exceptionnels	1	1										
47 famille	logement	793	1275	1773	2091	2498	3312	4346	6398	10297	10377	12187	15285
47 famille	action sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5906	4861
47 inadaptation	revenu de remplacement temporaire	0	0	0	8	10	13	19	20	26	29	29	35
47 vieillesse	soutien avec condition de ressource	1926	2370	1880	2049	2057	2200	2300	2702	3313	4112	4294	5489
47 divers	secours exceptionnels	0	0	0	9	15	44	45	77	44	46	19	30
47 ajustement		129	155										
47	ensemble	2853	3806	3658	4218	4641	5639	6765	9277	13764	14673	22572	25980

## prestations sociales classees par regime, risque et type : apul (57), adm. privees (67)

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
57 maladie	secours exceptionnels	4	13	4	10	5	5	5	7	9	10	10	11
57 maladie	soins de sante	2388	2743	3144	2652	2721	2814	2966	3156	3236	3670	3997	4247
57 maladie	action sociale	112	131	270	1187	1007	886	704	522	507	575	634	677
57 invalidite	soutien sans condition de ressource	1137	1355	1612	1472	1509	1722	2172	2719	3421	3879	4263	4546
57 invalidite	action sociale	1018	1426	1775	1833	2364	2747	3337	3972	5005	5675	6237	6350
57 famille	secours exceptionnels	266	366	449	461	567	613	822	1116	1372	1556	1710	1817
57 famille	logement	68	128	287	415	454	545	617	806	1086	1232	0	
57 famille	action sociale	2636	2905	3534	4431	5721	6401	6988	7970	9161	10389	6919	7188
57 chomage	secours exceptionnels	14	26	43	50	51	57	11	31	45	51	54	60
57 vieillesse	secours exceptionnels et ajustement	15	14	12	15	20	34	35	100	97	110	118	128
57 vieillesse	logement						6	5					
57 vieillesse	action sociale	2477	2914	3581	4123	4810	5622	6449	7421	8410	9537	10527	11229
57 divers	secours exceptionnels	14	18	25	30	35	49	54	63	60	68	68	75
57 divers	action sociale	21	23	31	54	126	124	163	192	270	306	342	402
57 ajustement		-189	-325	-190									
		9981	11737	14577	16733	19390	21625	24328	28075	32679	37058	34878	36730
67 famille	action sociale	846	960	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2481	2626	2752

## prestations sociales classees par risque, type et regime : maladie

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
12.1 maladie	revenu de remplacement temporaire	5804	7212	8157	9007	10013	10348	11245	12625	14394	15356	16154	17188
13 maladie	revenu de remplacement temporaire	1	50	57	64	77	83	117	142	157	173	192	202
14 maladie	revenu de remplacement temporaire	332	424	457	511	597	629	699	791	882	945	1030	1021
26 maladie	revenu de remplacement temporaire	140	176	192	228	254	294	362	439	513	570	635	700
33 maladie	revenu de remplacement temporaire	417	575	665	756	802	976	1035	1755	1969	2265	2420	2556
36 maladie	revenu de remplacement temporaire	4471	4965	5388	5798	5787	5685	5385	5382	6002	6532	6821	7257
maladie	revenu de remplacement temporaire	11165	13402	14906	16364	17530	18015	18843	21134	23917	25841	27252	28924
12.1 maladie	secours exceptionnels	0	0	0	0	151	172	182	214	285	290	290	308
14 maladie	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	0	2	2	3	2	3	3
26 maladie	secours exceptionnels	30	37	40	46	57	61	62	64	76	84	104	102
57 maladie	secours exceptionnels	4	13	4	10	5	5	5	7	9	10	10	11
maladie	secours exceptionnels	34	50	44	56	213	238	251	287	373	386	407	424
12.1 maladie	soins de sante	37816	48629	58280	65140	78366	92393	107686	127580	152083	170450	193668	205195
13 maladie	soins de sante	2534	3243	3784	4250	4879	5675	6506	7627	8618	9392	10331	12494
14 maladie	soins de sante	9389	12300	14393	16349	19221	22358	25701	30620	35627	40010	43493	48488
26 maladie	soins de sante	2812	3563	3975	4397	5383	6342	7219	8492	9796	11546	13149	15732
45 maladie	soins de sante	431	456	490	676	654	764	809	903	1016	1083	1152	1270
57 maladie	soins de sante	2388	2743	3144	2652	2721	2814	2966	3156	3236	3670	3997	4247
maladie	soins de sante	55370	70934	84066	93464	111224	130346	150887	178378	210376	236151	265790	287426
12.1 maladie	action sociale	250	336	232	248	246	291	289	412	370	308	323	350
13 maladie	action sociale	6	9	10	8	9	13	15	17	20	27	36	38
14 maladie	action sociale	37	2	3	0	9	6	0	0	1	1		0
57 maladie	action sociale	112	131	270	1187	1007	886	704	522	507	575	634	677
maladie	action sociale	405	478	515	1443	1271	1196	1008	951	898	911	993	1065
maladie	ensemble	66974	84864	99531	111327	130238	149795	170989	200750	235564	263289	294441	317839

## prestations sociales classees par risque, type et regime : invalidite

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	
12.1 invalidite	revenu de remplacement permanent	1816	2114	2719	3401	4437	5255	6307	7349	8541	9636	10217	10761	
13 invalidite	revenu de remplacement permanent	899	1088	1265	1460	1636	1844	2175	2394	2851	3454	3589	3877	
14 invalidite	revenu de remplacement permanent	420	573	645	792	950	1155	1328	1589	1842	2046	2263	2557	
33 invalidite	revenu de remplacement permanent	500	639	789	930	1115	1341	1683	2042	2552	3009	3411	3609	
47 invalidite	revenu de remplacement permanent	0	0	0	0	2	4	7	8	12	18	19	20	
	invalidite	revenu de remplacement permanent	3635	4414	5418	6583	8140	9599	11500	13382	15798	18163	19499	20824
12.1 invalidite	soutien sans condition de ressource	136	171	468										
13 invalidite	soutien sans condition de ressource	0	0	0	0	9	9	10	14	16	17	20	21	
45 invalidite	soutien sans condition de ressource	3877	4592	5170	5776	6263	6955	7632	8653	9794	10820	11218	11700	
57 invalidite	soutien sans condition de ressource	1137	1355	1612	1472	1509	1722	2172	2719	3421	3879	4263	4546	
	invalidite	soutien sans condition de ressource	5150	6118	7250	7248	7781	8686	9814	11386	13231	14716	15501	16267
12.1 invalidite	soutien avec condition de ressource	180	269	229	1961	2912	3774	5066	6326	9062	10331	11010	11499	
14 invalidite	soutien avec condition de ressource	32	40	46	196	335	469	622	830	1243	1384	1429	1462	
45 invalidite	soutien avec condition de ressource	247	279	307	320	338	376	409	439	482	521	523	540	
	invalidite	soutien avec condition de ressource	459	588	582	2477	3585	4619	6097	7595	10787	12236	12962	13501
26 invalidite	prestation de supplement occasionnelle	12	13	16	17	18	19	25	33	40	67	57	65	
12.1 invalidite	action sociale	1889	2501	2978	3663	4260	4962	5829	6485	7464	7931	9010	9614	
13 invalidite	action sociale	102	136	209	195	227	262	308	341	392	417	470	506	
14 invalidite	action sociale	396	538	736	803	931	1099	1275	1426	1640	1742	1966	2136	
57 invalidite	action sociale	1018	1426	1775	1833	2364	2747	3337	3972	5005	5675	6237	6350	
	invalidite	action sociale	3405	4601	5698	6494	7782	9070	10749	12224	14501	15765	17683	18606
45 invalidite	autres	0	0	0	0	25	42	33	37	39	46	50	63	
	ensemble	12661	15734	18964	22819	27331	32035	38218	44657	54396	60993	65752	69326	

prestations sociales classees par risque, type et regime : accident

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
12.1 accident	revenu de remplacement temporaire	1598	1912	2063	2295	2568	2744	3014	3430	3928	3921	4135	4438
13 accident	revenu de remplacement temporaire	4	4	5	5	6	7	6	7	8	9	9	11
14 accident	revenu de remplacement temporaire	66	136	170	169	195	220	238	298	356	347	439	465
33 accident	revenu de remplacement temporaire	153	265	420	359	401	536	547	465	591	674	649	685
accident	revenu de remplacement temporaire	1821	2317	2658	2828	3170	3507	3805	4200	4883	4951	5232	5599
12.1 accident	revenu de remplacement permanent	4502	5333	6433	7561	8728	9777	10867	12383	14142	15437	16146	17111
12.2 accident	revenu de remplacement permanent	722	840	957	1158	1158	1215	1278	1344	1440	1457	1449	1436
13 accident	revenu de remplacement permanent	319	286	332	385	415	469	511	569	621	674	728	760
14 accident	revenu de remplacement permanent	1418	1751	2085	2517	2817	3139	3465	3849	4331	4749	5000	5283
33 accident	revenu de remplacement permanent	0	124	159	191	231	281	328	397	478	555	628	663
accident	revenu de remplacement permanent	6961	8334	9966	11812	13349	14881	16449	18542	21012	22872	23951	25253
47 accident	secours exceptionnels		1	1									
12.1 accident	soins de sante	1350	1584	1780	1922	2168	2412	2686	2934	3235	3446	3759	3816
13 accident	soins de sante	2	4	3	4	3	3	4	4	4	4	5	8
14 accident	soins de sante	79	107	118	120	253	294	345	391	463	525	571	600
33 accident	soins de sante	43	54	88	109	63	30	8	8	0	0	0	0
47 accident	soins de sante	4	4	4									
accident	soins de sante	1478	1753	1993	2155	2487	2739	3043	3337	3702	3975	4335	4424
accident	action sociale	0	13	15	30								
	ensemble	10260	12418	14633	16825	19006	21127	23297	26079	29597	31798	33518	35276

## prestations sociales classees par risque, type et regime : maternite

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
12.1 maternite	revenu de remplacement temporaire	1335	1558	1690	2070	2440	3182	3876	4618	5339	5708	6310	6711
13 maternite	revenu de remplacement temporaire	0	0	1	2	2	2	3	4	4	3	8	9
14 maternite	revenu de remplacement temporaire	37	49	54	76	79	122	147	179	200	227	257	272
maternite	revenu de remplacement temporaire	1372	1607	1745	2148	2521	3306	4026	4801	5543	5938	6575	6992
12.1 maternite	prestation de supplement occasionnelle	1193	1336	1521	1893	2273	2581	3510	4880	5168	4714	4905	4672
13 maternite	prestation de supplement occasionnelle	44	48	45	57	66	77	100	123	135	131	130	140
14 maternite	prestation de supplement occasionnelle	122	139	149	181	223	225	295	386	387	330	361	383
26 maternite	prestation de supplement occasionnelle	35	41	66	85	89	106	122	154	187	190	204	216
33 maternite	prestation de supplement occasionnelle	221	267	350	418	528	458	438	476	486	472	501	520
maternite	prestation de supplement occasionnelle	1615	1831	2131	2634	3179	3447	4465	6019	6363	5837	6101	5931
12.1 maternite	soins de sante	1602	1929	2325	2689	3080	3662	4362	5032	6064	6504	7273	7426
13 maternite	soins de sante	41	53	62	69	79	89	103	120	128	133	142	157
14 maternite	soins de sante	135	157	223	248	291	354	416	467	552	596	697	705
maternite	soins de sante	1778	2139	2610	3006	3450	4105	4881	5619	6744	7233	8112	8288
		4765	5577	6486	7788	9150	10858	13372	16439	18650	19008	20788	21211

prestations sociales classees par risque, type et regime : famille

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
47 famille	soutien avec condition de ressource	0	0	0	55	53	59	41	65	65	84	96	209
12.1 famille	supplem. period. sans condition de ressource	11425	15570	14391	16097	18619	21233	25091	29355	35705	40263	42618	43115
13 famille	supplem. period. sans condition de ressource	617	816	712	760	867	927	1045	1161	1375	1519	1532	1681
14 famille	supplem. period. sans condition de ressource	2457	3104	2786	2878	3194	3337	3404	3701	4495	4772	5049	5145
33 famille	supplem. period. sans condition de ressource	4281	5111	5392	6099	7057	7495	8147	8714	9797	11253	11905	11901
36 famille	supplem. period. sans condition de ressource	1383	1312	1362	1739	1929	2186	2692	2114	2358	2566	2730	2890
famille	supplem. period. sans condition de ressource	20163	25913	24643	27573	31666	35178	40379	45045	53730	60373	63834	64732
12.1 famille	supplem. period. avec condition de ressource	4793	5070	5152	6969	9685	12807	15160	15984	18023	19574	20704	22375
13 famille	supplem. period. avec condition de ressource	226	212	250	304	363	412	450	454	509	529	528	591
14 famille	supplem. period. avec condition de ressource	1046	1066	1115	1299	1504	1617	1923	1844	1939	1803	1802	1841
33 famille	supplem. period. avec condition de ressource	916	1020	1035	1121	1586	1832	1592	1946	1824	1953	2064	2050
47 famille	supplem. period. avec condition de ressource	0	0	0	6	6	7	7	7	7	7	22	51
famille	supplem. period. avec condition de ressource	6981	7368	7552	9699	13144	16675	19132	20235	22302	23866	25120	26908
12.1 famille	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	37	45	52	61	69	75	85
47 famille	secours exceptionnels	1	1										
57 famille	secours exceptionnels	266	366	449	461	567	613	822	1116	1372	1556	1710	1817
famille	secours exceptionnels	267	367	449	461	567	650	867	1168	1433	1625	1785	1902

prestations sociales classees par risque, type et regime : famille (suite)

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
12.1 famille	logement	3348	3775	4160	4396	4770	5564	7156	8494	12998	14715	16089	17295
13 famille	logement	163	167	166	162	163	164	184	205	262	261	256	283
14 famille	logement	344	385	423	459	496	556	651	651	813	815	822	1151
33 famille	logement	458	488	501	496	471	426	459	356	485	480	479	507
47 famille	logement	793	1275	1773	2091	2498	3312	4346	6398	10297	10377	12187	15285
57 famille	logement	68	128	287	415	454	545	617	806	1086	1232	0	0
famille	logement	5174	6218	7310	8019	8852	10567	13413	16910	25941	27880	29833	34521
12.1 famille	action sociale	1059	1221	1590	1501	1483	1231	1424	1796	1904	1919	2049	2595
13 famille	action sociale	3	17	19	14	22	14	18	21	24	31	33	35
14 famille	action sociale	7	21	27	28	14	12	2	1	0	0	0	0
47 famille	action sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5906	4861
57 famille	action sociale	2636	2905	3534	4431	5721	6401	6988	7970	9161	10389	6919	7188
67 famille	action sociale	846	960	1093	1233	1383	1552	1782	2017	2271	2480	2626	2752
famille	action sociale	4551	5124	6263	7207	8623	9210	10214	11805	13360	14819	17533	17431
41 famille	autres	224	179	219	213	221	233	309	327	394	391	438	476
	ensemble	37360	45169	46436	53227	63126	72572	84355	95555	117225	129038	138639	146179

prestations sociales classees par risque, type et regime : emploi

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	
12.2 inadaptation	revenu de remplacement temporaire	0	0	0	0	0	0	1017	1381	1771	1751	1795	1769	
16 inadaptation	revenu de remplacement temporaire	46	138	222	350	582	820	0	0	0	0	0	0	
41 inadaptation	revenu de remplacement temporaire	572	786	875	1536	2335	939	899	1272	1869	2027	2260	6610	
47 inadaptation	revenu de remplacement temporaire	0	0	0	8	10	13	19	20	26	29	29	35	
	inadaptation	revenu de remplacement temporaire	618	924	1097	1894	2927	1772	1935	2673	3666	3807	4084	8414
12.2 chomage	revenu de remplacement temporaire	0	0	0	0	0	0	31857	50385	68755	80176	90213	95958	
14 chomage	revenu de remplacement temporaire	146	175	197	308	523	829	428	703	793	810	890	1750	
16 chomage	revenu de remplacement temporaire	2476	6101	8350	10779	15611	21389	0	0	0	0	0	0	
33 chomage	revenu de remplacement temporaire	0	0	3	0	0	3	34	140	113	123	152	161	
36 chomage	revenu de remplacement temporaire	2056	2900	3416	4059	5143	6704	8750	11684	13074	14231	14941	15907	
	chomage	revenu de remplacement temporaire	4678	9176	11966	15146	21277	28925	41069	62912	82735	95340	106196	113776
12.2 chomage	soutien sans condition de ressource	0	0	0	0	0	0	753	1224	1952	3400	3985	5631	
16 chomage	soutien sans condition de ressource						519							
41 chomage	soutien sans condition de ressource	861	2091	2883	3654	5505	6460	2990	3696	4668	5981	7479	5721	
	chomage	soutien sans condition de ressource	861	2091	2883	3654	5505	6979	3743	4920	6620	9381	11464	11352
41 chomage	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	193	366	379	0	
57 chomage	secours exceptionnels	14	26	43	50	51	57	11	31	45	51	54	60	
	chomage	secours exceptionnels	14	26	43	50	51	57	11	31	238	417	433	60
	chomage		5553	11293	14892	18850	26833	35961	44823	67863	89593	105138	118093	125188
	emploi		6171	12217	15989	20744	29760	37733	46758	70536	93259	108945	122177	133602

## prestations sociales classees par risque, type et regime : vieillesse

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	
33 vieillesse	revenu de remplacement temporaire	0	0	0	0	0	0	0	0	19	176	356	430	
12.1 vieillesse	revenu de remplacement permanent	18620	23942	30561	37267	45123	52175	60356	70298	82905	97074	108662	123622	
13 vieillesse	revenu de remplacement permanent	10442	13101	14996	17382	19389	20970	24519	28616	33588	37675	41103	42994	
14 vieillesse	revenu de remplacement permanent	13787	18408	22366	26272	28580	32990	38849	44997	51806	57833	61320	66070	
16 vieillesse	revenu de remplacement permanent	16319	20705	25106	29597	34083	39904	46707	56203	63612	71436	80113	87799	
33 vieillesse	revenu de remplacement permanent	15826	19122	22512	26041	29622	33927	39076	45269	52286	58175	64995	68345	
	vieillesse	revenu de remplacement permanent	74994	95278	115541	136559	156797	179966	209507	245383	284197	322193	356193	388830
12.1 vieillesse	soutien avec condition de ressource	2306	3197	3119	3324	3860	4469	4731	5604	8234	8636	9385	8869	
12.2 vieillesse	soutien avec condition de ressource	1114	1477	1480	1571	1803	1999	2002	2109	2619	2751	2847	2711	
13 vieillesse	soutien avec condition de ressource	0	0	0	0	17	19	21	26	31	35	34	38	
14 vieillesse	soutien avec condition de ressource	2697	3831	3626	4218	5495	6027	6337	7656	10462	10749	11609	12447	
33 vieillesse	soutien avec condition de ressource	334	390	293	352	458	59	33	50	55	44	44	47	
47 vieillesse	soutien avec condition de ressource	1926	2370	1880	2049	2057	2200	2300	2702	3313	4112	4294	5489	
	vieillesse	soutien avec condition de ressource	8377	11265	10398	11514	13690	14773	15424	18147	24714	26327	28213	29601
45 vieillesse	supplem. period. sans condition de ressource	310	374	463	648	824	1066	1289	1430	1680	1901	2039	2095	
26 vieillesse	prestation de supplement occasionnelle	7	8	9	10	11	12	16	21	27	28	29	31	
12.1 vieillesse	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	2	3	5	0	0	5	5	
14 vieillesse	secours exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	3	4	2	2	0	
57 vieillesse	secours exceptionnels	15	14	12	15	20	34	35	100	97	110	118	128	
	vieillesse	secours exceptionnels	15	14	12	15	20	36	38	108	101	112	125	133

prestations sociales classees par risque, type et regime : vieillesse (suite)

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
12.1 vieillesse	logement	16	23	0	27	31	37	47	53	60	76	75	80
13 vieillesse	logement	0	0	0	0	0	2	2	2	3	0	0	0
14 vieillesse	logement	64	0	0	0	8	9	10	14	18	9	11	12
57 vieillesse	logement						6	5					
	logement	80	23	0	27	39	54	64	69	81	85	86	92
12.1 vieillesse	action sociale	158	251	333	347	421	546	615	829	1016	1212	1434	1595
13 vieillesse	action sociale	0	0	0	0	0	0	2	3	3	0	0	
14 vieillesse	action sociale	38	67	83	96	124	190	213	232	285	254	265	281
57 vieillesse	action sociale	2477	2914	3581	4123	4810	5622	6449	7421	8410	9537	10526.7	11229
	action sociale	2673	3232	3997	4566	5355	6358	7279	8485	9714	11003	12225.7	13105
41 vieillesse	autres	115	195	170	180	206	215	153	185	245	142	0	0
	ensemble	86571	110389	130590	153519	176942	202480	233770	273828	320778	361967	399267	434317

## prestations sociales classees par risque, type et regime : survie

		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	
12.1 survie	revenu de remplacement permanent	1640	2481	3199	3735	4541	5437	6403	7558	9119	10726	11592	12333	
13 survie	revenu de remplacement permanent	2262	2188	2564	2945	3540	5095	5924	7112	8072	9004	10013	10750	
14 survie	revenu de remplacement permanent	1870	2317	2951	3733	6311	7923	8986	9839	12736	13510	13983	15067	
16 survie	revenu de remplacement permanent	3284	4294	5312	6185	7113	8300	10048	12209	13929	15644	17587	19273	
33 survie	revenu de remplacement permanent	3086	3684	4347	4988	5703	6500	7754	9088	10584	11662	12985	13620	
	survie	revenu de remplacement permanent	12142	14964	18373	21586	27208	33255	39115	45806	54440	60546	66160	71043
12.1 survie	soutien sans condition de ressource	0	0	0	610	998	1215	1504	1782	2004	2337	2522	2664	
13 survie	soutien sans condition de ressource	0	0	0	18	30	30	32	36	39	29	36	40	
14 survie	soutien sans condition de ressource	0	0	0	83	124	264	285	314	337	384	393	435	
45 survie	soutien sans condition de ressource	3307	3824	4130	4416	4759	5160	5673	6329	6952	7622	7730	7860	
	survie	soutien sans condition de ressource	3307	3824	4130	5127	5911	6669	7494	8461	9332	10372	10681	10999
12.1 survie	soutien avec condition de ressource	343	440	486	31	32	34	33	89	216	335	359	316	
14 survie	soutien avec condition de ressource	80	90	98	100	124								
	survie	soutien avec condition de ressource	423	530	584	131	156	34	33	89	216	335	359	316
12.1 survie	prestation de supplement occasionnelle	283	348	399	443	503	564	638	734	806	724	775	791	
12.2 survie	prestation de supplement occasionnelle	0	0	0	0	0	0	68	109	163	233	240	301	
13 survie	prestation de supplement occasionnelle	105	110	128	144	65	72	82	96	112	112	110	117	
14 survie	prestation de supplement occasionnelle	55	69	69	67	98	177	197	221	252	276	263	279	
16 survie	prestation de supplement occasionnelle				25	36	47							
26 survie	prestation de supplement occasionnelle	146	187	246	264	301	363	437	593	674	773	850	910	
33 survie	prestation de supplement occasionnelle	15	20			22	27							
	survie	prestation de supplement occasionnelle	604	734	842	943	1025	1250	1422	1753	2007	2118	2238	2398
	ensemble													
		16476	20052	23929	27787	34300	41208	48064	56109	65995	73371	79438	84756	







SOMMAIRE

Introduction .....	131
I - Présentation générale .....	133
1. Le champ de la protection sociale .....	133
2. Le schéma d'analyse de la protection sociale .....	136
3. La dépense de protection sociale .....	138
II - Les mécanismes de la protection sociale une nomenclature de régimes .....	141
1. La gestion, unité statistique de base .....	141
2. Nomenclature des régimes .....	142
III - Les avantages de la protection sociale .....	147
1. Nature économique de l'avantage social .....	147
2. Les risques couverts .....	148
3. Le type de prestation .....	151
4. L'évaluation des prestations .....	158
IV - Les opérations .....	160
1. Les opérations en emploi des comptes .....	162
2. Les opérations en ressource des comptes .....	167
3. Les soldes des comptes .....	173
4. La dépense de protection sociale par secteur de financement .....	173

## INTRODUCTION

---

Les individus, isolément ou regroupés en ménages, sont dans leur existence quotidienne confrontés à des situations telles que la maladie, le chômage, l'accident... qui accroissent leurs besoins ou entraînent une perte momentanée ou durable de leur revenu professionnel. Dans la société actuelle, en raison tant du mode de vie que de l'organisation sociale, ces situations constituent pour des ménages laissés à eux-mêmes de véritables handicaps socio-économiques. Peu de ménages seraient capables de les surmonter seuls ; c'est pourquoi il est communément admis de nos jours que la société se doit de protéger ses membres contre les conséquences de telles situations, que l'on appellera "risques".

Le système de protection sociale s'est progressivement instauré en France depuis la fin du XIXe siècle combinant mécanismes d'assurance et assistance. L'ensemble du dispositif au fil des ans est devenu si complexe qu'il est parfois difficile d'en percevoir l'étendue et l'impact.

Dans ces conditions il apparaissait souhaitable de rassembler dans un cadre de synthèse l'ensemble des informations statistiques relatives au système de la protection sociale. C'est la vocation des Comptes de la Protection Sociale.

Historiquement les comptes de la protection sociale ont été développés par l'office statistique des communautés européennes au sein d'un groupe de travail qui fonctionne depuis 1964. L'objectif recherché semble bien avoir été de se doter d'un instrument d'analyse comparée qui permettrait l'étude de l'harmonisation des politiques nationales nécessaire afin de rétablir les conditions de la concurrence économique.

Les premiers travaux sur ces comptes furent très empiriques, s'appuyant sur l'acquit théorique en matière de concepts et de nomenclatures, constitué par les travaux du Bureau international du travail sur les statistiques de la sécurité sociale.

L'élargissement ultérieur de la communauté européenne a cependant obligé à prendre en considération des mécanismes de protection sociale qui avaient pu être ignorés ou négligés au départ. Un travail d'élaboration conceptuelle s'est donc révélé nécessaire. Il s'est achevé par la publication d'une méthodologie communautaire des comptes de la protection sociale.

Les comptes français de la protection sociale sont l'application au niveau national des comptes communautaires de la même manière que pour la comptabilité économique nationale, le S.E.C.N. est l'application du S.E.C. : la méthodologie des comptes français précise l'interprétation et l'application à la réalité nationale des principes élaborés au niveau communautaire ; les séries des comptes français de la protection sociale constituent aussi directement la réponse française au questionnaire de l'Office statistique des communautés européennes relatif à la protection sociale.

Les comptes français de la protection sociale sont aussi et avant tout un compte satellite du système de comptabilité nationale. Ils présentent donc des informations dans des classifications et selon des règles d'évaluation cohérentes avec celles du cadre central de comptabilité nationale, facilitant ainsi la compréhension des relations entre la protection sociale et l'ensemble des phénomènes économiques. Ce lien avec le cadre central des comptes nationaux assure aussi la cohérence de l'analyse de la protection sociale avec celle présentée dans d'autres comptes satellites en particulier celui de la santé.

La définition et la rédaction de la méthode des Comptes de la Protection Sociale ont été réalisées par et sous la responsabilité de l'INSEE en liaison avec les services administratifs concernés (Direction de la Sécurité Sociale et Département Statistique de la Santé et de l'Action Sociale du Ministère de la Santé et de la Population, Direction de la Comptabilité Publique et Direction du budget du Ministère du Budget, Direction de la Prévision du Ministère de l'Economie).

-----

## I P R E S E N T A T I O N G E N E R A L E

### 1. LE CHAMP DE LA PROTECTION SOCIALE

1-01. La protection sociale est un ensemble de mécanismes de prévoyance collective couvrant les charges résultant pour les ménages de la réalisation de certains risques.

1-02. Cependant, toute couverture par un tiers des charges des ménages ne fait pas partie de la protection sociale. En effet cette couverture doit résulter d'un système de prévoyance.

C'est-à-dire que :

- la couverture ne donne pas lieu à une contrepartie équivalente et simultanée du bénéficiaire. Ceci conduit à exclure tous les éléments ayant un caractère de rémunération du travail. Par contre si la contrepartie n'est pas simultanée comme dans les mécanismes de retraite, il y a bien acte de prévoyance,
- la couverture est conditionnée par la réalisation d'un risque, c'est-à-dire d'un handicap socio-économique frappant un ménage, ou un individu par exemple : la maladie, l'infirmité, le chômage, la vieillesse, etc... Ceci conduit à exclure du champ de la protection sociale la prise en charge collective de certains besoins de l'ensemble de la population indépendamment de la réalisation d'un risque, par exemple : des subventions aux transports urbains.
- la couverture résulte d'un système de prévoyance organisé, ce qui conduit à exclure les transferts bénévoles directs entre ménages de même que l'aide mutuelle que s'accordent entre eux les membres d'un même ménage.

1-03. La prévoyance doit être collective, ce qui écarte du champ les initiatives individuelles des ménages en leur propre faveur, telle que la constitution d'une épargne réserve ou la souscription d'un contrat privé d'assurance-vie. Cependant, collectif n'étant pas équivalent à obligatoire, on considère que l'adhésion libre à un régime de sécurité sociale, à un système de retraite complémentaire organisée par un employeur pour ses salariés, ou à une mutuelle se situe dans le cadre d'une prévoyance collective.

Les contrats groupés d'assurance-vie des salariés d'une entreprise, des affiliés à une mutuelle, ... obligatoires ou facultatifs doivent en théorie être inclus dans le champ du compte de la protection sociale. En pratique toutefois ils n'ont pas été repris dans les séries présentées dans la deuxième partie. Ils ont en France un très faible développement.

1-04. Les charges résultant pour les ménages de la réalisation des risques sont constituées par le déséquilibre introduit par la réalisation du risque entre les ressources du ménage et les besoins qu'il doit satisfaire pour surmonter son handicap et maintenir un niveau de vie jugé suffisant. Ce déséquilibre pouvant provenir d'une perte de ressource ou d'une augmentation des besoins.

1-05. La protection sociale est un ensemble de mécanismes de prévoyance collectives, définis par des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles ou contractuelles, qui instaurent différents avantages ou "prestations de protection sociale" et, parfois, créent des organismes spécialisés dans la gestion de l'attribution de ces avantages et les moyens de les financer.

### La notion de risque

1-06. La protection sociale est une réponse collective à l'existence de risques pour les ménages. La notion de risque, ou handicap socio-économique, est donc fondamentale dans la définition du champ du compte de la protection sociale.

La majorité des mécanismes de protection sociale, ceux de la sécurité sociale en particulier, se sont historiquement mis en place et continuent à fonctionner sur une notion de risque, c'est-à-dire qu'ils ne couvrent pas un type de besoin dans toutes les circonstances, mais simultanément plusieurs types de besoins pour faire face à un même risque. C'est ainsi que les caisses de sécurité sociale sont structurées par branches : maladie, accidents du travail, prestations familiales, vieillesse.

Cependant souvent des organismes ont vu s'élargir progressivement leur vocation initiale, si bien que les "branches" de la sécurité sociale, ne correspondent plus à un seul risque. C'est pourquoi dans l'analyse des prestations il faut revenir à une notion de risque.

1-07. Une nomenclature harmonisée de risques a donc été dressée à partir d'un examen empirique de l'organisation concrète des branches de la sécurité sociale dans les différents pays de la communauté :

- maladie
- invalidité, infirmité
- accidents du travail
- maternité
- famille
- chômage
- inadaptation professionnelle
- vieillesse
- survie (par rapport au décès d'un membre de la famille)
- divers.

On remarquera que certains des postes de cette nomenclature se réfèrent non seulement à la nature du handicap socio-économique des ménages, mais aussi à l'origine de ce handicap (accident de travail).

1-08. La couverture des charges résultant pour les ménages de la réalisation des risques, c'est-à-dire la compensation totale ou partielle du déséquilibre introduit entre les ressources et les besoins, peut prendre diverses formes, soit augmenter les ressources des ménages, soit prendre en charge directement une partie de leurs dépenses ou besoins.

Le compte de la protection sociale analyse la réponse fournie par les mécanismes de protection sociale, par une nomenclature de type de prestations.

Cette nomenclature distingue les prestations "en espèces" qui visent à augmenter globalement les ressources des ménages et les prestations "en nature" qui prennent en charge directement certains besoins.

1-09. Une analyse empirique des prestations a permis de dresser une typologie des besoins pris en charge :

- . soins de santé
- . logement
- . action sociale
- . divers (alimentation, vêtements, chauffage, etc...).

1-10. Si la majorité des mécanismes de protection sociale sont organisés en fonction du risque à couvrir, certains semblent fonctionner directement autour de l'idée de besoins à satisfaire. Même dans ces cas, cependant, la notion de risque ou handicap à assumer reste fondamentale. Elle se retrouve dans les critères de sélectivité, les conditions d'attribution des avantages. Dans certains cas aussi l'existence même d'un besoin spécifique suffit à révéler une situation relevant d'un risque.

1-11. Ainsi, on peut légitimement considérer que la prise en charge collective des besoins de "soins de santé" et "services d'action sociale" fait toujours partie des mécanismes de protection sociale quelle que soit la forme apparente de son organisation.

1-12. Par contre, des dispositions visant à augmenter les ressources globales des ménages ou à satisfaire des besoins particuliers, "logement" ou "divers" ne seront incluses dans le champ du compte de la protection sociale que si elles ne concernent que certaines catégories de ménages déterminées par des critères sociaux pouvant se rattacher à la notion de risque ou handicap socio-économique.

1-13. On a considéré que l'enseignement était un besoin essentiel au même titre que l'alimentation et qu'il ne pouvait pas s'interpréter comme résultant directement d'un handicap socio-économique. La prise en charge collective des coûts d'enseignement n'est donc pas intégrée dans le champ du compte de la protection sociale.

De plus, par convention prise à l'échelon communautaire, l'attribution de bourses d'enseignement scolaires et universitaires n'est pas actuellement considérée comme un mécanisme de la protection sociale.

1-14. Dans les travaux du groupe communautaire la nomenclature des risques est souvent appelée nomenclature des fonctions de la protection sociale. Nous préférons toutefois employer le vocable de "risques" pour ne pas créer une confusion avec la nomenclature des fonctions des administrations (N.F.A.) qui est utilisée entre autres usages par le cadre central des comptes nationaux pour analyser les dépenses des administrations.

En fait, la N.F.A. dans son niveau agrégé (fonctions), est en correspondance avec la nomenclature des types de prestations du compte de la protection sociale. Sa désagrégation au niveau II (sous-fonctions) pour les fonctions santé et intervention sociale, est en correspondance avec la nomenclature des risques.

## 2. LE SCHEMA D'ANALYSE DE LA PROTECTION SOCIALE

1-15. Le schéma du compte de la protection sociale distingue :

- . un secteur de gestion de la protection sociale
- . un secteur de financement
- . un secteur de bénéficiaires.

Ce faisant le compte de la protection sociale s'intègre dans un schéma d'analyse général commun à tout un ensemble de comptes satellites (santé, éducation, etc...).

1-16. La mise en oeuvre des mécanismes de la protection sociale à le plus souvent entraîné la création d'institutions ou services spécialisés dans leur gestion. Ils constituent le secteur de gestion de la protection sociale. Son activité consiste essentiellement à collecter des cotisations sociales et à gérer l'attribution de prestations.

En général les activités caractéristiques de ces organismes ou services sont isolées dans l'analyse par branche d'activité du cadre central des comptes nationaux. Elles relèvent alors soit du poste 88-04 de la Nomenclature d'Activités et de Produits (service marchand des assurances relevant du code de la mutualité) soit du poste 91 (service non marchand des organismes de prévoyance et sécurité sociale). Mais pour certains services, en général ceux qui gèrent l'attribution de prestations non liées à un circuit de cotisations sociales effectives, cette activité n'est pas isolée ni identifiée dans le cadre central

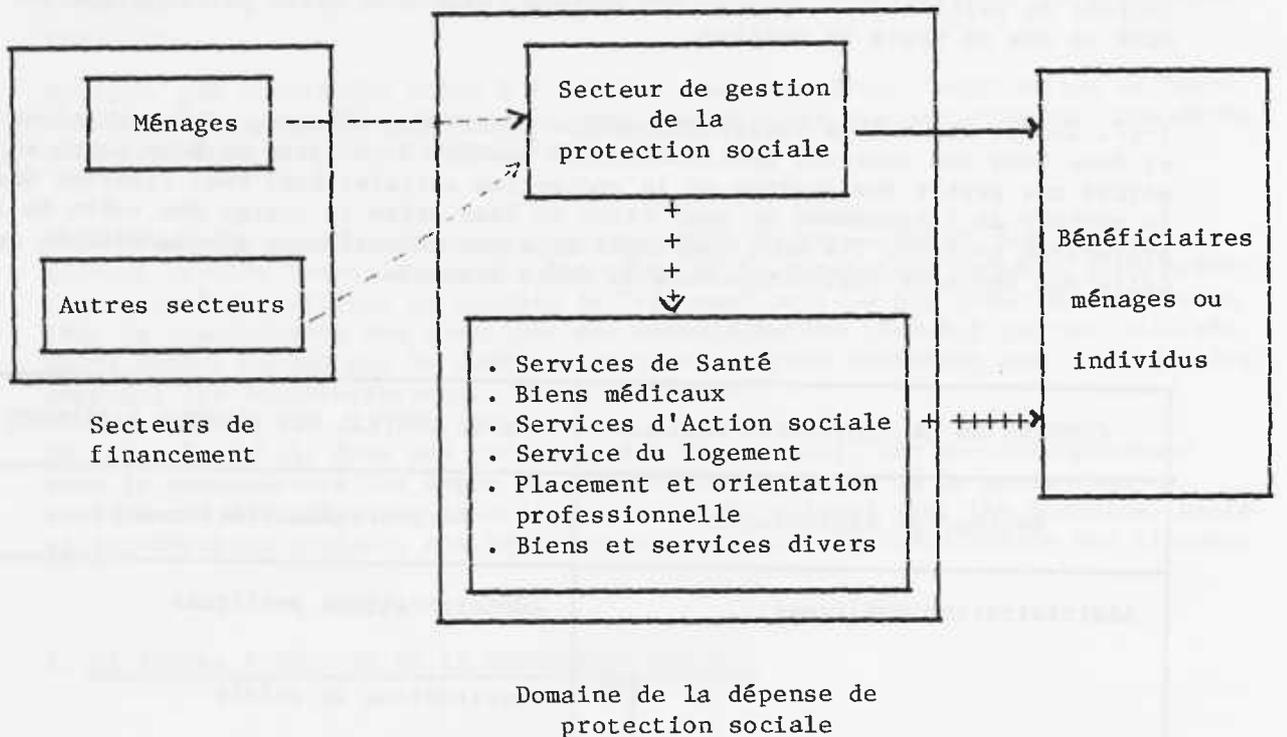
des comptes nationaux : elle reste incluse dans l'activité globale de l'entreprise ou de l'organisme administratif dont ils dépendent. Dans le compte de la protection sociale cette activité qualifiée "d'associée", sera intégrée dans le secteur de gestion de la protection sociale, même s'il n'est pas comptabilisé dans ce cas de frais de gestion.

1-17. Toutes les unités institutionnelles (sociétés, ménages, administrations..) et donc tous les secteurs institutionnels peuvent à un titre ou à un autre supporter une partie des charges de la protection sociale. Donc tous figurent dans le secteur de financement au seul titre de leur prise en charge des coûts de la protection sociale. Ils sont regroupés dans une nomenclature simple dérivée de celle des secteurs institutionnels du cadre central.

COMPTE DE LA PROTECTION SOCIALE	CADRE CENTRAL DES COMPTES NATIONAUX
Secteur de financement	Secteurs institutionnels
Administration publiques	Administrations publiques
Entreprises	Institutions de crédit
	Entreprises d'assurance
	S.Q.S. non financières
	Entreprises individuelles du secteur ménage
	Administrations privées
Ménages	Ménages hors entreprises individuelles
Institutions communautaires	Reste du Monde (partie)

1-18. Le secteur des bénéficiaires est constitué des individus et ménages en tant que personnes protégées, recevant ou pouvant recevoir des prestations.

## 1.19. Schéma général des secteurs de la protection sociale



- > Financement,  
 -----> Prestations en espèce,  
 ++++++> Prestations en nature.

3. LA DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE

1-20. La dépense de protection sociale est la somme des financements reçus par le secteur de gestion de la protection sociale.

Elle ne constitue pas l'ensemble des ressources de ce secteur qui peut avoir par ailleurs des recettes annexes telles que les intérêts de ses placements.

1-21. La contrepartie de la dépense de protection sociale est constituée des avantages ou prestations accordés aux ménages et des frais de gestion. Il n'y a pas cependant d'égalité comptable dans la mesure où, par exemple, le secteur de gestion peut constituer des réserves.

1-22. La dépense de protection sociale est constituée essentiellement de financements effectifs aussi bien courants qu'en capital. Cependant elle inclut aussi des financements fictifs (non retracés dans le cadre central) dans la mesure où certains mécanismes de protection sociale prennent la forme de déductions fiscales.

1-23. Les avantages de la protection sociale pour les ménages sont, pour l'analyse, répartis en quatre catégories :

- les prestations sociales
- les prestations en capital
- les prestations fiscales
- les prestations de services sociaux.

1-24. Les prestations sociales sont définies de la même manière que dans le cadre central de comptabilité nationale. Elles comprennent "tous les transferts (effectifs) courants, en espèces ou en nature, attribués personnellement à des ménages, par des tiers, en vue de couvrir les charges résultant de l'apparition ou de l'existence de certaines situations individuelles correspondant à des risques déterminés, dans la mesure où il n'y a pas de contrepartie équivalente et simultanée de la part du bénéficiaire".

Les principaux éléments de cette définition ont été explicités au début de ce chapitre à propos de la définition de la protection sociale.

1-25. La référence aux transferts courants signifie que ne sont classés en prestations sociales ni les transferts fictifs correspondant à des avantages fiscaux ni les transferts en capital.

1-26. La condition d'attribution personnelle implique dans le cas d'avantages constitués par la prise en charge des coûts de biens et services utilisés par les ménages que ces biens et services sont marchands et comptabilisés dans la consommation finale des ménages au prix du marché.

1-27. Les prestations en capital comportent les transferts (effectifs) en capital et la variation des encours de prêts attribués personnellement à des ménages en vue de couvrir les charges résultant de l'apparition ou de l'existence de certaines situations individuelles correspondant à des risques déterminés. Ces prestations ne sont pas chiffrées actuellement.

1-28. Les prestations fiscales correspondent à la réduction d'impôts dont bénéficie directement et personnellement chaque ménage en vue de l'aider à couvrir les charges résultant de l'apparition ou de l'existence de certaines situations individuelles correspondant à des risques déterminés.

1-29. Les prestations de services sociaux correspondent à la prise en charge globale des coûts de services rendus à titre gratuit ou quasi-gratuit (services non marchands) ou de biens et services (marchands) rendus à prix réduits à des ménages pour satisfaire certains besoins, en raison de l'apparition ou de l'existence de certaines situations individuelles correspondant à des risques déterminés.

### 1-30. Remarque sur les avantages tarifaires.

En fonction des définitions précédentes, les avantages tarifaires accordés par un producteur à certaines catégories d'utilisateurs, définis par rapports aux risques, sont inclus dans les avantages de la protection sociale si le producteur reçoit en contrepartie une compensation. Ils font partie des prestations sociales si la compensation est individualisée, des prestations de services sociaux si elle est globale.

Par contre, les avantages tarifaires ne sont pas considérés comme un avantage de la protection sociale, mais comme une simple pratique commerciale s'ils ne correspondent pas à une obligation imposée par la puissance publique. En règle générale, on admettra que s'il n'existe pas de compensation il n'y pas d'obligation. Il peut y avoir des exceptions, dans ce cas l'avantage sera repris en prestation de services sociaux avec un financement équivalent par le producteur.

1-31. Le compte de la protection sociale ainsi présenté brièvement, répond à trois objectifs :

- décrire les mécanismes de la protection sociale,
- mesurer les avantages dont bénéficie la population,
- mesurer enfin leur coût global et le financement de ce coût par les différents secteurs de l'économie.

Ces trois points seront développés successivement dans les chapitres 2, 3 et 4.

## II LES MECANISMES DE LA PROTECTION SOCIALE

### UNE NOMENCLATURE DE REGIMES

2-01. Les mécanismes de la protection sociale sont nombreux et complexes. Le compte de la protection sociale en facilite l'analyse en définissant différents régimes qui regroupent des gestions de même types.

#### 1. LA GESTION UNITE STATISTIQUE DE BASE

2-02. Les mécanismes de protection sociale ont souvent donné lieu à la création d'organismes spécialisés dans leur mise en oeuvre. Il en est ainsi des organismes de sécurité sociale ou des sociétés mutualistes qui sont des unités institutionnelles au sens de la comptabilité nationale.

2-03. Mais il se présente aussi de nombreux cas où n'apparaissent pas d'unités institutionnelles spécialisées : la mise en oeuvre d'un mécanisme de protection sociale est assurée à titre accessoire par une unité qui a, par ailleurs, d'autres activités principales. C'est le cas, par exemple, d'une entreprise ou d'une administration qui assure directement l'attribution de certaines prestations à son personnel. C'est le cas aussi de l'Etat lorsqu'il verse des prestations à des victimes de guerre. Nous dirons dans ces cas là, qu'il s'agit d'une activité associée, c'est-à-dire que dans les comptes de l'unité institutionnelle elle-même et dans leur traduction en comptabilité nationale, les opérations relatives à cette activité annexe sont intégrées avec les opérations relatives à son activité principale.

2-04. Dans le compte de la protection sociale, on cherche à isoler les opérations relatives à la protection sociale qui sont effectuées à titre secondaire, par une unité institutionnelle.

C'est pourquoi on adoptera dans le compte de la protection sociale comme unité statistique de base une unité d'analyse : la gestion.

2-05. La gestion est une fraction d'unité institutionnelle administrant avec une certaine autonomie un mécanisme déterminé de la protection sociale.

2-06. En pratique, la gestion (unité d'analyse) correspondra :

. soit à des gestions réelles (unité d'observation) de droit ou de fait, disposant d'une comptabilité séparée (par exemple les Fonds d'action sanitaire et sociale des organismes de sécurité sociale)

2-07. . soit à des gestions fictives lorsque l'administration d'un mécanisme de protection sociale n'a donné lieu ni à la création d'un service spécialisé, ni à l'ouverture d'une comptabilité distincte. C'est en particulier le cas des mécanismes de prestations directes d'employeur. On s'efforce alors de reconstituer une comptabilité de ces gestions fictives comportant les dépenses afférentes à l'avantage, les recettes spécifiques, ainsi que tous les transferts qui peuvent intervenir au titre de la protection sociale entre différentes gestions. On renoncera cependant à isoler des frais de fonctionnement pour ces gestions fictives.

2-08. Pour affiner l'analyse des mécanismes de protection sociale on pourrait être tenté d'isoler des gestions aussi homologènes que possible administrant la protection sociale pour un seul risque et pour une seule catégorie de la population.

En fait, on se limitera souvent à un détail moins grand ; il convient en effet de garder une unité d'analyse aussi proche que possible de l'unité pour laquelle se posent les problèmes d'équilibre financier.

2-09. Cette même préoccupation conduit dans la définition du mode de regroupement des gestions par régime à regrouper dans un même régime élémentaire, l'ensemble des gestions dépendant d'une même unité institutionnelle spécialisée dans la protection sociale.

## 2. NOMENCLATURE DES REGIMES

2-10. Les gestions correspondant à des mécanismes de protection sociale, ayant des caractéristiques communes sont regroupées en régimes.

La définition d'une nomenclature de régime dépend donc du choix des caractéristiques essentielles que l'on veut privilégier dans l'analyse.

2-11. De fait, les finalités de l'analyse étant multiples, il est apparu nécessaire de disposer de plusieurs nomenclatures de régime : au moins deux.

La première nomenclature de régime se réfère à des caractéristiques d'organisation des mécanismes de la protection sociale, et permet un raccord étroit avec l'analyse économique globale du cadre central des comptes nationaux.

La deuxième nomenclature distingue les régimes selon leur champ d'application personnelle et leur origine légale ou conventionnelle.

## 2-12. Première nomenclature de régimes.

- Régimes du secteur de la sécurité sociale
- Régimes du secteur des assurances
- Régimes de prestations directes d'employeurs
- Régimes gérés par les administrations publiques centrales
- Régimes gérés par les administrations publiques locales
- Régimes gérés par les administrations privées

2-13. Les régimes de prestations directes d'employeur regroupent tous les mécanismes de protection sociale mis en oeuvre directement par un employeur au profit de ses seuls salariés, anciens salariés (retraités) ou ayants droit. De tel mécanismes peuvent donner lieu à constitution de réserves sur lesquels les salariés peuvent disposer de droits certains. Les gestions mettant en oeuvre ces mécanismes sont "fictives" et dépendent d'unités institutionnelles qui peuvent être classées dans tous les secteurs institutionnels du cadre central de comptabilité nationale.

2-14. La définition des autres régimes renvoie directement aux secteurs institutionnels où sont classées les unités institutionnelles dont dépendent les gestions, à l'exception des gestions de prestations directes d'employeur.

2-15. Sont classés dans le secteur de la sécurité sociale, les régimes ayant donné lieu à la création d'institutions spécialisées dont les ressources principales sont constituées de cotisations sociales et où l'affiliation est automatique ou obligatoire.

2-16. Les régimes classés dans les secteurs des assurances sont des régimes où l'affiliation et la démission sont laissées à l'initiative individuelle des personnes qu'ils protègent. Ces régimes sont gérés par des institutions spécialisées ou, à titre secondaire, par des organismes d'assurance et de capitalisation ; étant des mécanismes de protection sociale, ils ne correspondent qu'aux contrats dits collectifs qui n'impliquent pas une proportionnalité directe pour chaque assuré entre les versements qu'il doit effectuer (cotisations sociales) et les risques encourus.

Actuellement on considère que les sociétés mutualistes sont les seuls régimes de protection sociale relevant du secteur des assurances.

## 2-17. Deuxième nomenclature de régimes

- Régimes de base.
  - Régimes généraux
    - Régimes nationaux
    - Autres régimes généraux

- Régimes spéciaux

- Régimes statutaires
- Régimes spéciaux professionnels
- Régimes des victimes de guerre

- . Régimes complémentaires.
- . Régimes d'aide sociale.

2-18. Les régimes de base et les régimes complémentaires se distinguent des régimes d'aide sociale en ce que ces derniers couvrent des groupes de population déterminés par un critère de revenu.

Parmi les régimes couvrant des groupes de population définis sans référence à un niveau de revenu (mais qui peuvent cependant accorder certaines prestations sous condition de revenu), les régimes de base sont tous les régimes institués par un dispositif législatif. Par opposition, les régimes complémentaires correspondent aux mécanismes de protection sociale mis en place et administrés dans le cadre de conventions collectives. En général ces mécanismes visent à compléter une protection légale de base.

On classera en régimes de base des mécanismes créés par voie conventionnelle antérieure à l'institution d'un dispositif légal qui les a maintenus comme dérogation et substitut à ces mécanismes légaux.

Par contre on considérera que des régimes mis en place et administré sur une base conventionnelle restent classés en régimes complémentaires même si une disposition législative ou réglementaire est venue étendre leur champ d'application obligatoire.

Les dispositifs créés par libre association de personnes protégées, tels que les sociétés mutualistes, seront classés en régimes complémentaires.

2-19. Les régimes de base sont eux-mêmes subdivisés en fonction d'un critère d'extension du champ d'application personnelle du régime en régimes généraux et régimes spéciaux.

2-20. Les régimes généraux regroupent toutes les gestions responsables de l'administration des mécanismes de protection sociale assurant sur une base législative la protection de toute la population (régimes nationaux) ou d'une large fraction de la population (autres régimes généraux).

2-21. Par opposition les régimes spéciaux concernent des groupes spécifiques de la population. Ils correspondent, soit à des régimes qui préexistaient au moment de la création des régimes généraux et que le législateur a voulu laisser subsister afin de préserver les avantages acquis par les affiliés à ces régimes particuliers, soit à des régimes que le législateur a délibérément créés en marge des régimes généraux afin de tenir compte des caractéristiques socio-économiques de certains groupes sociaux.

2-22. Par contre, si le législateur a prévu des dispositions adaptées à un groupe social particulier dans le cadre d'un régime général sans créer un organisme spécialisé pour en assurer la gestion, ces mécanismes sont classés dans les régimes généraux, même si les organismes qui les administrent tiennent une comptabilité séparée (gestion de droit ou de fait) pour ces dispositions.

2-23. On distingue trois catégories de régimes spéciaux :

. Les Régimes statutaires regroupent les gestions (réelles ou fictives) organisées, en dehors d'une institution gérant un régime général, pour assurer le versement à des fonctionnaires de prestations prévues par leur "statut". Par extension ces gestions peuvent couvrir les autres catégories de personnel des administrations et entreprises publiques.

2-24. . Les Régimes spéciaux professionnels regroupent les gestions administrant des mécanismes de protection sociale de base pour des groupes particuliers de la population définis par des critères professionnels (à l'exception de celles concernées par les régimes statutaires).

Ces critères professionnels peuvent être relatifs à la profession ou à la branche d'activité des assujettis.

Les régimes spéciaux professionnels sont habituellement subdivisés en France en régimes agricoles, régimes des salariés non agricole et régimes des non salariés non agricoles.

2-25. . Les Régimes des victimes de guerre sont concernés par la gestion des dispositions prévues, en dehors du cadre d'un régime général, en faveur des victimes de guerre ainsi que, par extension, des victimes d'évènements politiques (victimes d'émeutes, du terrorisme, réfugiés politiques...).

2-26. . Les Régimes d'aide sociale comprennent toutes les gestions qui gèrent l'attribution d'avantages à des groupes spécifiques de la population définis par référence à un niveau de revenu, sans prévoir de contribution personnelle des intéressés, dans la mesure où le législateur ne les a pas instaurées dans le cadre d'un régime de base préexistant (cf 2.22).

Si le champ d'application d'un régime est défini par un critère de handicap physique on pourra considérer que la définition du handicap suffit à établir une présomption d'incapacité à pourvoir à un minimum vital.

Par contre, si la catégorie des bénéficiaires d'un dispositif de protection sociale est défini seulement par rapport à des critères tels que l'âge, ou le chômage, les gestions qui les administrent ne sont pas classées en régime d'aide sociale.

2-27. Etant donné que le champ des personnes protégées ne doit pas dépendre d'une contribution personnelle des intéressés les gestions dites "d'action sanitaire et sociale" de certains organismes de sécurité sociale ne sont pas classées en régime d'aide sociale mais dans le régime où est classé l'organisme dans son intégralité.

## 2-28. Liste et codification des régimes.

Les différentes gestions sont regroupées dans une typologie de régimes élémentaires obtenue en croisant les deux nomenclatures de régime.

En théorie tous les croisements sont possibles. En pratique seuls certaines combinaisons se rencontrent dans l'organisation actuelle de la protection sociale en France.

REGIMES	Régimes de base					régimes com- plé- men- taires	régimes d'ai- de socia- le	
	généraux		spéciaux					
	natio- naux	autres géné- raux	statu- taires	profes- sion- nels	victi- mes de guerre			
du secteur sécurité sociale		12	13	14		16		10
du secteur assurance						26		20
de prestations directes d'employeurs			33			36		30
gérés par les administrations publiques centrales	41				45		47	40
gérés par les administrations publiques locales							57	50
des administrations privées							67	60
	01	02	03	04	05	06	07	00

La typologie des régimes de protection sociale figure en fin de volume.

### III LES AVANTAGES DE LA PROTECTION SOCIALE

3-01. L'avantage procuré à ses bénéficiaires par la protection sociale est analysé selon trois critères : la nature économique, le risque couvert et le type de prestation.

#### 1. NATURE ECONOMIQUE DE L'AVANTAGE SOCIAL

3-02. Au cours de la présentation générale du compte, il a déjà été indiqué que les avantages de la protection sociale pour les ménages sont, pour l'analyse, répartis en quatre catégories : les prestations sociales, les prestations en capital, les prestations fiscales et les prestations de services sociaux.

Les définitions de ces quatre catégories figurent aux paragraphes 1.24 à 1.29 auxquels on se reportera.

3-03. Ces définitions, dans la mesure où elles se réfèrent à des transferts en nature, ne sont pas sans ambiguïté et il convient de dissiper toute équivoque.

Dans le cas des prestations en nature, la prestation est constituée non par le bien ou le service fourni aux bénéficiaires, mais par sa prise en charge collective, c'est-à-dire par la fraction des coûts de ces biens et services que ne supporte pas le bénéficiaire.

3-04. Ainsi par exemple, une visite médicale n'est pas un avantage social. C'est la prise en charge par un tiers (distinct du producteur du service et du client) des coûts de cette visite médicale qui constitue un avantage social.

3-05. Cette prise en charge peut prendre différentes formes, elle peut être individualisée ou globale, directe ou indirecte. Ce sont ces caractéristiques que distingue la classification en quatre catégories de prestations.

3-06. Dans le compte de la protection sociale, la catégorie des prestations sociales sera elle-même subdivisée comme dans le cadre central des comptes nationaux en trois rubriques :

- Prestations sociales liées à un circuit d'assurance sociale
- Prestations directes d'employeurs
- Autres prestations sociales en dehors de tout système de cotisations ou de lien de travail.

3-07. De même on pourra isoler dans les prestations de services sociaux les prestations directes des indirectes.

Les prestations de services sociaux directes (services non marchands) correspondent à la prise en charge globale des coûts des services non marchands de santé, d'action sociale, rendus à titre gratuit ou quasi-gratuit aux ménages.

Par coûts des services, on entendra coûts de production à l'exclusion de la consommation de capital fixe.

3-08. Les prestations de services sociaux indirects (biens ou services marchands) correspondent à la prise en charge globale d'une fraction des coûts d'un bien (médicament) ou service (de santé, d'action sociale, etc...) vendus aux ménages à prix réduits.

Cette prise en charge prend la forme de subventions. Seules seront retenues les subventions de fonctionnement.

## 2. LES RISQUES COUVERTS

3-09. La nomenclature des risques a été introduite au chapitre I. Avant de donner une définition de chacune de ses rubriques, il faut rappeler que l'origine de cette nomenclature est un examen empirique de l'organisation concrète des branches de la sécurité sociale.

### 3-10. Risque maladie

Il s'agit de maladie au sens strict ou d'accidents divers (de la route, sportifs...) sont exclus les maladies professionnelles et les accidents du travail.

Les prestations correspondant à ce risque sont destinées en grande partie à couvrir les besoins de soins de santé. On retrouve aussi dans ce risque des prestations couvrant des besoins de services d'action sociale et des prestations en espèces dans la mesure ou une incapacité permanente (totale ou partielle) d'exercer une activité professionnelle n'a pas été reconnue.

### 3-11. Risque invalidité, infirmité

Ces deux risques sont le plus souvent regroupés ; ils sont définis comme une incapacité permanente à exercer une activité professionnelle à un degré prescrit. On parle d'invalidité si l'incapacité résulte d'une maladie ou d'un accident, d'infirmité dans les autres cas. Sont exclues de ce risque les inaptitudes résultant d'accidents du travail.

De même, par convention, on considérera que la prise en charge des soins de santé recus par des invalides ou infirmes est toujours classée au risque maladie.

### 3-12. Risque accidents du travail

Ce risque correspond à des accidents survenus soit à l'occasion du travail, soit dans le trajet domicile-travail, déclarés et reconnus comme tel, ou à des maladies qualifiées de professionnelles par la réglementation de la sécurité sociale.

### 3-13. Risque vieillesse

Ce risque correspond au fait d'avoir dépassé un certain âge dont la limite peut varier selon les avantages considérés ou la population concernée, mais est toujours voisin de l'âge moyen de cessation d'une activité professionnelle.

Par convention on considérera que la prise en charge de soins de santé pour les personnes âgées relève du risque maladie.

### 3-14. Risque survie

C'est le décès d'un conjoint ou d'un parent qui contribuait de son vivant à la formation du revenu de la famille.

Les prestations classées sous ce risque correspondent soit à des droits directs des bénéficiaires (pension de veuves ou orphelins de guerre), soit à des droits dérivés (pension de réversion ou vieillesse, invalidité ou accidents du travail). Elles comprennent aussi les indemnités de décès (capital décès,...).

### 3-15. Risque maternité

On classe dans ce risque l'ensemble des prestations accordées à l'occasion de l'attente d'un enfant, de sa naissance ou de son adoption qu'elles soient accordées à l'enfant, à sa mère ou à sa famille.

Par convention les prestations en nature couvrant des besoins de santé apparus postérieurement à la première sortie de clinique de l'enfant sont classées dans le risque maladie.

### 3-16. Risque famille

Ce risque regroupe en fait deux risques distincts qui pourraient être isolés. Au risque "enfance, adolescence" correspondent toutes les prestations couvrant les besoins résultant de l'élevage des enfants, dans un cadre familial ou non ; les aides relatives à l'éducation en sont exclues.

D'autre part un risque "insuffisance des ressources" regroupe toutes les prestations qui ne visent qu'à fournir un minimum vital à des "ménages", quelle que soit la composition de ces "ménages" et sans prendre en compte des caractéristiques spécifiques du ou des individus composant ce "ménage" (âge, handicap, chômage...).

Par convention les prestations pour soins de santé sont reprises au risque "maladie".

### 3-17. Risque chômage

Le risque chômage regroupe toutes les prestations en espèces versées à des personnes privées d'emploi avant l'âge normal de la retraite, qu'elles cherchent un emploi ou qu'elles aient dû renoncer à en chercher un pour bénéficier d'une prestation (pré-retraite). On classe aussi dans ce risque les indemnités de licenciement et de préavis non effectué, ainsi que les indemnisations du chômage partiel.

### 3-18. Risque inadaptation professionnelle

Ce risque correspond à la perte des prestations de chômage pour les travailleurs privés d'emploi, ne se trouvant temporairement plus disponibles pour en rechercher ou accepter un, en raison d'une action de formation professionnelle de réadaptation. Il correspond aussi aux coûts qu'impliquent la recherche active et l'adaptation à un nouvel emploi. Ce risque est appelé "Placement orientation, mobilité" dans les travaux de l'OSCE.

### 3-19. Risques divers

Le risque "divers" correspond essentiellement à la protection des handicapés sociaux : indigents, délinquants, ex-détenus, alcooliques, drogués..., ainsi que des victimes d'événements politiques (réfugiés politiques, rapatriés, victimes d'émeutes...) ou naturels (tremblement de terre...).

### 3-20. Classement par risque des prestations. Les priorités entre risque.

Le classement dans un risque précis d'une prestation déterminée pose parfois certains problèmes d'interprétation de la nomenclature. La rédaction des définitions des différents postes de la nomenclature résoud de manière conventionnelle les principaux cas d'ambiguïté en établissant un ordre de priorité entre les risques.

- La survie à une priorité absolue par rapport à tous les risques pour le classement des prestations de réversion.
- La maladie est prioritaire par rapport aux risques famille, vieillesse et invalidité, infirmité pour les prestations en nature couvrant des soins de santé.
- Le risque accident du travail est prioritaire par rapport au risque invalidité, infirmité.
- Par contre le risque "suite de la guerre" disparaît de la nomenclature s'effaçant derrière les risques invalidité, survie, vieillesse.

3-21. De plus, une prestation accordée en fonction d'un risque peut être calculée en tenant compte de conditions relevant d'un autre risque. Par exemple, des indemnités journalières ou des allocations de chômage peuvent être majorées pour les chefs de famille nombreuses. Les définitions théoriques retenues permettraient de classer ces majorations au risque famille. Toutefois en pratique pour des raisons de disponibilité d'information, une prestation accordée à un bénéficiaire est classée intégralement dans un seul risque même si elle peut être analysée comme une somme de plusieurs éléments qui, pris individuellement, pourraient relever de plusieurs risques.

### 3. LE TYPE DE PRESTATION

3-22. Les prestations sont une réponse des mécanismes de la protection sociale au déséquilibre introduit par la réalisation d'un risque entre les ressources et les besoins d'un ménage. Ce déséquilibre peut provenir selon les cas :

- d'une perte d'un revenu du travail
- d'une incapacité à se procurer un revenu normal par le travail
- d'une augmentation des besoins normaux
- de l'apparition de besoins exceptionnels

3-23. On pourrait penser que la formule de la prestation correspond à l'origine du déséquilibre : à une perte de revenu, ou à une incapacité à s'en procurer un, correspondrait une prestation en espèces, alors que des prestations en nature viendraient prendre en charge l'augmentation des besoins. Il n'en est évidemment pas ainsi, et les réponses de la protection sociale sont plus complexes. Ainsi, par exemple, bien que le risque famille ne se traduise pas par une diminution du revenu mais par un accroissement des besoins, il y est répondu par des allocations familiales en espèces, venant augmenter le revenu.

A contrario, l'allocation de loyer pour les personnes âgées est un exemple de prestation qui prend en charge un besoin particulier pour répondre à une insuffisance de ressources.

3-24. La nomenclature des types de prestation du compte de la protection sociale cherche à rendre compte des deux aspects, forme de la réponse et origine du déséquilibre, qui, nous l'avons vu, sont théoriquement indépendants l'un de l'autre, elles se croisent donc selon le tableau ci-après.

Conséquence des risques		Réponse de la protection sociale	Prestations en espèces augmentant les ressources	Prestations en nature prenant en charge des besoins
Insuffisance des ressources	Perte d'un revenu		X 11	X
	Incapacité à se procurer un revenu normal		X 12	X
Besoins supplémentaires	Augmentation des besoins normaux		X	X
	Apparition de besoins exceptionnels		X 13	X 2

3-25. Cependant la nomenclature des types de prestations doit pouvoir être alimentée à partir des informations fournies par les organismes gérant la protection sociale. Ceci conduit à simplifier cette grille d'analyse en ne reventilant pas explicitement les prestations en nature selon l'origine du déséquilibre. Les prestations en nature sont subdivisées en fonction du besoin couvert selon la typologie introduite au chapitre 1. Il apparaît donc indirectement que la prise en charge de "service d'action sociale" ou de "soins de santé" répond toujours à l'apparition de besoins exceptionnels, alors que la prise en charge de "logement" et besoins "divers" répond indifféremment à une augmentation des besoins ou à une insuffisance des ressources sans qu'il soit nécessaire de distinguer ces deux cas.

3-26. La nomenclature des types de prestations tient aussi compte au moins partiellement de critères relatifs aux conditions d'attribution de ces prestations : automaticité de la prise en charge, périodicité de la prestation, existence éventuelle de condition de ressources.

3-27. L'automaticité de la prise en charge permet de distinguer les prestations garanties des secours exceptionnels. Une prestation garantie constitue un droit certain pour son bénéficiaire en cas de réalisation du risque, même si certaines conditions, par exemple de revenu, limitent l'extension de ce droit. Par opposition, les "secours exceptionnels" ne constituent jamais un droit certain. Un exemple caractéristique des secours exceptionnels est donné par l'action des organismes privés d'entraide et de bienfaisance.

3-28. La périodicité différencie les prestations occasionnelles qui sont versées à l'occasion d'un événement des prestations périodiques qui sont accordées régulièrement pendant toute la période durant laquelle se maintient un état de fait. Une prestation occasionnelle peut être versée en une fois ou en plusieurs versements.

3-29. Enfin le critère de l'existence d'une condition de ressources pour l'octroi d'une prestation permet d'isoler les mesures prises en faveur des catégories les plus démunies de la population. Les prestations avec condition de ressources sont celles qui ne sont accordées que si le revenu du bénéficiaire est inférieur à un certain seuil correspondant en gros au salaire moyen des ouvriers. C'est ainsi que toutes les prestations dont ne sont exclues que les hauts revenus sont classées en prestations sans condition de ressource de même évidemment que celles qui de fait bénéficient essentiellement à ceux qui jouissent de revenus élevés.

#### Définition des postes de la nomenclature

3-30. Prestations en espèces (1) : tout avantage aux ménages ayant pour objet de maintenir ou d'augmenter leur niveau de revenu sans que les bénéficiaires aient à justifier de dépenses effectives.

3-31. Prestations en nature (2) : tout avantage aux ménages ayant pour objet la prise en charge d'un besoin particulier. Il s'agit, soit d'une prestation accordée sur justification par le bénéficiaire de dépenses effectives, soit de la fourniture directe aux ménages de biens ou de services gratuits ou à prix réduits.

3-32. Ces définitions ne sont pas fondées sur la matérialité du transfert aux ménages : certains versements en espèces aux ménages ayant un caractère de remboursement doivent être classés en "prestation en nature". Elles généralisent les définitions "de fait" utilisées par la branche maladie de la sécurité sociale mais appliquées de manière très hétérogène dans les statistiques publiées par les caisses.

Ces définitions se réfèrent à une distinction conceptuelle couramment utilisées dans l'analyse du revenu des ménages : celle qui différencie un "revenu arbitral" d'un "revenu préaffecté ou subordonné à un acte de dépense.

3-33. Concrètement, lorsqu'une prestation prend la forme d'un versement monétaire (ou d'un avantage fiscal) aux bénéficiaires, il faudra pour la classer se demander si pour la percevoir le bénéficiaire doit préalablement justifier d'une dépense effective. C'est ainsi par exemple qu'une allocation de logement sera considérée comme une prestation en nature au même titre que des remboursements de médicaments puisqu'une des conditions pour en bénéficier est d'apporter la preuve d'une dépense effective pour le logement.

A contrario, une allocation de rentrée scolaire sera considérée comme une indemnité en espèces si elle est inférieur au coût minimum occasionné par une rentrée scolaire, car les familles, pour en bénéficier, n'ont pas à justifier leurs dépenses.

3-34. Prestations de remplacement (11) : prestations en espèces venant compenser au moins partiellement la perte d'un revenu antérieur, résultant de la réalisation d'un risque.

## NOMENCLATURE DES TYPES DE PRESTATIONS

## Code

- AT 1      Prestations en espèces
- AT 11     Prestations de remplacement
  - AT 111    - Temporaires
  - AT 112    - Permanentes
    - AT 1121   . Droits directs
    - AT 1122   . Autres de conjoints
    - AT 1123   . Autres droits dérivés
- AT 12     Prestations de soutien
  - AT 1201   . Sans condition de ressources
  - AT 1202   . Avec conditions de ressources
- AT 13     Prestations de supplément
  - AT 131    - Périodiques
    - AT 1311   . Sans condition de ressources
    - AT 1312   . Avec condition de ressources
  - AT 132    - Occasionnelles
- AT 14     Secours exceptionnels
- AT 2      Prestations en nature
- AT 21     Soins de santé
  - AT 211    - Soins hospitaliers
  - AT 212    - Soins ambulatoires et à domicile
  - AT 213    - Biens médicaux et divers
    - AT 2101   . Sans condition de ressources
    - AT 2102   . Avec condition de ressources
- AT 22     Logement
  - AT 2201   . Sans condition de ressources
  - AT 2202   . Avec condition de ressources
- AT 23     Placement et orientation professionnelle
  - AT 2301   . Sans condition de ressources
  - AT 2302   . Avec condition de ressources
- AT 24     Autres interventions sociales
  - AT 241    - Services d'action sociale
  - AT 242    - Divers
    - AT 2401   . Sans condition de ressources
    - AT 2402   . Avec condition de ressources

Ces prestations sont en général calculées en tenant compte du revenu antérieur de leur bénéficiaire et accordées sans condition de ressources.

Ces prestations sont elles-mêmes ventilées selon que la perte de revenu est temporaire ou permanente.

Les prestations de remplacement permanentes comprennent les retraites, préretraites, pensions d'invalidité et d'accidents du travail. Elles peuvent être reventilées en droits directs et droits dérivés (réversion).

En prestations de remplacement temporaire se trouvent classées les indemnités journalières en maladie, accidents du travail et maternité, le salaire maintenu par les employeurs dans les mêmes circonstances, les allocations de chômage des ASSEDIC, les indemnités de formation professionnelle.

3-35. Prestations de soutien de revenu (12) : prestations en espèces venant pallier une incapacité à se procurer un revenu normal par le travail.

Ces prestations sont en général forfaitaires.

On classe sous ce poste les prestations en espèces aux victimes de guerre, aux handicapés, les allocations aux personnes âgées sans ressources, les indemnités de chômage de l'aide publique.

Ces prestations peuvent être reventilées en deux catégories selon qu'elles sont accordées avec ou sans condition de ressources.

3 -36. Prestations en espèces de supplément (13) : ensemble des avantages accordés aux ménages, avec un droit certain et sans justification de dépenses pour faire face à des besoins supplémentaires résultant de la réalisation d'un risque.(1)

Ces prestations sont subdivisées en sous-catégories, en prenant en compte leur caractère périodique ou occasionnel ainsi que l'existence ou non d'une condition de ressource pour leur attribution.

3-37. Prestations périodiques (131) : prestations en espèces de supplément accordées régulièrement pendant toute la période durant laquelle se maintient un état de fait.

3-38. Les prestations périodiques sans condition de ressources comprennent les allocations familiales y compris l'indemnité compensatrice, les suppléments familiaux de traitement accordés par l'employeur et les avantages du quotient familial.

Les prestations avec condition de ressources comprennent le complément familial, les allocations de rentrée scolaire, de parent isolé...

3-39. Prestations occasionnelles (132) : prestations en espèces de supplément accordées à l'occasion d'un événement.

Sont classées sous ce poste les primes de maternité, le capital décès et les prestations versées aux victimes d'événements politiques et calamités naturelles.

3-40. Les prestations en nature sont subdivisées dans les cinq catégories suivantes :

Soins de santé (21) : prestations couvrant le recours aux techniques médicales : services de santé et biens médicaux (selon une définition identique à celle retenue dans les travaux relatifs aux comptes de la santé).

Ceci recouvre :

- les soins hospitaliers : ensemble des soins et services rendus à des malades hébergés dans des établissements sanitaires (y compris les transports ambulanciers de malades).
- les soins ambulatoires et à domicile : ensemble des soins à des malades non hébergés dans les établissements sanitaires. (y compris les actes de médecine systématique et de dépistage).
- les biens médicaux : produits pharmaceutiques, lunetterie et prothèses ainsi que les produits d'origine humaine (lait, sang...).

3-41. Logement (22) : prestations couvrant la charge pour l'occupant du service de logement. Ces prestations peuvent correspondre à une fraction des coûts de loyer mais aussi d'autres charges locatives.

Ces prestations doivent toujours être attribuées sélectivement à certaines catégories de la population définies par rapport à l'un des risques (ou handicaps socio-économiques) de la protection sociale ; elles n'incluent donc pas les mesures en faveur de la construction, ou de la constitution de patrimoine.

Ces prestations peuvent bénéficier autant à des locataires qu'à des propriétaires occupant leur logement pendant la période d'accession à la propriété, les intérêts sur emprunts contractés pour acquérir un logement pouvant être assimilés, du point de vue de la protection sociale, à des loyers.

Ces prestations peuvent être versées au bénéficiaire directement ou indirectement par le canal d'un organisme loueur ou prêteur.

La condition d'existence d'un risque pour l'attribution de prestations peut intervenir directement ou indirectement : directement si la personne protégée occupe un logement et bénéficie ensuite d'une prestation ou réduction de loyer en raison de sa situation, indirectement si la personne protégée ne peut bénéficier de certaines catégories de logements à loyer réduit qu'en raison de l'existence d'un risque. Elle bénéficie alors indirectement des aides versées aux propriétaires de ces types de logement.

3-42. En France les mesures de protection sociale correspondant à ce type de prestations sont l'allocation de loyer, l'allocation logement et à partir de 1978 l'aide personnalisée au logement.

Le financement des organismes H L M n'est pas inclus dans le compte de la protection sociale dans la mesure où les conditions d'accès et de permanence dans les logements H L M ne correspondent pas obligatoirement aux risques considérés.

Le financement des logements spécialisés pour certaines catégories de personnes défavorisées porte sur des foyers d'hébergement fournissant en plus du logement un minimum de services d'accueil. Il apparaît donc en services d'action sociale.

3-43. Services de placement et orientation professionnelle (23) : prestation couvrant le recours à des services de placement et d'orientation de la main-d'oeuvre à la recherche d'un emploi.

Les coûts de l'Agence Nationale Pour l'Emploi sont classés à ce poste.

3-44. Services d'action sociale (24) : prestations couvrant le recours à des services d'action sociale : accueil avec ou sans hébergement de personnes nécessiteuses, handicapées ou inadaptées, n'ayant pas pour objectif la fourniture de soins.

Ceci recouvre les crèches, hospices, maisons de repos, orphelinats, établissements pour handicapés..., les services de soupe populaire, etc...

(On notera que les frais de séjour dans certains établissements pour handicapés peuvent être pris en charge par la branche maladie de la sécurité sociale).

3-45. Divers (25) : prestations couvrant toutes les autres catégories de besoins particuliers (à l'exception de l'enseignement). On classe sous ce poste les distributions en nature des organismes de bienfaisance (charbon, layette, colis aux personnes âgées...) des avantages tarifaires divers (réduction de tarif aux familles nombreuses sur les transports, exonération de redevance radio et télévision pour les personnes âgées), les primes de déménagement favorisant la mobilité professionnelle géographique.

3-46. La nomenclature des types de prestations est fondée sur une analyse théorique confrontée à l'examen concret des prestations existantes. On a donc renoncé à certaines distinctions théoriquement utiles, mais qui dans la pratique conduiraient à des catégories ne comportant pas de prestations réelles, ou bien à des catégories qui s'interpréteraient de manière différente dans chacun des pays de la communauté européenne en raison de la diversité des législations.

(1) Dans les travaux communautaires les prestations de supplément sont aussi appelées "de compensation de charges". Alors que les prestations de soutien et les secours exceptionnels sont regroupés en "autres prestations en espèces".

L'existence d'une telle nomenclature, utilisée dans les comptes pour des analyses économiques et sociales ne supprime en rien l'intérêt de tenir par ailleurs des statistiques détaillées de toutes les prestations existantes. C'est la seule façon de permettre la prise en compte dans les travaux d'études de critères complémentaires non retenus dans l'élaboration des nomenclatures du compte de la protection sociale.

C'est ainsi par exemple, que l'on pourra distinguer dans les prestations en nature la fourniture directe de biens et services des remboursements à postériori (1) ou en tiers payant ou encore les prestations avec ou sans ticket modérateur.

#### 4. L'EVALUATION DES PRESTATIONS

3-47. Les prestations sociales sont mesurées de façon identique dans le compte de la protection sociale et dans le cadre central des comptes de la nation.

Elles sont évaluées pour les prestations prenant la forme d'un versement monétaire au montant de ce versement net des éventuelles retenues, à priori ou à postériori, qui peuvent être faites sur ces prestations afin de contribuer au financement d'autres mécanismes de protection sociale. C'est ainsi par exemple que les retraites sont évaluées nettes des éventuelles cotisations sociales au risque maladie sur le montant de ces retraites.

3-48. Ces prestations sont enregistrées au moment où elles sont dues, c'est-à-dire à partir du moment où la créance du bénéficiaire est reconnue en comptabilité par l'organisme chargé du versement de la prestation.

Ceci ne correspond pas au moment du fait ouvrant droit à une prise en charge : ainsi, la prestation relative à la prise en charge du coût d'une visite médicale, est due à partir du moment où la demande de remboursement a été contrôlée et enregistrée par la sécurité sociale.

3-49. Les prestations sociales prenant la forme de fourniture directe de biens et services à des ménages sont évaluées au coût d'acquisition de ces biens et services par l'organisme qui les fournit au ménage au jour de leur fourniture et non par référence au coût du marché de produits similaires acquis directement par les ménages. Le coût d'acquisition par l'organisme n'est pas majoré pour tenir compte de ses frais éventuels de stockage et de distribution. Dans le cas de redistribution de "produits de récupération" les frais de collecte sont considérés comme des coûts d'acquisition. Ces prestations doivent être enregistrées au moment de la fourniture des biens et services aux ménages et non au moment de leur acquisition ou de leur paiement par l'organisme.

(1) Distinction demandée dans les travaux de l'OSCE.

3-50. Les prestations en capital sont constituées de transferts en capital en espèces ou en nature aux ménages et de prêts accordés aux ménages.

En pratique, les transferts en capital aux ménages ayant un caractère de prestation de protection sociale sont négligeables. Ils doivent être mesurés selon les mêmes règles d'évaluation et d'enregistrement que les prestations sociales.

Les prestations en capital prenant la forme de prêts accordés aux ménages sont mesurés conventionnellement par la variation des encours de ces prêts : versements au titre des prêts nouveaux moins remboursement des prêts antérieurs. On ne tient compte dans ce calcul ni des intérêts ni des frais de constitution de dossier éventuellement perçus par l'organisme.

Il faut souligner que seuls les prêts consentis dans le cadre d'une disposition générale prévue pour la couverture d'un risque doivent être pris en compte et non les prêts que certains organismes accordent à leurs assurés à titre de placement de leur réserve.

3-51. Les prestations fiscales sont mesurées par la réduction d'impôts dont bénéficie explicitement chaque ménage du fait de sa situation (correspondant à un risque) dans la réglementation fiscale en vigueur. Ce mode d'évaluation exclut toute référence à un système fiscal normal. Les prestations fiscales sont enregistrées au moment où l'impôt sur lequel elles portent devrait être payé.

Cette évaluation doit être faite en supposant que tous les éléments restent par ailleurs inchangés : revenu -autres formes de prestations- consommation.

3-52. Les prestations de services sociaux directs (services non marchands) sont mesurés par les coûts de production des services non marchands tels qu'ils sont repris aux comptes de production et d'exploitation des branches correspondantes du cadre central des comptes nationaux : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, impôts liés à la production (par exemple taxe sur les salaires). Par convention, il n'est pas tenu compte de la consommation de capital fixe dans la mesure des prestations alors que les dépenses d'investissement sont reprises dans le calcul de la dépense nationale en capital de protection sociale.

3-53. Les prestations de services indirectes (biens ou services marchands) sont mesurés par les subventions d'exploitation aux branches marchandes de santé et d'action sociale. Par convention, il n'est pas tenu compte des aides à l'investissement et des prêts dans la mesure des prestations de services sociaux indirects bien que ces éléments soient repris dans le calcul de la dépense nationale en capital de protection sociale.

#### IV LES OPERATIONS

4-01. Les comptes de la protection sociale présentent des comptes complets pour les différents régimes de la protection sociale permettant d'analyser l'ensemble de leurs dépenses et de leurs ressources et faisant apparaître certains soldes caractéristiques des conditions de réalisation de leur équilibre financier.

4-02. Lorsqu'un régime correspond à des institutions, les comptes du régime correspondent au compte de ces institutions tel qu'il est retracé dans le cadre central des comptes nationaux, même si la présentation de ces comptes a été adaptée pour faire ressortir certains aspects particuliers de leur gestion.

4-03. A contrario, lorsqu'un régime est constitué par des gestions réelles ou fictives ne constituant qu'un démembrement d'une unité institutionnelle, le compte de ce régime ne retrace que l'équilibre entre les prestations qu'il verse et les recettes qui lui sont affectées pour financer ces prestations.

4-04. Le compte des régimes est présenté selon un schéma simplifié par rapport à la séquence des comptes de secteur du cadre central de comptabilité nationale et adapté afin de dégager un solde des opérations courantes enregistrées en terme de transaction : identique à l'épargne des comptes nationaux, et un solde de l'ensemble des recettes et paiements (définitifs ou remboursables) enregistrés en base de caisse : le solde à financer identique à celui du schéma complémentaire d'analyse des finances publiques.

## 4-05. Schéma général des comptes des régimes de la protection sociale

	EMPLOIS	RECETTES
Comptes des opérations courantes en termes de transaction	Prestations sociales Prestations de services sociaux Prestations fiscales Frais courants de gestion Autres dépenses courantes <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin: 5px auto;">solde des opérations courantes</div>	Cotisations sociales  Contributions  Autres recettes courantes
Comptes des opérations en capital et prêts nets en termes de transaction	Prestations en capital  Financements des investissements en services sociaux  Frais de gestion en capital  Autres dépenses en capital	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin: 5px auto;">solde des opérations courantes</div> Contributions en capital   Autres recettes en capital
	Ajustement à la base caisse  <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin: 5px auto;">solde à financer</div>	Ajustement à la base caisse
Tableau de financement	Autres prêts nets	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin: 5px auto;">solde à financer</div> Autres emprunts nets

## 1. LES OPERATIONS EN EMPLOI DES COMPTES

4-06. En emploi des comptes des régimes on trouve principalement des opérations ayant un caractère technique telles que les différentes formes de prestations de la protection sociale décrites au chapitre 3. On peut aussi y trouver deux catégories particulières d'opérations courantes : "les transferts entre gestion" et "le solde des opérations avec les DOM-TOM". Dans le compte des opérations en capital et des prêts nets figure aussi le "financement des investissements en services sociaux".

4-07. Les transferts entre gestions sont des opérations qui interviennent entre deux gestions de la protection sociale. Pour l'ensemble des régimes de la protection sociale cette opération est donc équilibrée en ressource et en emploi.

Les transferts entre gestions recouvrent en fait plusieurs catégories de transferts :

- des versements ayant pour l'organisme qui les perçoit le caractère d'une cotisation sociale, mais qui sont versés par une autre gestion, ou prélevés sur les prestations versées par une autre gestion.
- des transferts organisés en fonction d'un système de compensation entre régimes.
- des refinancements par un organisme de prestations versées par d'autres organismes.

4-08. Les transferts entre gestions ayant un caractère de cotisations correspondent par exemple au reversement de cotisations entre régimes vieillesse lorsque les assurés changent de caisse, ou aux paiements effectués par la gestion vieillesse des agents titulaires de l'Etat pour faire bénéficier les retraités de l'assurance maladie. Ils sont traités en transferts même si l'organisme receveur considère qu'il s'agit d'une cotisation personnelle de l'intéressé assise sur un revenu (cf. § 3-47).

Ces transferts entre gestions ayant un caractère de cotisation correspondent aussi à la prise en charge par les régimes d'aide sociale publique des cotisations résultant de l'affiliation à un risque de base de certaines catégories de population (hospitalisés permanents, étudiants, grands invalides, victimes de guerre...).

4-09. Les transferts entre gestions au titre de la compensation correspondent aux différents mécanismes de compensation institués en France à savoir :

- La compensation allocation familiale pour laquelle la caisse nationale d'allocation familiale joue le rôle d'organe de compensation.

- La compensation démographique des régimes vieillesse instaurée par la Loi de Finances pour 1975 et organisée autour du fonds de compensation des organismes de sécurité sociale géré par la Caisse des Dépôts et Consignations.
- La compensation maladie généralisée à l'ensemble des régimes de base de salariés et non-salariés depuis la Loi de Finances 1975.

Ces mécanismes complètent des mesures de compensation antérieurement instituées entre certains régimes de salariés pour lesquelles les caisses du régime général de sécurité sociale jouaient le rôle d'organe de compensation.

Les caractéristiques de ces mécanismes sont les suivants : entre régimes de salariés la compensation tient compte à la fois du déséquilibre démographique et des disparités de capacité contributive alors que la compensation entre régimes de salariés et régimes de non-salariés n'est fondée que sur les seuls déséquilibres démographiques.

4-10. On classe aussi dans les transferts entre gestions au titre de la compensation les transferts entre les différents régimes et le Fonds spécial d'une part, le Fond national de l'habitation sociale d'autre part.

- Le Fonds spécial d'allocation vieillesse institué par la loi du 10 juillet 1952 est dit "Fonds des exclus". Ce fonds, géré par la Caisse des Dépôts et Consignation, est classé parmi les régimes généraux de sécurité sociale. Il est financé par prélèvement d'une partie des recettes de cotisation des régimes vieillesse (calculé au prorata du nombre des retraités de chaque régime) et par un versement du Fonds national de solidarité. Il verse directement une "allocation" sous condition de ressources aux personnes âgées de plus de 65 ans qui ne relèvent d'aucun régime de retraite, et reverse aux différents régimes une participation leur permettant de porter leurs prestations de retraite les plus faibles au niveau de cette "allocation spéciale" qui depuis 1962 est le même que celui de l'allocation des vieux travailleurs salariés.
- Le Fonds national de l'habitation créé par la loi du 3 janvier 1977, est chargé de "l'aide personnalisée au logement". Il est classé dans les régimes d'aide sociale des administrations publiques centrales. Il est financé partiellement par les gestions de prestations familiales.

4-11. Dans les transferts ayant le caractère d'un refinancement de prestations versées par un organisme on trouve en particulier le remboursement par le Fonds national de solidarité des allocations supplémentaires versées par différents régimes de vieillesse ou d'invalidité.

4-12. Dans le cadre central des comptes nationaux les transferts entre gestions apparaissent en fait actuellement tous en "transferts courants entre administrations publiques" (R 65). Ils constituent une fraction des "transferts courants entre sous secteurs des administrations publiques" (R 651) et l'ensemble des "mouvements internes" (R 652) aux administrations de sécurité sociale.

## LES ETAPES DE LA COMPENSATION ENTRE REGIMES DE SECURITE SOCIALE

## 1. La compensation entre régimes de salariés

	Maladie	Accidents du travail	Vieillesse	Prestations familiales
Salariés agricoles	Loi de finances pour 1963 (22 Déc. 62)	Loi du 19 Déc 1977	Loi de finances pour 1963 (22 Déc. 62)	Loi du 19 Déc 1963
Régime Minier	Loi de finances pour 1972 (29 Déc 71)	Loi de finances pour 1964 (19 Déc 63)	Loi du 24 Déc. 1974	Appartenance à un régime commun géré par la CNAF Ordonnance de Sept. 1967
S.N.C.F.	Loi de finances pour 1971 (22 Déc. 70)	Pas de Compensation		
R.A.T.P.	Loi de finances pour 1972 (29 Déc. 71)			
Marins	Loi de finances pour 1972 (29 Déc. 71)			
Militaires de Carrière	Loi du 24 Déc. 1974			
Clercs de Notaire	Loi du 24 Déc. 1974			

## 2. La compensation entre régimes de salariés et de non-salariés

	Maladie	Vieillesse	Prestations familiales
Ensemble des régimes de base obligatoires	Loi n° 74 - 1094 du 24 Décembre 1974		

4-13. Les "transferts entre gestions" sont enregistrés au moment des transferts effectifs de fonds, moment qui peut différer beaucoup de l'exercice au titre duquel ces transferts sont effectués.

En principe les transferts réciproques entre deux organismes sont enregistrés bruts et non pour leur solde. Dans une présentation des comptes par régime, les transferts entre institutions ne sont pas consolidés, par contre les transferts entre gestions appartenant à une même institution sont systématiquement consolidés.

#### 4-14. Solde des opérations avec les DOM-TOM

Cette opération n'a pas d'équivalent dans les comptes communautaires de la protection sociale. Les institutions de la protection sociale ont une partie de leur activité dans les Départements et Territoires d'Outre-Mer. En vertu des règles adoptées pour définir le champ géographique de la protection sociale, les opérations effectuées par les démembrements (caisse locales) de ces institutions dans les DOM-TOM ne sont pas retracés dans les comptes de la protection sociale. Cependant, le solde de ces opérations étant à la charge des institutions doit être repris dans leur compte.

Cette écriture correspond au solde de l'opération "coopération internationale courante" (R 67) entre les régimes et les DOM-TOM dans le cadre central des comptes nationaux.

#### 4-15. Financement des investissements en services sociaux

Cette opération correspond aux investissements (FBCF et achats nets de terrains) que réalisent les gestions dans les branches d'activité non marchande santé, action sociale, placement et orientation professionnelle pour produire des services qu'elles fournissent aux ménages en prestation de services sociaux directs (non marchands).

Elle comprend aussi les investissements directs, les aides à l'investissement et les prêts nets accordés par ces gestions pour la réalisation d'investissements dans les branches marchandes destinées à produire des biens ou services qui seront fournis aux ménages victimes d'un risque, à un prix réduit (tenant compte de la subvention dans le calcul des prix de revient répercutés sur les ménages).

4-16. Les autres opérations concernent soit les activités de gestion de la protection sociale, soit des activités secondaires des institutions. Par activités de gestion de la protection sociale, on entend l'ensemble des actes administratifs concourant à l'attribution et au versement des prestations ; on y inclut le recouvrement des cotisations sociales et les activités de contrôle (y compris le contrôle médical). Par contre l'activité de gestion de la protection sociale n'inclut pas les activités d'administration générale des ministères ayant, au sein de l'Etat, la responsabilité de définir et de contrôler l'exécution de tout ou partie de la politique de protection sociale.

4-17. Les frais de gestion de la protection sociale se répartissent en frais courants de gestion et investissements de gestion. Les frais courants de gestion comportent trois catégories d'opérations : la rémunération des salariés, la consommation intermédiaire et les impôts liés à la production des services de gestion.

4-18. La rémunération des salariés est définie comme dans le cadre central de comptabilité nationale : elle recouvre les salaires et traitements bruts et les cotisations sociales d'employeurs effectives et fictives supportées par les régimes pour leurs salariés affectés à des tâches de gestion.

4-19. Les consommations intermédiaires sont constituées par les achats de biens et services nécessaires au fonctionnement des services de gestion (dans la pratique on peut négliger les variations de stocks). Mais les achats de biens et services destinés à être fournis aux ménages en tant que prestation en nature (ou de salaire en nature) ne sont pas inclus dans la consommation intermédiaire.

La consommation intermédiaire recouvre les remises de gestion faites par un organisme à une autre institution qui exécute pour son compte une partie des actes de gestion nécessaires à l'attribution des prestations. Il en est ainsi pour les remises de gestion aux sociétés mutualistes qui versent à leurs membres les prestations du Régime général pour son compte.

Par contre, la quote-part des cotisations sociales qui revient aux organismes tels que l'ACOSS ou les URSSAF, n'est pas une consommation intermédiaire, mais est traitée en transfert entre gestion.

4-20. Les impôts liés à la production versés par les régimes correspondent en France essentiellement aux taxes assises sur les salaires (du personnel affecté à la gestion).

4-21. Les investissements de gestion correspondent à la formation brute de capital fixe et aux acquisitions de terrains affectés aux activités de gestion (investissements administratifs).

4-22. Les autres dépenses concernent des activités secondaires non liées à la gestion, par exemple celles relatives au service du logement si un régime place ainsi une partie de ses réserves. Elles concernent aussi certaines dépenses non directement liées à la gestion : primes d'assurance-dommages (R 51), impôts divers sur le revenu et le patrimoine (R 61), retenues à la source sur intérêts et dividendes perçus, intérêts versés (R 41), etc...

4-23. Ajustement à la base caisse

L'ensemble des opérations en emplois comme en ressources étant enregistré comme dans le cadre central des comptes nationaux, un ajustement doit être apporté pour calculer un solde de ces opérations en "base caisse". Cet ajustement porte d'une part sur les variations de stocks (elles sont en pratique négligeables),

d'autre part sur les crédits commerciaux et décalages comptables qui enregistrent dans le cadre central des comptes nationaux l'écart entre les paiements effectifs et l'enregistrement effectif des opérations. Celui-ci devrait théoriquement être un enregistrement en transaction. En pratique, pour des raisons de disponibilité d'information, l'enregistrement s'écarte parfois de ce principe. Il en résulte qu'il sera difficile d'analyser le poste "Ajustement à la caisse" en lui-même. C'est un poste d'ajustement permettant de revenir globalement à un mode d'enregistrement uniforme.

## 2. LES OPERATIONS EN RESSOURCES DES COMPTES

4-24. En ressources des comptes sont classées deux catégories d'opérations techniques : les cotisations sociales et les contributions, auxquelles il faut ajouter les transferts entre gestion, déjà examinés, ainsi que d'"autres recettes".

Les cotisations sociales comprennent tous les apports des personnes protégées ou de leurs employeurs à des institutions octroyant des prestations sociales en vue d'acquiescer et de maintenir le droit à ces prestations.

4-25. Ces cotisations peuvent résulter d'obligations légales ou réglementaires, de conventions collectives, d'un accord d'entreprise, du contrat de travail. Elles peuvent même résulter d'un choix individuel volontaire de participer à des mécanismes de protection sociale.

La base ou assiette de calcul des cotisations sociales est souvent le salaire ou le revenu des assujettis, mais ce n'est pas toujours le cas : ce critère n'entre pas en ligne de compte dans la définition des cotisations sociales. Par contre, la définition comporte un élément essentiel : l'apport doit, lorsqu'il est prévu, conditionner le droit à la prestation.

Ceci différencie une cotisation sociale, par exemple, d'un impôt sur le revenu ou d'une taxe sur les salaires affecté au financement de la protection sociale même si le mode de calcul et la finalité sont identiques.

4-26. Il ressort de la définition que l'apport doit être effectué par les personnes protégées ou leurs employeurs. C'est-à-dire que l'on ne considère pas comme une cotisation sociale un apport d'un tiers non-employeur à un régime pour y affilier certaines catégories de bénéficiaires, ou des versements entre organismes de la protection sociale.

Ces restrictions contredisent la pratique comptable de nombreux organismes qui considèrent en recette ces apports comme des cotisations sociales. Mais ce point de vue, justifié pour un organisme, ne le serait pas pour une analyse d'ensemble de la protection sociale car il conduirait à des doubles comptes tant dans la mesure des cotisations sociales que dans celle des prestations.

4-27. Les cotisations sociales sont ventilées en cotisations à la charge des personnes protégées et cotisations à la charge des employeurs. Ces dernières sont elles-mêmes subdivisées en cotisation effectives et cotisations fictives.

#### 4-28. Cotisations sociales des personnes protégées

Les cotisations des personnes protégées sont des cotisations effectives. Elles sont constituées par des versements qui peuvent être effectués directement par les ménages ou par leur employeur qui les retient sur le salaire payé effectivement.

Par contre, les versements effectués au nom de personnes protégées par d'autres organismes de protection sociale ne sont pas classés en cotisations sociales des personnes protégées mais en transferts entre gestions, même si ces versements sont retenus sur la retraite ou d'autres prestations.

Les cotisations sociales des personnes protégées sont subdivisées en trois catégories : cotisations des salariés, cotisations obligatoires des non-salariés et cotisations volontaires des non-salariés.

On notera que les cotisations sociales des salariés peuvent être obligatoires ou volontaires. Ces dernières apparaissent, en France, en ressources des régimes des sociétés mutualistes. Par ailleurs, les cotisations volontaires des non-salariés apparaissent en ressources de gestions qui ne sont pas nécessairement spécialisées dans l'assurance volontaire.

#### 4-29. Cotisations sociales effectives d'employeurs

Elles comprennent tous les versements que les employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à des prestations pour leurs salariés en activité et leurs ayants-droit.

Les versements que l'Etat ou d'autres administrations peuvent effectuer au titre de leurs anciens agents en retraite, ne sont pas comptabilisés en cotisations effectives d'employeurs.

Le droit ouvert peut n'entraîner le versement de prestations que dans une période ultérieure, où leurs bénéficiaires auront cessé d'être salariés de l'entreprise (retraite, chômage...).

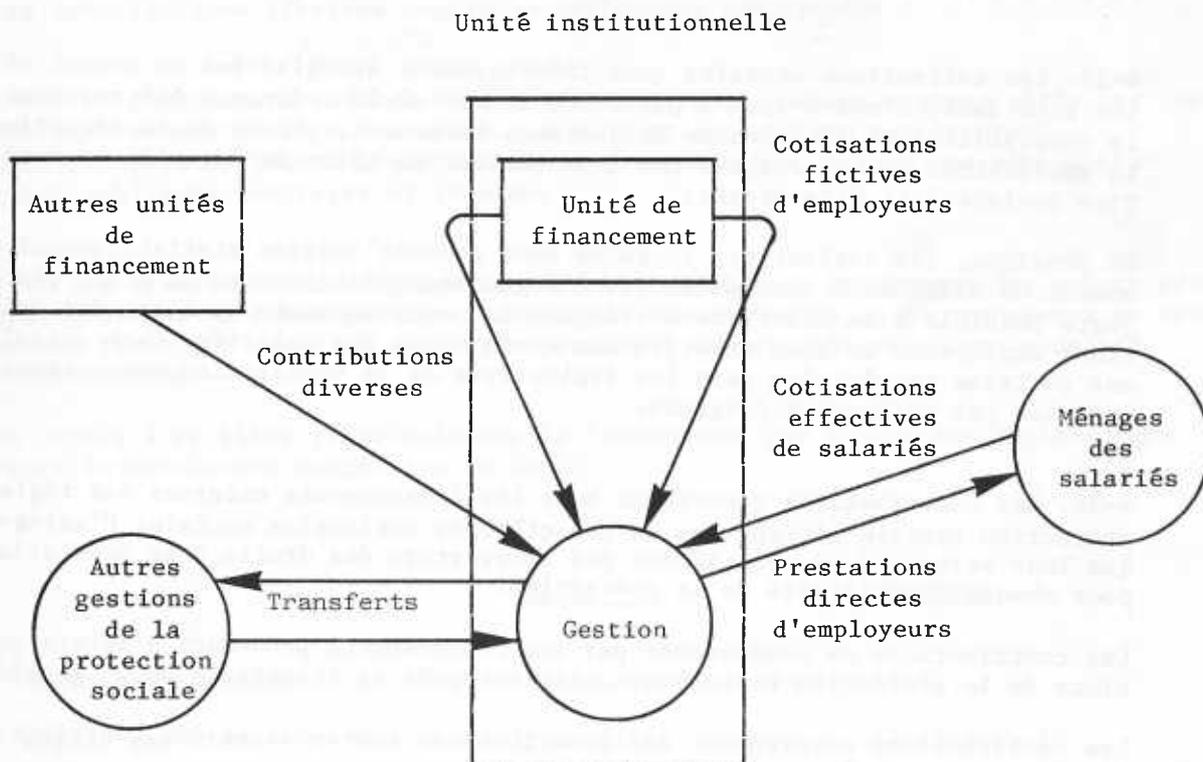
#### 4-30. Cotisations sociales fictives d'employeurs

Elles représentent l'apport normal des employeurs aux régimes de prestations directes d'employeur.

Les régimes de prestations directes d'employeur sont les mécanismes de protection sociale dont l'institution n'a pas entraîné le recours à un organisme spécialisé pour en assurer la gestion, celle-ci étant prise en charge directement par l'employeur. Ces régimes peuvent recevoir par ailleurs d'autres financements : cotisations effectives des salariés, transferts en provenance d'autres gestions, contributions diverses.

Ces régimes versent essentiellement des prestations sociales aux salariés (ancien salariés et ayants-droit) de l'employeur ; ils peuvent avoir aussi d'autres charges techniques telles que des transferts entre gestions ou constitution de réserves (cas de systèmes de retraite non autonomes fonctionnant par capitalisation où les salariés auraient un droit certain).

4-31. Le schéma suivant permet d'éclairer la nature et le mode de calcul des cotisations sociales fictives. Il montre comment au sein d'une unité institutionnelle, on distingue une gestion et une unité de financement.



4-32. Les cotisations sociales fictives d'employeurs constituent l'apport normal des employeurs. C'est-à-dire que dans les cas particuliers de régimes de prestations directes d'employeurs couvrant le risque vieillesse, si par la suite d'événements politiques ou de transformations économiques, la proportion entre les effectifs de salariés et de retraités se modifiait sensiblement et devenait anormale, on devrait tenir compte de ce biais démographique dans le calcul des cotisations sociales fictives : on les calculerait par exemple à partir d'un pourcentage réaliste des traitements versés aux agents en activité. Le financement complémentaire de la gestion serait alors classé en contribution diverse en provenance de l'unité qui les supporte, l'employeur lui-même ou l'Etat. Ce mode de calcul n'a en pratique pas été utilisé dans les séries actuelles.

4-33. On rappellera par ailleurs que l'on considère qu'il n'y a un régime de prestations directes d'employeur, dans le cas de versement direct de prestations par un employeur à ses salariés, que si ce versement n'est pas exécuté pour le compte d'un autre organisme qui rembourserait à l'employeur cette avance.

4-34. Les cotisations sociales effectives des ménages et des employeurs sont évaluées en tenant compte des majorations pour retard. Elles incluent aussi les versements effectués par les ménages au titre de rachats de cotisations.

Dans le cas d'un versement à des entreprises d'assurances (sociétés mutualistes) et pour respecter la cohérence avec le cadre central des comptes nationaux, les cotisations sont évaluées nettes d'un montant correspondant au prix de l'achat du service d'assurance qu'elles fournissent aux ménages. Ce montant est repris en contributions diverses des ménages.

4-35. Les cotisations sociales sont théoriquement enregistrées au moment où elles sont dues, c'est-à-dire à partir du moment où la créance a été reconnue dans la comptabilité de l'organisme collecteur. Ce moment, proche de la réception de la déclaration, ne correspond pas à la période au titre de laquelle la cotisation sociale doit être versée.

En pratique, les cotisations sociales sont souvent saisies statistiquement au moment où elles sont encaissées par l'organisme collecteur et il n'est pas toujours possible à ce stade, de distinguer les encaissements au titre des cotisations employeurs de ceux relatifs aux cotisations des salariés. Ceci entraîne une certaine imprécision dans les évaluations et la ventilation des cotisations sociales par catégories d'agents.

4-36. Les contributions recouvrent tous les financements externes des régimes de protection sociale n'ayant pas un caractère de cotisation sociale. C'est-à-dire que leur versement ne conditionne pas l'ouverture des droits à la prestation pour chaque bénéficiaire de la protection.

Les contributions ne comprennent pas les financements provenant d'autres gestions de la protection sociale qui sont retracés en transferts entre gestions.

Les contributions comprennent des contributions courantes et des contributions diverses en capital.

4-37. Les contributions courantes peuvent s'analyser en trois catégories : les contributions fiscales, les contributions diverses ordinaires et les contributions diverses exceptionnelles.

4-38. Les contributions fiscales sont constituées des impôts et taxes affectés à des régimes de protection sociale, des transferts de recettes fiscales à leur profit de la part de l'Etat et de la contrepartie des prestations fiscales.

- Les taxes affectées sont actuellement en France classables dans la catégorie "impôts liés à la production et à l'importation" (R 20) de la nomenclature des impôts du cadre central de comptabilité nationale.
- Les transferts de recettes fiscales représentent les prélèvements que l'Etat effectue sur ses recettes, régulièrement et automatiquement pour couvrir des charges déterminées qu'il a imposées aux régimes de sécurité sociale.

4-39. Les contributions diverses courantes exceptionnelles sont constituées par les subventions d'équilibre à caractère exceptionnel que les administrations publiques accordent à un régime de sécurité sociale pour couvrir un déséquilibre financier temporaire.

4-40. Les contributions diverses courantes ordinaires comprennent les différents apports courants n'ayant pas le caractère de cotisations sociales, par lesquels les différents secteurs de l'économie nationale financent les régimes de protection sociale de manière régulière et normale.

Ces contributions diverses courantes ordinaires comprennent :

4-41. Le financement par les administrations publiques des régimes gérés par les administrations et l'on considère que ce sont ces régimes qui assurent l'attribution de toutes les prestations de protection sociale des administrations publiques centrales et locales.

4-42 Les transferts aux régimes de sécurité sociale en provenance des autres administrations (n'ayant pas le caractère de taxe affectée ou de transferts de recettes fiscales) ayant un caractère permanent et calculés selon une modalité prédéterminée.

On trouve à ce titre principalement le financement par l'Etat des régimes suivants (nomenclature budgétaire de 1982) :

	<u>Ministère</u>	<u>Chapitre</u>
Régimes agricoles	Agriculture	46.61
Régime des Mines	Travail	47.23 art. 10
S.N.C.F.	Transports	47.41
Chemins de fer secondaires	Travail	47.23 art. 20
Etablissement national des invalides de la marine	Marine marchande	47.37
Caisse de retraite des ouvriers de l'Etat	Charge communes	32.92
Régimes de retraite des industriels, commerçants et artisans	Charges communes	46.90 art. 10

4-43. Des versements effectués par des employeurs à des régimes concernant plus directement leurs salariés, par exemple à des sociétés mutualistes d'entreprises ou de fonctionnaires, ou aux comités d'entreprise (à concurrence du montant des prestations versées par ces derniers). On retrouverait aussi théoriquement à ce titre les apports complémentaires par rapport à des cotisations sociales fictives normales dans le cas de régime de prestations directes couvrant le risque vieillesse pour une population en régression lorsqu'ils sont supportés par l'employeur (cf. 4.32).

4-44. Des versements des ménages comportant :

- des dons aux organismes de bienfaisance ;
- l'achat par les ménages de services d'assurance auprès des sociétés mutualistes (cf. 4.34.) ;
- les versements résultant du recours contre les ménages (ou leurs assureurs) de la sécurité sociale ou de l'aide sociale.

En effet, la sécurité sociale, après avoir pris en charge des coûts résultant d'un accident peut se retourner contre le responsable de cet accident (ou son assureur) pour obtenir un remboursement de ces prestations. On aurait pu envisager de considérer le produit de ces recours comme s'imputant en net sur les prestations. En raison du décalage temporel important entre la prestation et le recouvrement, il a paru préférable de traiter le produit de ces recours comme une des modalités de financement de la protection sociale.

Les recours de l'aide sociale concernent principalement des recours sur les descendants ou les héritiers d'une personne ayant bénéficié de l'aide aux personnes âgées.

Il est donc normal d'enregistrer la prestation brute, puisque le recouvrement ne s'effectue pas sur le même ménage.

Par contre, les recours de l'aide sociale sur la sécurité sociale sont déduits du montant des prestations accordées par l'aide sociale afin de ne pas créer un double compte dans la mesure des prestations (puisque le montant de ces recours figure dans les prestations versées par la sécurité sociale).

4-45. Les contributions diverses en capital comprennent tous les financements externes des régimes de sécurité sociale en capital ou sous forme de prêts.

Ils comprennent notamment la contrepartie des prestations en capital et du financement des investissements en services sociaux accordés par les régimes d'aide sociale des administrations publiques. Ils comprennent aussi les transferts en capital et la variation d'encours des "prêts et avances" accordés par les administrations publiques aux régimes du secteur de sécurité sociale et en particulier les admissions en surséance.

4-46. Les "autres recettes" qui peuvent se ventiler en opérations courantes et opérations en capital et prêts nets correspondent à des recettes accessoires non directement liées aux activités de gestion de la protection sociale ou résultant des activités annexes des régimes.

4-47. Les autres recettes courantes recouvrent

- le produit de la vente de biens et services correspondant à des activités secondaires, à des ventes résiduelles, ou à des paiements partiels ;
- les revenus de la propriété : intérêts, dividendes, revenus de la terre ;
- les indemnités d'assurance-dommage reçues.

### 3. LES SOLDES DES COMPTES

4-48. Par construction, les comptes des régimes de prestations directes d'employeurs et des régimes gérés directement par les administrations publiques centrales et locales et par les administrations privées sont toujours équilibrés. Tous leurs soldes sont donc nuls. Ceci, dans la mesure où, comme c'est le cas en France, ces régimes n'ont pas donné lieu à la création de fonds de réserve sur lesquels les assurés ont des droits certains.

Ce n'est que pour les régimes dont la gestion a entraîné le recours à des institutions spécialisées (sécurité sociale et sociétés mutualistes) que l'analyse des soldes des comptes présente un intérêt.

4-49. Les comptes de la protection sociale, comme les comptes nationaux, retracent des comptes du passé même s'ils servent aussi de base pour établir des prévisions.

Or les comptes du passé présentent toujours un équilibre. Il est utile de chercher à montrer dans les comptes de la protection sociale, comment cet équilibre est obtenu. C'est pour cette raison que l'on a isolé dans les comptes des régimes les contributions exceptionnelles et établi un solde en basse caisse.

4-50. Le déséquilibre financier d'un régime peut en effet être corrigé par toute une série de dispositions.

Les unes sont structurelles. Elles consistent par exemple, à modifier le montant des prestations, à augmenter le taux des cotisations, ou à créer de nouvelles sources de financement permanent.

Les autres sont conjoncturelles. Elles peuvent consister à accélérer le recouvrement des arriérés de cotisations sociales ou à retarder le paiement des prestations. L'effet de ces dispositions apparaît dans les comptes dans le poste d'ajustement à la basse caisse.

D'autres dispositions conjoncturelles peuvent être décidées : octroi d'une subvention exceptionnelle, création d'une nouvelle source de financement provisoire, octroi par les administrations publiques de prêts. L'effet de ces dispositions est retracé dans les comptes en contributions diverses exceptionnelles, courantes ou en capital.

Les modalités de la couverture du solde à financer par le recours au marché monétaire et financier est retracé dans le tableau de financement.

### 4. LA DEPENSE DE PROTECTION SOCIALE PAR SECTEUR DE FINANCEMENT

4-51. L'agrégat "dépense de protection sociale" représente le coût pour la collectivité de la protection sociale et correspond donc également à l'ensemble des ressources des régimes au titre de la protection sociale. Il est constitué par la somme des cotisations sociales et des contributions.

4-52 L'agrégat "dépense de protection sociale" et les différentes opérations qui en sont les éléments, sont ventilés par secteur de financement dans la nomenclature définie au § 1.17 :

- administrations publiques centrales
- administrations publiques locales
- administrations de sécurité sociale
- entreprises
- ménages

4-53. Les cotisations sociales d'employeurs sont imputées au secteur dont dépend l'employeur. En effet, dans les comptes de la protection sociale, contrairement au cadre central des comptes nationaux, on ne fait pas transiter les cotisations d'employeurs par le compte des ménages. Il en résulte qu'il n'y a pas de cotisations d'employeurs versées par le reste du monde, car même si elles concernent des salariés non-résidents, les cotisations sont versées par des employeurs résidents.

4-54. L'ensemble des cotisations des ménages est imputé au secteur "ménages" même si une fraction est versée par des ménages non-résidents. Cette différence par rapport au cadre central des comptes nationaux résulte de contraintes d'évaluation. On ne dispose en effet, d'aucun élément permettant d'estimer par régime la part des cotisations des ménages versée par des non-résidents, mais cette part est minime.

4-55. On notera que les régimes de protection sociale, en tant qu'employeurs de personnel figurent dans les secteurs de financement : les régimes du secteur sécurité sociale en Administrations de sécurité sociale, les régimes des sociétés mutualistes en entreprises. Il en résulte qu'une partie de la dépense de protection sociale est financée par les régimes de protection sociale eux-mêmes en frais de gestion. Cet "auto-financement" de la protection sociale correspond non seulement aux cotisations sociales d'employeurs (effectives et fictives) mais aussi aux cotisations des salariés des régimes

4-56. En ce qui concerne les contributions fiscales, les taxes affectées sont imputées au secteur qui les paye (c'est-à-dire au secteur entreprises actuellement).

Les transferts de recettes fiscales apparaissent en charge des administrations publiques centrales. Par contre on analyse les prestations fiscales comme des mécanismes de redistribution n'affectant pas le montant global des recettes fiscales des administrations. La contrepartie des prestations fiscales est donc imputée aux différents secteurs qui payent l'impôt sur lequel porte l'"avantage fiscal".

4-57. La ventilation par secteur de financement des contributions diverses ne pose pas de problèmes théoriques particuliers. On notera toutefois que le produit des recours des régimes contre les responsables d'un accident sont imputés au secteur ménage même si l'assureur du responsable de l'accident se substitue souvent à lui.

4-58. On peut aussi vouloir ventiler l'agrégat "dépense de protection sociale" par régimes. Dans ce cas la dépense de protection sociale pour un régime est égale à la somme des cotisations sociales et contributions qu'il perçoit majoré des transferts entre gestions reçus nets des transferts entre gestions versés.





## SOURCES ET METHODES D'EVALUATION

## SOMMAIRE

---ooOoo---

<b>I. LES SOURCES ET LEUR TRAITEMENT</b>	<b>177</b>
1. Cadre central et compte de la protection sociale	177
2. Les sources	177
3. Consolidations, imputations, mise en cohérence	178
<b>II. LES COMPTES D'EMPLOIS ET DE RESSOURCES DES REGIMES</b>	<b>180</b>
1. La sécurité sociale	180
2. Les sociétés mutualistes	186
3. Les régimes de prestations directes	190
4. Les régimes gérés par les administrations publiques centrales	191
5. L'aide sociale des administrations publiques locales	193
6. Les administrations privées	194
<b>III. L'ANALYSE DES PRESTATIONS</b>	<b>195</b>
1. Prestations versées aux ménages résidents	195
2. Les prestations de la sécurité sociale	195
3. Les prestations des mutuelles	200
4. Les régimes statutaires de prestations directes	200
5. Les régimes complémentaires de prestations directes	201
6. Les prestations sociales des administrations	201
7. Les prestations de services sociaux	201
<b>IV. L'ANALYSE DES FINANCEMENTS</b>	<b>208</b>
1. Répartition des cotisations d'employeurs	208
2. Les contributions	208
3. Les transferts entre gestions	209
4. La dépense de protection sociale	210

## I - LES SOURCES ET LEUR TRAITEMENT

### 1. Cadre central et compte de la protection sociale

Le compte de la protection sociale décrit de façon détaillée les flux financiers intéressant la protection sociale, les institutions qui la gèrent et les avantages qu'elle procure. Presque toutes les données de ces comptes sont issues du cadre central de la comptabilité nationale où elles sont dispersées et parfois peu accessibles.

Le Rapport sur les comptes de la Nation contient un certain nombre de données sur la protection sociale. Du point de vue des institutions gestionnaires, on y trouve des comptes complets des organismes de sécurité sociale (classés dans le secteur des administrations publiques) et des sociétés mutualistes (classées dans le secteur des assurances). On y trouve également des tableaux des prestations sociales ventilées selon le régime de gestion, selon le risque couvert, selon le type de prestations et des tableaux des cotisations ventilées selon le secteur qui les verse (entreprises, ménages, administrations).

Le compte satellite de la protection sociale fournit de nombreuses autres données tirées de documents de travail détaillés. Ainsi sont élaborés des comptes d'autres unités (1) gestionnaires de flux de protection sociale (notamment les administrations publiques), des tableaux très détaillés des prestations sociales, des données sur d'autres types de prestations (prestations de services sociaux et prestations fiscales), enfin une analyse fine des financements (cotisations, contributions, transferts).

Cependant, le compte de la protection sociale ne décrit que les opérations courantes ; il ne couvre ni les flux en capital (investissements, amortissements), ni les opérations financières. Les soldes qui se dégagent de ces comptes sont donc différents des soldes des comptes d'exploitation des organismes.

### 2. Les sources

Les données des comptes nationaux sont élaborées à partir de sources diverses selon les régimes.

. Pour la sécurité sociale la source essentielle est constituée par la comptabilité de gestion des caisses : bilan, compte d'exploitation générale, compte de pertes et profits, établis en principe selon un plan comptable commun. Les tableaux statistiques produits par les caisses apportent des indications complémentaires et permettent des ventilations plus détaillées.

(1) La liste des gestions de protection sociale classées par régimes figure en annexe.

Certaines caisses de régimes statutaires (RATP, EDF, GDF, Crédit Foncier) ne fournissent que des tableaux de recettes et de dépenses car ces régimes sociaux sont gérés dans le cadre des entreprises auxquelles ils sont rattachés et n'ont pas de bilan autonome.

Pour les régimes complémentaires d'assurances vieillesse ainsi que certains petits régimes (Théâtres nationaux, Assemblée Nationale, Sénat, Imprimerie Nationale), on ne dispose que des données statistiques collectées à l'occasion de l'établissement de "L'effort Social de la Nation".

- . Pour les mutuelles, les comptes sont établis à partir de l'enquête menée chaque année auprès de ces organismes par la Direction de la Sécurité Sociale. La série comporte un ajustement car l'enquête était trop tardive dans le passé pour que ses résultats puissent être utilisés dans les comptes.

- . Les comptes des régimes statutaires de prestations directes d'employeurs reposent sur la comptabilité publique, budget de l'Etat et comptes des collectivités locales. C'est en principe la nomenclature par codes économiques qui est utilisée mais il est parfois nécessaire d'examiner la nomenclature budgétaire.

- . Les données concernant les régimes complémentaires de prestations directes d'employeurs sont évaluées à partir de l'enquête de l'INSEE sur le coût de la main-d'oeuvre. Cette enquête étant triennale, des estimations sont faites pour les années intermédiaires.

- . Les comptes des régimes gérés par les administrations publiques centrales et locales reposent sur la comptabilité de l'Etat, des départements et des communes, complétée par une enquête pour les communes de moins de 10 000 habitants dont la comptabilité est trop agrégée.

- . En ce qui concerne les administrations privées, on ne dispose d'aucune source régulière.

### 3. Consolidations, imputations, mise en cohérence

Lorsque de nombreuses caisses interviennent dans la gestion d'un même organisme, comme c'est le cas pour les caisses de sécurité sociale les plus importantes (caisses primaires, caisses régionales, caisse nationale), des flux apparaissent en double dans les comptes. Les caisses nationales fournissent des comptes consolidés mais il arrive que des doubles-comptes subsistent ; ils doivent être éliminés.

En ce qui concerne l'imputation de certaines opérations figurant dans les comptes financiers des caisses de sécurité sociale, le traitement en comptabilité nationale respecte les règles suivantes :

. La définition du territoire économique exclut les départements d'outre-mer. Les opérations faites par les caisses de ces départements ne sont donc pas reprises dans les comptes. Cependant, si des caisses de métropole versent des prestations à des personnes résidant outre-mer, ces montants figurent au poste "Prestations à des non-résidents". Si ces caisses financent le déficit de caisses d'outre-mer, les sommes correspondantes figurent au poste "Coopération Internationale". Par ailleurs, toutes les opérations relatives à l'Alsace et à la Moselle sont réintroduites dans les comptes du régime général alors qu'elles ne figurent pas dans les comptes financiers des organismes.

. La définition des différents régimes de sécurité sociale repose sur le critère de la gestion. C'est pourquoi les opérations retracées dans les comptes de la CNAM ou de la CNAF et qui concernent des salariés agricoles, des salariés des mines ou de la RATP etc, sont reclassées dans les régimes spéciaux ou statutaires. Comme dans le cas des départements d'outre-mer, les compensations au profit de ces régimes figurent bien dans les comptes en transferts.

. La règle de la "transparence" veut que les opérations effectuées pour le compte d'un autre organisme ne soient pas reprises. Ainsi les prestations logement du FNAL versées par la CNAF ou par la MSA sont reprises dans le compte du FNAL et non dans ceux des organismes payeurs.

La mise en cohérence des sources exige certaines conventions. Les documents comptables et les tableaux statistiques donnent parfois des indications incompatibles. En principe, c'est le document comptable qui est utilisé, les données statistiques intervenant comme complément pour des ventilations plus fines.

Des incompatibilités plus graves existent entre les comptabilités des divers organismes et entre celles-ci et les comptes des administrations. Les transferts financiers apparaissent souvent pour des montants différents dans le compte du bénéficiaire et dans celui du prestataire. La nécessaire cohérence d'ensemble des comptes nationaux impose une hiérarchie des sources en cas de conflit : ce sont les secteurs les plus liés à d'autres secteurs qui l'emportent. Ainsi le budget de l'Etat, qui est en relation avec tous les secteurs de l'économie l'emporte sur toutes les autres sources. Pour les transferts entre caisses de sécurité sociale, les chiffres du régime général l'emportent sur ceux des autres régimes. Bien entendu, ces conventions ne sont appliquées que lorsque l'incompatibilité n'a pas pu être résolue de façon plus satisfaisante.

## II - LES COMPTES D'EMPLOIS ET DE RESSOURCES DES REGIMES

La structure de ces comptes est très différente selon les régimes. Les tableaux simplifiés qui figurent page suivante donnent une vue synthétique des particularités de chaque type de régime. Les organismes de sécurité sociale et les mutuelles sont les seuls régimes qui puissent être complètement décrits avec pour emplois des prestations sociales, des frais de gestion et des transferts, et pour ressource principale des cotisations complétées par des contributions publiques et des transferts, le solde constituant l'épargne.

Les autres régimes sont dits "fictifs". Les organismes qui les gèrent, entreprises ou administrations, n'ont pas pour fonction principale d'assurer une protection sociale ; c'est pourquoi il n'est pas possible d'isoler des frais de gestion de protection sociale dans leurs dépenses. Leurs seuls emplois sont des prestations ou des transferts, qui ont pour contrepartie en ressources des cotisations fictives essentiellement pour les régimes de prestations directes d'employeurs, des contributions publiques pour les régimes gérés par les administrations. Ces comptes sont équilibrés par construction et ne comportent donc pas d'épargne.

### 1. Les comptes des régimes de sécurité sociale

Les institutions classées en sécurité sociale dans les comptes nationaux sont celles qui figurent dans la liste des gestions donnée en annexe.

On trouvera ci-après le détail du passage entre comptes du cadre central et comptes de la protection sociale d'une part, comptes de gestion des caisses et comptes nationaux d'autre part. Un bref commentaire sur chacun des postes est cependant nécessaire.

#### En emplois

- . Les prestations sociales consistent en remboursements, prises en charge ou éventuellement fourniture directe de biens ou services. Pour plus de précisions on se reportera à la liste des prestations ventilées par risques et par types qui figure dans la partie suivante de cette note. Ce poste comprend l'ensemble des versements y compris ceux effectués hors métropole, à l'étranger ou dans les DOM et TOM. En revanche, il ne comprend pas les versements effectués par les caisses des régimes français pour le compte de régimes étrangers et que ceux-ci remboursent ultérieurement.

- . Les prestations de services sociaux, qui sont les services gratuits ou quasi gratuits n'interviennent ici que sous forme indirecte. Il s'agit de subventions des caisses à des services marchands (non gratuits) de santé ou d'action sociale. Ces subventions contribuent à un abaissement des prix de ces services et sont donc considérées comme des prestations.

STRUCTURE DES COMPTES DES DIFFERENTS TYPES DE REGIMES

Compte des régimes de protection sociale Emplois 1977 - en milliards de francs	AR10 Sécurité Sociale	AR20 Sociétés Mutualistes	AR30 Pres.Direct d'employ.	AR40 Adm.Publ. Centrales	AR50 Adm.Publ. Locales	AR60 Adminis. Privées	AR00 Tous Régimes
Prestations courantes							
Prestations sociales	318,0	5,4	54,6	23,4	16,7	1,2	419,4
Prestations de services sociaux	0,5			2,2	5,9		8,7
Prestations fiscales				14,5			14,5
Frais courants de gestion	18,7	1,4					20,1
Autres dépenses courantes	2,9	0,2					3,1
Solde des opérations avec les DOM-TOM	0,2						0,2
Transferts versés	20,1		2,5	3,2	1,3		27,1
Epargne	15,4	1,8					17,2
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>375,9</b>	<b>8,8</b>	<b>57,1</b>	<b>43,2</b>	<b>24,0</b>	<b>1,2</b>	<b>510,3</b>

Compte des régimes de protection sociale Ressources 1977 - en milliards de Francs	AR10 Sécurité Sociale	AR20 Sociétés Mutualistes	AR30 Pres.Direct d'employ.	AR40 Adm.Publ. Centrales	AR50 Adm.Publ. Locales	AR60 Adminis. Privées	AR00 Tous Régimes
Cotisations sociales des employeurs							
Cotisations effectives	218,9		1,1				220,0
Cotisations fictives			51,4				51,4
Cotisations sociales des personnes protégées	87,4	6,7	4,7				98,7
Contributions							
Contributions fiscales	5,5			14,5			20,0
Autres contributions							
. des entreprises		0,3				0,7	1,1
. des administrations publiques centrales	27,8	0,2		28,7	10,6		67,3
. des administrations publiques locales					10,5		10,5
. des ménages	2,7	0,6			3,0	0,5	6,9
Autres recettes courantes	6,5	1,0					7,3
Transferts reçus	27,1						27,1
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>375,9</b>	<b>8,8</b>	<b>57,1</b>	<b>43,2</b>	<b>24,0</b>	<b>1,2</b>	<b>510,3</b>

. Les frais de gestion ne comprennent que les salaires et charges sociales, les achats de biens et services courants et les impôts sur la production ou les salaires.

. Le poste "Autres dépenses courantes" regroupe un certain nombre de dépenses qui ne sont pas considérées comme liées à la gestion courante de la protection sociale. Il s'agit d'intérêts, de primes d'assurances d'impôts sur le revenu et de dépenses diverses (subventions aux comités d'entreprises, créances non recouvrées...) classées en transferts dans le cadre central.

. Le "solde des opérations avec les DOM-TOM" est la différence entre recettes et dépenses de coopération internationale. Ce poste retrace le financement des déficits éventuels des caisses de sécurité sociale des DOM-TOM.

. Des transferts entre gestions apparaissent à la fois en emplois et en ressources. Le contenu de ce poste sera explicité ci-dessous.

. L'épargne est le solde des ressources et des emplois et correspond très exactement à "l'épargne brute", solde du compte d'utilisation du revenu dans le cadre central.

#### En ressources

. Les cotisations sociales apparaissent dans un poste unique des comptes financiers des caisses. Le partage entre cotisations d'employeurs et cotisations de salariés est estimé en utilisant les taux (part patronale, part ouvrière).

Certains flux ayant un caractère de cotisation sont classés en transferts ; il s'agit de versements provenant de l'administration ou d'autres caisses : financement par les collectivités locales de l'assurance des handicapés et hospitalisés de longue durée, paiement par la CNAF et la MSA des cotisations d'assurance vieillesse des mères de famille.

. Les contributions regroupent tous les financements spécifiques de la protection sociale autres que les cotisations sociales et les transferts.

Dans les contributions fiscales, on distingue les taxes affectées qui de façon permanente apportent un complément de financement à certains régimes (contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés, taxe additionnelle sur les primes d'assurance automobile, taxe additionnelle sur la vignette pharmaceutique) et les transferts de recettes fiscales où ne figure que l'aide apportée par le budget de l'Etat aux caisses nationales lors de l'extension du système de la compensation (cette aide n'a existé que de 1974 à 1978).

Les contributions des administrations publiques sont les subventions publiques qui permettent de combler le déficit structurel de certains régimes (régimes agricoles, mines, SNCF...) ou bien des déficits exceptionnels.

Tableaux de correspondance entre  
comptes nationaux et comptes de gestion

SECURITE SOCIALE

EMPLOIS

<u>Comptes de la protection sociale</u>	Cadre central des comptes nationaux
Prestations	
- Prestations de services sociaux	R 30 Subventions d'exploitation sans objet pour la sécurité sociale
- Prestations fiscales	
- Prestations sociales	R 64 Prestations sociales
Frais de gestion	
- Rémunération des salariés	R 10 Rémunération des salariés
- Consommation intermédiaire	P 20 Consommation intermédiaire
- Impôts liés à la production	R 22 Impôts liés à la production
Autres dépenses courantes	
	R 40 Intérêts, revenus de la terre..
	R 51 Primes nettes d'assurances dommages
	R 61 Impôts sur revenu et patrimoine
	R 66 Transferts aux administrations privées
	R 69 Transferts courants divers
	R651 Transferts entre sous secteurs des administrations publiques
Solde des opérations avec les DOM	R 67 Coopération internationale
Transferts entre gestions	R652 Mouvements internes aux sous-secteurs des administrations publiques
Epargne	N 4 Epargne brute

<u>Comptes nationaux</u>	<u>Comptes de gestion des caisses</u>
R 30	6560 Subventions de fonctionnement
R 64	6187 Secours au personnel de droit public
	651 à 655 Prestations maladie...
	6570 Dépenses techniques de contrôle médical
	65714 Analyses et examens médicaux
	6590,91,92,93,99 Autres charges techniques (prestations hors métropole)
	-761 Remboursements de prestations
R 10	61 Frais de personnel, sauf 618 (autres charges sociales) classé en R 66 et R 69 Transferts
	667 Frais de fonctionnement du Conseil et des commissions

P 20	201	Frais de premier établissement
	35	Petit matériel et mobilier de bureau
	60	Achats
	63	Travaux, fournitures et services extérieurs, sauf 638 assurances
	64	Transports et déplacements
	6571	Dépenses techniques de la prévention des accidents du travail, sauf 65714 classé en prestations
	66	Frais divers de gestion, sauf 667 classé en rémunérations et 668 classé en transferts
	-74	Ristournes, rabais et services obtenus
R 22	6207	Taxes sur les salaires
	6208	Impôts et taxes sur les rémunérations
	622	Taxes et impôts indirects
	624	Droits d'enregistrement et de timbre
R 40	67	Frais financiers
R 51	638	Primes d'assurances
R 61	6201	Contributions financières et taxes annexes
	6203	Autres taxes locales
R 66	partie de 618	Autres charges techniques
R 67	650912	Contribution aux caisses des DOM
R 69	partie de 618	Autres charges techniques
	65092	Contribution à l'UNCANSS
	668	Cotisations à des organismes extérieurs
	872	Pertes et profits sur exercices ant. )
	8745	Créances non recouvrées ) *
	8749	Autres pertes et profits exceptionnels)

\* Ces postes sont soit en ressources  
soit en emplois

R 651	650910	Contribution UNAF
	6561	Subvention de déficit
	6588	Fonds d'action sociale des travailleurs migrants, CESS
R 652	650	Dotations, subventions et contributions diverses, sauf celles classés ailleurs
	658	Dépenses d'autres régimes, sauf travailleurs migrants
	6594	Participation au régime des praticiens

## RESSOURCES

<u>Comptes de la protection sociale</u>	<u>Cadre central des comptes nationaux</u>
Cotisations sociales	
- effectives d'employeurs	R 621 Cotisations sociales effectives des employeurs sans objet pour la sécurité sociale
- fictives d'employeurs	R 622 Cotisations sociales à la charge des salariés
- des salariés	
- des non salariés	R 623 Cotisations sociales des non salariés
Contributions	
- Taxes affectées	R 22 Impôts liés à la production
- Transferts de recettes fiscales	R 653 Transferts de recettes fiscal.

- Contrepartie des prest. fisc.	sans objet pour la sécurité sociale
- Contributions des administrat.	partie de R 651 Transferts entre sous-secteurs des adminis. publiques
- Contributions des ménages	R 69 Transferts courants divers
Autres recettes	
- Revenus de la propriété	R 40 Intérêts et dividendes
- Ventes	P 11 et P 12 Production marchande
Transferts entre gestions	
	partie de R 651
	R 652 Mouvements internes aux sous-secteurs des administ. publiques

<u>Comptes nationaux</u>	<u>Comptes de gestion des caisses</u>
R 62	751 Cotisations et majorations de retard
R 22	7523 Taxe additionnelle assurance automobile
	7524 Vignette pharmaceutique
R 653	partie de 7520
R 40	77 Produits financiers
P 11, 12	Divers produits de ventes et prestations de services (codes 70, 72, 760, 763, à 766, 769).
R 69	754 Recours contre tiers
	759 Autres recettes techniques
	postes du compte de pertes et profits décrits en emplois
R 651	7520 Contribution de l'Etat
	7521 Fond national de solidarité
R 652	750 Dotations et subventions reçues des organismes nationaux
	7522 Contributions d'autres régimes de sécurité sociale
	753 Prélèvements sur excédents des organismes nationaux
	767 et 768 Excédents des oeuvres

Les contributions des ménages représentent les recours de la sécurité sociale contre les responsables d'accidents ayant entraîné des versements de prestations.

. Les autres recettes sont, comme les autres dépenses, des flux non directement liés à la gestion de la protection sociale ; il s'agit essentiellement d'intérêts sur des capitaux placés.

## Les transferts entre gestions

Ce poste apparaît en emplois et en ressources des comptes des régimes. Il représente les flux entre les différentes gestions et notamment la compensation destinée à corriger des déséquilibres démographiques ou l'insuffisance de capacité contributive de certaines catégories sociales. D'autres transferts ont un caractère de cotisation (des exemples en sont donnés ci-dessus) ou de prestation comme les transferts du Fonds national de solidarité.

Les transferts entre caisses de sécurité sociale sont décrits dans le cadre central de comptabilité nationale au poste R 652 "Transferts internes aux sous-secteur des administrations publiques". Dans les tableaux publiés du cadre central ce poste est nul parce qu'il y a consolidation. Dans les comptes de la protection sociale, ces flux ne sont pas consolidés (sauf ceux qui existent entre deux caisses d'un même régime) et l'on établit des tableaux croisés de transferts "en qui à qui".

En outre, il existe des transferts de l'administration vers la sécurité sociale. Ces flux sont inclus dans le poste R 651 du cadre central "Transferts entre sous-secteurs des administrations publiques" ; ils font intervenir l'administration en tant que gestionnaire de régimes de protection sociale (régime de prestations directes d'employeurs, aide sociale...) et ne doivent pas être confondus avec les contributions, qui ont un caractère de subventions et où l'administration agit en tant que puissance publique. Ces transferts comprennent le financement du minimum vieillesse par le FNS, la prise en charge de l'affiliation des handicapés à l'assurance maladie, mais aussi une part de la compensation démographique et du financement du Fonds spécial.

La correspondance avec le cadre central n'est donc pas immédiate sur ces postes ; elle est en outre compliquée par des erreurs de classement de certaines opérations qui ont été corrigées dans les comptes de la protection sociale mais pas dans le cadre central.

## 2. Les sociétés mutualistes

On a vu que le compte des sociétés mutualistes repose sur une enquête auprès de ces organismes mais que les délais d'exploitation de l'enquête étaient trop longs jusqu'en 1978 pour que ses résultats soient utilisables dans les comptes nationaux. Les données sont établies en appliquant des taux d'évolution aux données de l'année précédente et présentent donc des écarts par rapport aux données de l'enquête.

D'autres éléments d'imprécision proviennent du fait que seules les plus grosses sociétés (versant plus de 200 000 francs de prestations) répondent à toutes les questions de l'enquête ; certains postes doivent donc être évalués pour les petites sociétés. Signalons en outre que l'enquête auprès des mutuelles ne répond pas entièrement aux besoins de la comptabilité nationale.

La correspondance entre la comptabilité de gestion des mutuelles et les comptes nationaux est explicitée dans le tableau page suivante. Outre les ajustements dûs à l'insuffisance des sources, ces comptes présentent des particularités qu'il convient de commenter.

#### En emplois

. Prestations sociales et frais courants de gestion ne posent pas de problèmes d'estimation et correspondent, à l'ajustement près, aux données de l'enquête selon la nomenclature indiquée page suivante.

. Les autres dépenses courantes comprennent tout d'abord des impôts sur le revenu et le patrimoine qui n'apparaissent pas au compte des organismes parce qu'il s'agit d'impôts prélevés à la source. En comptabilité nationale les retenues à la source sont inscrites à la fois en impôts et en ressources (ici en intérêts perçus).

L'autre flux de dépenses courantes correspond aux cotisations versées à d'autres organismes dont on a soustrait les cotisations aux unions départementales pour éviter un double-compte.

#### En ressources

. Les cotisations sociales reçues par les mutuelles sont traitées comme les primes d'assurances : une partie des versements est considérée comme le paiement d'un service d'assurance et comptabilisé en produit de la vente d'un service par l'organisme assureur, l'autre partie couvre le risque et elle seule est considérée comme une véritable cotisation et comptabilisée comme telle.

La valeur du service d'assurance contrepartie d'une part des cotisations est estimée par le coût de gestion pour les assurés : frais de gestion du compte diminués des remises de gestion (qui rémunèrent les services rendus à la sécurité sociale) et des subventions d'exploitation. (1)

(1) Par convention, parce que les mutuelles sont des organismes à but non lucratif, leur résultat d'exploitation est fixé à 0. Il en résulte que la "production" des mutuelles est égale à leurs frais de gestion moins les subventions reçues. Cette "production" est partagée en "services d'auxiliaires financiers" qui sont les remises de gestion et "services de mutualité" rendus aux assurés.

Correspondance entre comptes nationaux et comptes de gestionSOCIETES MUTUALISTESEMPLOIS

<u>Comptes de la protection sociale</u>	<u>Cadre central des comptes nationaux</u>
Prestations sociales	R 64 Prestations sociales
Frais courants de gestion	
- Rémunération des salariés	R 10 Rémunération des salariés
- Consommation intermédiaire	P 20 Consommation intermédiaire
- Impôts liés à la production	R 22 Impôts liés à la production
Autres dépenses courantes	R 61 Impôts sur le revenu et le patrimoine
	R 69 Transferts courants divers
Epargne	N 4 Epargne brute

Comptes nationauxComptes de gestion

R 64	65 Charges techniques sauf 650 Cotisations à un autre organisme et prêts inclus dans 656 autres
R 10	61 Frais de personnel
P 20	63 Travaux, fournitures et services extérieurs
	66 Frais divers de gestion
	64 Transports
	67 Frais financiers
R 22	62 Impôts et taxes
R 61	sans correspondance dans les comptes de gestion
R 69	650 Cotisations à un autre organisme (modifié)

Correspondance entre comptes nationaux et comptes de gestion

(SUITE)

SOCIETES MUTUALISTES

RESSOURCES

<u>Comptes de la protection sociale</u>	<u>Cadre central des comptes nationaux</u>
Cotisations sociales	R 62 Cotisations sociales effectives
Contributions	
- des entreprises	partie de R 69 Transferts divers
- des administrations publiques	R 30 Subventions d'exploitation
- des ménages	partie de P 12 Production
Autres recettes courantes	
- Revenus de la propriété	R 41 Intérêts
- Ventes	partie de P 12 Production
- Divers	partie de R 69 Transferts divers

Comptes nationaux

Comptes de gestion

R 62	750 Cotisations (modifié)
R 69	
(entreprises)	752 Participations
(recettes diverses)	751 Membres honoraires
	753 Droits d'admission
	757 Remboursements
	758 Autres
R 30	71 Subventions d'exploitation (modifié)
P 12	sans correspondance dans les comptes de gestion
R 41	77 Produits financiers (modifié)

Ce traitement particulier des cotisations rend le compte des mutuelles cohérent avec celui des autres organismes d'assurances mais non-cohérent avec celui des organismes de sécurité sociale. Cet inconvénient est compensé par l'avantage de voir figurer un même montant global de cotisations dans le cadre central et dans les comptes de la protection sociale et d'éviter ainsi une source de confusions.

Faute d'information régulière, le partage des cotisations entre les salariés et les non-salariés se fait à l'aide d'un clé de répartition fixe : respectivement 65 % et 35 %.

. Dans les contributions figurent les contributions des entreprises dénommées "participations" qui représentent le travail fourni gratuitement aux mutuelles par des salariés d'entreprises.

Les contributions des administrations comprennent les subventions versées par la Caisse Nationale de prévoyance au titre du FMEV. Les mutuelles ne comptabilisent pas ces flux en subventions c'est pourquoi les estimations des comptes reposent sur d'autres sources. Ce poste comprend également la contribution d'agents des services publics à la gestion des mutuelles.

Les contributions des ménages sont représentées par la part des cotisations qui rémunère le service d'assurance.

. Les autres recettes courantes comprennent les intérêts effectivement perçus auxquels on ajoute la retenue d'impôts à la source, les remises de gestion versées par les Caisses Maladie de la Sécurité Sociale et estimées à partir des comptes des caisses, des transferts divers (remboursements, droits d'admission,...).

### 3. Les régimes de prestations directes

Les régimes statutaires de prestations directes d'employeurs regroupent les gestions de protection sociale des agents de l'Etat et des collectivités locales et des salariés d'entreprises publiques. Leurs seuls emplois sont des prestations et des transferts, leurs seules ressources des cotisations. Les données sont issues de documents comptables : budget civil et militaire de l'Etat, budgets annexes, comptabilité d'organismes publics, des PTT, comptes des départements et des communes.

. Les prestations aux agents de l'Etat sont classées aux chapitres 3391 "Prestations sociales versées par l'Etat" et 3297 "Pensions" de la nomenclature budgétaire. Les prestations aux agents des collectivités locales sont inscrites aux comptes 6105 "Supplément familial de traitement" et 618 "Charges sociales". Ce dernier poste disparaît progressivement en 1979 et 1980, ces prestations étant prises en charge par le régime général.

. Des transferts sont effectués au profit de la sécurité sociale, soit au titre de la compensation (versements au FCOSS pour les retraites des fonctionnaires, à la CNAF pour les prestations familiales), soit pour alimenter le fonds des exclus.

. Les cotisations sont constituées essentiellement de cotisations fictives, qui sont la contrepartie des prestations directes d'employeurs dans les comptes nationaux et que l'on calcule par solde. Les cotisations de salariés sont les retenues pour pension. En principe, il ne devrait pas y avoir de cotisations effectives d'employeurs à ce compte. Les montants qui figurent à ce poste résultent d'un erreur de classement de certaines opérations dans le cadre central.

Les régimes complémentaires de prestations directes présentent les mêmes caractéristiques que les régimes statutaires mais ils intéressent les entreprises versant un complément de prestations à leurs salariés ou ex-salariés.

. Les prestations sont connues par l'enquête sur le coût de la main-d'oeuvre. Cette enquête étant faite tous les trois ans, les prestations sont estimées par un pourcentage des salaires pour les années intermédiaires.

. La seule ressource de ce compte est constituée de cotisations fictives égales aux prestations puisque celles-ci sont entièrement financées par les employeurs.

#### 4. Les régimes gérés par les Administrations publiques centrales

Ces régimes ont pour caractéristique commune d'être financés uniquement par des contributions des administrations publiques centrales ou une part de l'impôt. Leurs emplois ne comportent que des prestations et des transferts.

On distingue les régimes nationaux qui d'adressent à toutes les catégories sociales sans prendre en considération les revenus, les régimes de victimes de guerre qui intéressent les anciens combattants, les rapatriés et les réfugiés, et les régimes d'aide sociale qui s'attachent aux personnes et aux familles ayant des ressources insuffisantes. Ces régimes versent des prestations sociales, des prestations de services sociaux et des prestations fiscales.

. Les prestations sociales résultent d'actions diverses menées soit par les administrations centrales, soit par des institutions spécialisées classées en "organes divers d'administration centrale".

Dans les régimes nationaux, c'est l'aide aux chômeurs et à la reconversion professionnelle prise en charge par l'AFPA qui constitue l'essentiel des prestations.

Les régimes de victimes de guerre reprennent presque tout le chapitre 46 : "Action sociale, assistance et solidarité" du budget des anciens combattants qui comprend la retraite d'ancien combattant, les pensions d'invalides de guerre et les pensions de veuves et d'orphelins de guerre. A cela s'ajoutent les aides de l'ANIFOM et des prestations ou secours divers des budgets des Rapatriés et des Relations Extérieures.

Les régimes d'aide sociale des administrations centrales exercent leur action presque entièrement par l'intermédiaire d'institutions spécialisées : FNAL et FNH pour l'aide au logement, FNS, CNASEA et FMRV pour les personnes âgées.

Une liste exhaustive de ces prestations figure dans la partie suivante qui traite de l'analyse des prestations.

. Les prestations de services sociaux sont les services rendus à titre gratuit. Contrairement aux prestations sociales, les prestations de services sociaux ne sont pas individualisables. La valeur de ces prestations est égale par convention à leur coût de gestion : consommations intermédiaires, salaires, impôts. Il s'agit des activités des dispensaires, établissements sociaux, etc... classés dans les branches non marchandes 94 (santé) et 95 (action sociale) de la nomenclature d'activités et de produits qui font l'objet de comptes détaillés dans le cadre central. S'y ajoutent les subventions à des services marchands qui contribuent à diminuer le coût de ces services pour les usagers et constituent une prestation indirecte.

. Les prestations fiscales sont les réductions d'impôt à caractère social. On ne reprend actuellement que les réductions pour enfants à charge obtenues par le jeu du quotient familial. Inscrites au compte des régimes nationaux, ces prestations sont compensées en ressources par un poste de "contrepartie des prestations fiscales". Elles sont estimées par la Direction Générale des impôts.

. Des transferts aux régimes de sécurité sociale sont versés par les régimes nationaux pour le chômage et des régimes d'aide sociale pour le minimum vieillesse. Les premiers n'existent que depuis 1979 et résultent de la réforme de l'aide publique au chômage. Celle-ci était assurée jusque là en partie par les ASSEDIC, classées en régimes complémentaires de sécurité sociale, en partie par le budget de l'Etat et retracées dans les régimes nationaux. A partir de la fin de 1979, l'aide au chômage est entièrement assurée par les ASSEDIC qui reçoivent, en complément des cotisations, une aide publique classée en transfert. Il faut noter que cette modification institutionnelle entraîne une modification de la nomenclature des gestions de protection sociale : les ASSEDIC, qui versaient des aides complémentaires de chômage et étaient de ce fait classées dans les régimes complémentaires de sécurité sociale sont désormais classés dans les régimes généraux de sécurité sociale. Afin de préserver en partie la continuité des séries, les régimes généraux sont scindés en deux sous-régimes : le régime général (caisses et ACOSS) et les autres régimes généraux (fonds et indemnisation du chômage).

Les transferts des régimes d'aide sociale aux régimes de sécurité sociale concernent le FNS et retracent la plus grande partie des flux intéressant ce fonds. Des aides du FNS sont cependant inscrites en prestations des régimes d'aide sociale ; il s'agit de prestations à des personnes ne relevant d'aucun régime de sécurité sociale, qui sont versées par le Ministère de la Santé au chapitre 4621 article 23 ou de prestations à des non résidents (des DOM) versées directement par le FNS.

En ressources des régimes gérés par les administrations publiques centrales figurent deux postes : la contrepartie des prestations fiscales et les contributions des administrations publiques centrales qui sont calculées par solde.

#### 5. Les régimes d'aide sociale des administrations publiques locales

Comme les précédents, ces comptes n'ont en emplois que des prestations et des transferts qui sont financés par des contributions des administrations publiques centrales, des administrations publiques locales, des ménages.

- Les prestations sociales sont inscrites aux comptes des collectivités locales chapitres 954, 955, 956, 957 et aux comptes des caisses des écoles et des bureaux d'aide sociale. Une description précise de ces prestations figure ci-dessous dans le chapitre sur l'analyse des prestations
- Les prestations de services sociaux sont les frais de gestion des services gratuits de santé et d'action sociale. Elles sont retracées dans les chapitres suivants des comptes des collectivités locales (classées en branche 94 : santé ou 95 : action sociale dans la comptabilité nationale) :

##### Branche 94 - Santé

944.2	Hygiène scolaire
951.2	Services d'hygiène
951.5	Services de santé
952.5	Vaccinations
953.4	Protection de la mère et de l'enfant, centres de planification
953.5	Prophylaxie de la tuberculose, des maladies vénériennes, de l'alcoolisme, du cancer, de la toxicomanie.

##### Branche 95 - Action sociale

934.5	Services d'action sociale
944.5	Colonies de vacances
950	Services et établissements sociaux à comptabilité distincte
951.4	Services pour enfants
951.6	Centre de séjour et d'hébergement
953.9	Autres oeuvres d'hygiène sociale (1)

(1) Les chapitres 954 à 957 sont également classés dans la branche 95 de la comptabilité nationale, mais ces chapitres recouvrent des prestations sociales individualisées.

- Les transferts versés aux régimes de sécurité sociale sont la prise en charge de cotisations, articles 6541 et 6542 Versement de cotisations pour tiers, pour handicapés dans la comptabilité des départements.
- En ressources de ce compte figurent des contributions des administrations publiques centrales puisque l'Etat finance une part des dépenses d'aide sociale des collectivités locales. Les sommes dues par le budget de l'Etat figurent dans les comptes des collectivités locales ainsi qu'au budget du ministère de la santé aux chapitres suivants :

4611	Aide médicale
4621	Aide sociale aide aux familles
4641	Services départementaux d'aide sociale et commission d'orientation des handicapés.

Les contributions des ménages sont les recouvrements effectués par l'aide sociale sur les bénéficiaires, les tiers payants ou les successions (inscrits au compte 733.83 des départements).

Les contributions des administrations publiques locales sont calculées par différence.

#### 6. Les régimes d'aide sociale des administrations privées

Les administrations privées versent des prestations qui ont pour contrepartie en ressources des contributions des entreprises et des contributions des ménages.

Les évaluations de ce compte sont établies à partir d'un enquête portant sur l'année 1971 et de quelques indicateurs partiels. Environ 60 % des prestations serait le fait des comités d'entreprises financés par les employeurs et 40 % d'organismes d'entraide et de bienfaisance financés par des donations, des quêtes et des cotisations. C'est pourquoi, on affecte en ressources 60 % du total aux entreprises et 40 % aux ménages.

### III - L'ANALYSE DES PRESTATIONS

Pour chacun des types de régime, les prestations sont ventilées par risque couvert et par type de prestation conformément aux définitions de la méthodologie. Il a été précisé que les prestations inscrites en emplois des régimes comprennent des versements à des personnes qui résident à l'étranger, or il a paru plus intéressant de s'en tenir à la population résidente pour l'analyse des prestations. Il faut donc procéder tout d'abord au partage entre résidents et non résidents.

#### 1. Prestations versées aux ménages résidents

Le critère de résidence ne recouvre pas celui de nationalité. Les résidents sont les Français et les étrangers qui vivent habituellement sur le territoire métropolitain. On détermine le montant des versements aux non résidents ; ceux aux résidents s'obtiennent par différence. Les seuls non résidents qui nous intéressent ici sont ceux qui reçoivent des prestations des régimes métropolitains de protection sociale. Il s'agit soit d'assurés (rentes d'accidents du travail, pensions vieillesse...) soit d'ayants-droit (prestations maladie et prestations familiales versées aux familles de travailleurs étrangers en vertu d'accords internationaux).

Dans leurs statistiques, les caisses de sécurité sociale isolent en général les prestations versées à l'étranger qui correspondent approximativement aux prestations à des non résidents. En ce qui concerne la CNAM, par exemple, les statistiques distinguent les pensions d'invalidité et les rentes d'accidents du travail versées à l'étranger et on trouve, dans la comptabilité, les prestations maladie versées en principe aux familles des travailleurs étrangers, sous les postes : Dépenses résultant des accords internationaux, des accords de la CEE, de la coordination avec le régime algérien (comptes 6590, 91, 92). Le chiffrage des prestations de la CNAM à des non résidents n'a pas été fait correctement dans le passé mais l'erreur est négligeable par rapport aux prestations aux résidents, les seules qui nous intéressent pour cette analyse.

Les régimes statutaires de prestations directes, de victimes de guerre et d'aide sociale des administrations publiques centrales versent aussi des prestations à des non résidents. Ces versements sont isolés dans le dépouillement des données fait par la Comptabilité publique.

#### 2. Les prestations de la sécurité sociale

Les caisses du régime général, des régimes agricoles et des grands régimes de non salariés fournissent dans leurs tableaux statistiques l'information détaillée nécessaire à l'établissement des tableaux par risques et types de prestations. Pour les petits régimes, il est nécessaire de demander des informations complémentaires. La variété des intitulés utilisés est trop grande pour que l'on puisse tous les citer ; les listes qui figurent pages suivantes donnent cependant des indications précises sur la répartition des prestations par risques et types.

## CLASSEMENT DES PRESTATIONS SELON LE RISQUE ET LE TYPE

## REGIMES DE SECURITE SOCIALE

Maladie

- Remplacement temporaire
  - . Indemnités journalières maladie
- Secours exceptionnels
  - . Secours
- Prestations en nature : soins de santé
  - . Soins de santé y compris gestion MA bis (Alsace et Moselle)
  - . Participations pour prestations légales
  - . Cures thermales
  - . Prestations supplémentaires non affectées (MA bis)
  - . Frais de transport
- Prestations en nature : action sociale
  - . Prestations d'action sanitaire et sociale
  - . Prestations du compte 618 des caisses maladie
  - . Dépenses techniques
- Prestations à des non résidents
  - . Dépenses en vertu des accords internationaux

Invalidité infirmité

- Remplacement permanent droits directs
  - . Pensions d'invalidité aux assurés. Avantages de base.
  - . Pensions au conjoint survivant
- Soutien avec conditions de ressources
  - . Allocations supplémentaires assurés et ayants droit
  - . Allocations aux adultes handicapés
- Prestations en nature : action sociale
  - . Frais de séjour dans les établissements médico-sociaux
- Prestations à des non-résidents
  - . Pensions d'invalidité versées à l'étranger

Accidents du Travail

- Remplacement temporaire
  - . Indemnités journalières accidents du travail

- Remplacement permanent droits directs
  - . Rentes d'assurés
  - . Rachats de rentes
  - . Prestations du FCAT
- Remplacement permanent droits dérivés
  - . Rentes d'ayants droit
- Prestations en nature : soins de santé
  - . Soins de santé y compris soins d'urgence
- Prestations en nature : action sociale
  - . Dépenses techniques et prestations légales non individualisées

### Maternité

- Remplacement temporaire
  - . Indemnités journalières maternité
- Supplément occasionnel
  - . Allocations prénatales
  - . Allocations postnatales
  - . Allocations maternité
  - . Primes d'allaitement
  - . Bons de lait et primes diverses
  - . Congés de naissance et d'adoption du père de famille
- Prestations en nature : soins de santé
  - . Soins de santé maternité
  - . Prestations légales non individualisées

### Famille

- Supplément périodique sans conditions de ressources
  - . Allocations familiales y compris majorations
  - . Allocations d'éducation spéciale y compris compléments
  - . Prestations familiales sur pensions
  - . Allocation aux mères de famille
    - Jusqu'en 1977 : Indemnité compensatrices
    - Jusqu'en 1975 : Allocation d'éducation spécialisée
    - Allocation aux handicapés mineurs
  - . Frais de tutelle
- Supplément périodique avec conditions de ressources
  - . Complément familial
  - . Allocation de parent isolé
  - . Allocation de rentrée scolaire
  - . Supplément de revenu familial

Maintien des droits acquis pour :

Allocations de salaire unique et de mère au foyer

Allocation pour frais de garde

Allocation différencielle

Jusqu'en Juillet 73 : allocations des mineurs handicapés

- Prestations en nature : logement
  - . Allocations de logement (à caractère familial)
  - . Aide personnalisée au logement (à caractère familial)
  - . Prime de déménagement (à caractère familial)
- Prestations en nature : action sociale
  - . Prestation spéciale assistante maternelle
  - . Prestations d'action sanitaire et sociale
  - . Prestations du compte 618 de la CNAF
  - . Autres charges
- Prestations à des non résidents
  - . Prestations et allocations servies à l'étranger

#### Inadaptation professionnelle

- Remplacement temporaire
  - . Prestations de l'AFPA et des centres de FPA

#### Chômage

- Remplacement temporaire
  - . Allocations de base
  - . Allocations spéciales
  - . Allocations de garantie de ressources
  - . Prestations CEE versées par les ASSEDIC
- Soutien sans conditions de ressources
  - . Allocations de fin de droits
  - . Allocations forfaitaire aux jeunes, aux femmes, aux détenus libérés.
- Soutien avec condition de ressources
  - . Allocation de secours exceptionnel
  - . Fonds social ASSEDIC

#### Vieillesse

- Remplacement permanent droits directs
  - . Avantages de base, droits directs (sans l'allocation supplémentaire)  
Y compris complément pour tierce personne et majorations pour enfants
- Soutien avec conditions de ressources
  - . Allocations aux vieux travailleurs salariés
  - . Allocations supplémentaires du FNS
  - . Allocations du fonds spécial
  - . Allocations de vieillesse du régime agricole
  - . Allocations spéciales et indemnités cumulables des Mines
  - . Aide spéciale compensatrice
  - . Aides sur fonds sociaux
  - . Majorations de l'article L 676

- Secours exceptionnels
  - . Secours versés par la CNAV
- Prestations en nature : logement
  - . Allocations logement (à caractère non familial)
  - . Prime de déménagement (à caractère non familial)
  - . Amélioration de l'habitat (à caractère non familial)
- Prestations en nature : action sociale
  - . Aide ménagère à domicile et maintien à domicile
  - . Action en faveur des personnes âgées
  - . Aide aux vacances
  - . Diverses aides à caractère collectif
  - . Aide aux frais de téléphone
- Prestations à des non-résidents
  - . Prestations vieillesse versées à l'étranger

### Survie

- Remplacement permanent droits dérivés
  - . Pensions de reversion
  - . Pensions de veufs ou veuves invalides
- Soutien sans conditions de ressources
  - . Allocation d'orphelin
- Soutien avec conditions de ressources
  - . Allocations de veuf ou veuve
  - . Allocations de reversion
  - . Assurance veuvage
  - . Secours viager
  - Jusqu'en 73 : allocation d'orphelin de père ou de mère
- Supplément occasionnel
  - . Capital décès et frais funéraires
  - . Allocations au décès

### 3. Les prestations des mutuelles

La ventilation se fait sur le montant des prestations fourni par l'enquête auprès des mutuelles et non sur le montant ajusté qui figure au compte d'emplois et de ressources. On rappelle que le total des prestations correspond aux charges techniques (poste 65) diminué des cotisations à d'autres organismes (poste 650) et de prêts inclus au poste Autres (656) et que l'on estime.

L'enquête donne le montant des prestations maladie (651) et des secours (655) ; ces deux postes sont affectés au risque maladie. Pour tous les autres risques l'enquête ne donne de résultats que pour les sociétés versant plus de 200 000 F de prestations. Ces données sont utilisées comme indicateurs d'évolution des postes correspondants des comptes.

### 4. Les régimes statutaires de prestations directes

La répartition des prestations versées par ces régimes s'appuie sur le dépouillement des dépenses budgétaires suivant la nomenclature des codes économiques. On trouvera plus loin la correspondance entre le code économique et les catégories de prestations du compte de la protection sociale. Le passage comporte quelques difficultés.

Tout d'abord, ce passage n'est possible que pour le budget civil et le budget militaire de l'Etat. Or, les régimes statutaires de prestations directes comprennent aussi les budgets annexes, les comptes spéciaux du Trésor, les organes divers d'administration centrale ainsi que les PTT, pour lesquels on ne connaît que le total des prestations sociales. La répartition des prestations constatée sur le budget civil est appliquée à ces budgets.

En second lieu, le code économique ne comporte pas un niveau de détail suffisant pour les pensions. C'est le service des pensions de la Direction du Budget qui fournit l'information nécessaire en distinguant invalidité, vieillesse et accidents du travail d'une part, assurés et ayants-droit d'autre part.

Enfin, à ce niveau de détail, les dépenses sont souvent mal classées et l'on constate des évolutions aberrantes notamment dans la répartition des prestations familiales entre les risques maternité et famille et les divers types de prestations.

Les régimes statutaires de prestations directes concernent également les collectivités locales. Les prestations qu'elles versent à leurs salariés sont classées en trois postes :

- maternité, famille (que l'on répartit comme le budget civil)
- vieillesse (classé en soutien avec conditions de ressources)
- autres (classé en accidents du travail, remplacement temporaire).

## 5. Les régimes complémentaires de prestations directes

Les prestations sont réparties en trois postes :

- risque maladie, type remplacement temporaire : salaire garanti contractuel ou bénévole versé directement au salarié.
- risque famille, type supplément périodique sans conditions de ressources : allocations familiales conventionnelles et supplément familial versés directement par les entreprises.
- risque chômage, type remplacement temporaire : indemnités de licenciement et préavis non pris.

## 6. Les régimes gérés par les administrations

Les prestations sociales des différents régimes sont classées comme il est indiqué dans les tableaux page suivante. L'ensemble des prestations sociales versées par les administrations privées est classé en risque Famille, type Action Sociale.

## 7. Les prestations de services sociaux

Les régimes de sécurité sociales, les régimes nationaux et les régimes d'aide sociale des administrations publiques locales versent des prestations de services sociaux soit directes par la gestion de services gratuits, soit indirectes par des subventions à des services marchands de santé ou d'action sociale.

Les caisses de sécurité sociale n'ont sous ce poste que des subventions. En principe les subventions de la CNAM sont classées en Maladie type Soins de santé, celles de la CNAF en Famille type Action Sociale, celles de la CNAV en Vieillesse type Action Sociale. En fait cette répartition n'a pas toujours été bien appliquée.

Les prestations de services sociaux des régimes nationaux comprennent d'une part des subventions à des services marchands (à des hôpitaux en particulier), d'autre part le coût de fonctionnement des organismes spécialisés d'aide sociale (FNAL, FNH, FNS...) qui sont classés dans les branches non marchandes de la comptabilité nationale 94 (santé) ou 95 (action sociale). Les prestations versées par ces organismes sont reprises en prestations sociales tandis que leurs frais de gestion courants sont des prestations de services sociaux.

CLASSEMENT DES PRESTATIONS SELON LE RISQUE ET LE TYPE  
REGIMES STATUTAIRES DE PRESTATIONS DIRECTES D'EMPLOYEURS  
 (poste du code économique)

Maladie

Remplacement temporaire

- 1820 Risque maladie
- 1821 Congés de longue durée
- 1822 Disponibilités rémunérées
- 1823 Indemnités journalières

Invalidité (1)

Remplacement temporaire

- 1824 Pensions temporaires d'invalidité

Accidents du travail

Remplacement temporaire

- 1830 Accidents du travail (titulaires)
- 1831 Maintien du traitement
- 1834 Allocation temporaire d'invalidité
- 1840 Accidents de service (non titulaires)
- 1841 Prestations en espèces
- 1844 Rentes d'accidents du travail

Soins de santé

- 1832 et 1842 Prestations en nature
- 1845 Réadaptation et rééducation fonctionnelle

Vieillesse

Remplacement permanent

- 12 Pensions (sauf 122 Pensions PTT)
- 1891 Allocations viagères aux personnels auxiliaires

Survie

Soutien sans condition de ressources

- 1818 Allocations aux orphelins

Supplément occasionnel

- 1825 et 1835 Capital décès

(1) Pour les risques invalidité, accidents du travail, vieillesse et survie, les prestations de remplacement permanent sont fournies par le service des pensions du Ministère du Budget.

Maternité

## Supplément occasionnel

- 1811 Allocations prénatales
- 1812 Allocations de maternité

Famille

## Supplément sans conditions de ressources

- 1611 à 1617 Supplément familial
- 1810 Prestations familiales
- 1813 Allocations familiales
- 1817 Allocation d'éducation spécialisée
- 1890 Prestations diverses

## Supplément avec conditions de ressources

- 1814 Salaire unique
- 1819 Allocation de rentrée scolaire
- 185 Complément familial

Logement

- 1615 Allocation de logement
- 1616 Prime de déménagement

Chômage

## Remplacement temporaire

- 1633 Perte d'emploi

Les administrations publiques locales versent des prestations de services sociaux directes et indirectes. Ces prestations sont classées soit en maladie, soins de santé soit en famille, action sociale. Les prestations de services sociaux à classer en maladie correspondent aux dépenses de "Médecine systématique et de dépistage" des comptes de la santé qui reprend les postes suivants :

- Budget de l'Etat (Ministère de la Santé)

47.11-30	Vaccinations obligatoires
47.11-20	Vaccinations facultatives
34.11-80	Vaccinations antitétaniques
47.12-11	Protection de la mère et de l'enfant
47.12-12	Centres de planification et d'éducation familiale
47.12-20 à 70	Prophylaxie de la tuberculose, des maladies vénériennes, des maladies mentales, du cancer, de la lèpre, prévention de l'alcoolisme
47.12-90	Lutte contre la toxicomanie

- Collectivités locales

951	Services sociaux sans comptabilité distincte
952.50,51	Vaccinations
953	Hygiène sociale (Protection maternelle et infantile, Prophylaxie de diverses maladies)

CLASSEMENT DES PRESTATIONS SOCIALESSELON LE RISQUE ET LE TYPE DE PRESTATIONREGIMES GERES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES CENTRALESNomenclature budgétaireRisque et type de prestationRégimes nationaux

<u>Budget</u>		
26-4643	Réductions de tarif SNCF, RATP	Famille, divers
12-4681	Exonération taxe radio	Vieillesse, divers
36-44.71,72,74 46.71,72	Aide publique au chômage	Chômage, soutien sans conditions
Prestations versées par :		
ANPE		Chômage, soutien sans conditions
AFPA		Inadaptation professionnelle remplacement temporaire

Victimes de guerre

<u>Budget des Anciens Combattants</u>		
4627 et 4628 partie de 4622 et 4626		Maladie, soins de santé Invalidité, soutien sans conditions de ressources
4625		Invalidité, soutien avec conditions de ressources
partie de 4603		Divers
4621, partie de 4627 et 4628		Vieillesse soutien sans conditions de ressources
4631, 4632, partie de 4622 et de 4626		Survie, soutien sans conditions de ressources
Autres postes Anciens Combattants, Rapatriés, Relations Extérieures pour des montants faibles.		Divers, secours exceptionnels
Prestations versées par :		
ONAC et ANIFOM		Divers, supplément occasionnel

Aide sociale des administrations centrales

<u>Budget</u>		
09-4692 (en partie) victimes de calamités		Divers, secours exceptionnels
35-4621-23 FNS		Vieillesse (prestations à des non résidents)
Prestations versées par :		
FNAL et FNH		Famille, logement
CNASEA, FNS, FMRV		Vieillesse, soutien avec conditions
de nombreux autres organismes pour des montants très faibles		Famille et divers

CLASSEMENT DES PRESTATIONS SOCIALES

SELON LE RISQUE ET LE TYPE DE PRESTATIONS

REGIMES GERES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

Classement par risque selon le chapitre

=====

<u>Chapitres de la Comptabilité départementale</u>	<u>Risque couvert</u>
955.42 Aide médicale aux tuberculeux	Maladie
45 Aide médicale aux malades mentaux	
46 Réadaptation des alcooliques	
956.40 Aide médicale générale	
956.61 Aide aux infirmes	Invalidité
62 Aide aux aveugles et grands infirmes	
954.11 Aide sociale aux enfants	Famille
12 Aide sociale à la mère	
91 Aide médicale contraception	
92 Lutte contre la prostitution	
955.41 Aide médicale IVG	
71 Hébergement	
956.13 Aide sociale à la famille	
957.2 Aide sociale aux chômeurs	Chômage
955.72 Logement	Vieillesse
956.5 Aide sociale aux personnes âgées	
955.0 Aide sociale, frais commun	Divers
957.8 Aide sociale victimes de guerre	
957.9 Aide sociale diverses	

Classement par type de prestation selon l'article dans les chapitres retenus

=====

<u>Articles de la Comptabilité départementale</u>	<u>Type de prestations</u>
6500 Allocations principales	Soutien sans conditions de ressources
6501 Majoration pour tierce personne	
6504,5 Allocations compensatrices	
6508 Argent de poche	
6513 Dots	"
	"
6512 Secours	Secours exceptionnels.
6433 Frais de rééducation	Soins de santé
6437 Frais d'hospitalisation	
6441,2,3 Frais médicaux	

6502	Allocations de loyer	Logement
600	Produits pharmaceutiques	Action sociale
601	Alimentation	"
602	Habillement	"
607	Fournitures scolaires	"
609	Autres fournitures	"
6431	Frais de scolarité et internement	"
6432	Frais d'éducation spécialisée	"
6435	Frais de placement familial	"
6436	Frais d'hébergement	"
6455	Frais de transport	"
6458	Frais d'inhumation	"
6506	Allocations pour services ménagers	"
6507	Allocation d'habillement	"
Bureau d'aide sociale		Vieillesse action sociale
Caisses des écoles		Famille aide sociale

#### IV - L'ANALYSE DES FINANCEMENTS

##### 1. Répartition des cotisations d'employeurs

On a vu comment étaient calculées les cotisations d'employeurs selon le régime bénéficiaire dans les tableaux d'emplois et de ressources des régimes. Par ailleurs, dans les comptes nationaux, les cotisations sont réparties par secteurs de financement : entreprises (1), administrations, ménages. Les cotisations des administrations sont connues par la comptabilité publique, celles des ménages sont estimées en fonction des salaires qu'ils versent, celles des entreprises figurent dans leurs déclarations de bénéfices mais elles sont en fait calculées par solde.

Les cotisations fictives n'existent que dans les régimes de prestations directes d'employeurs. Dans les régimes complémentaires de prestations directes, toutes les cotisations fictives proviennent des entreprises. Dans les régimes statutaires, elles proviennent soit des entreprises (cotisations fictives des entreprises publiques), soit des administrations publiques centrales ou locales. Le partage des cotisations ne pose aucun problème puisque celles-ci sont la contrepartie de prestations dont la provenance est bien déterminée.

##### 2. Les contributions

Les postes de contribution sont bien explicités dans la partie relative aux ressources des régimes. On rappellera seulement quelques caractéristiques de ces flux. Tout d'abord, les contributions fiscales constituent un ensemble particulier. Ce traitement peut paraître arbitraire mais il se justifie et il permet une analyse plus précise : les taxes affectées sont considérées comme étant à la charge des entreprises, les transferts de recettes fiscales à la charge des administrations, la contrepartie des prestations fiscales à la charge des ménages.

Les contributions des administrations publiques centrales et locales retracent deux types d'interventions des pouvoirs publics : d'une part la correction de déséquilibres financiers des caisses de sécurité sociale, d'autre part la prise en charge d'une protection sociale non assurée par le système de la sécurité sociale.

(1) On entend ici par "entreprises" les sociétés et quasi-sociétés, les institutions de crédit, les entreprises d'assurances et les entreprises individuelles auxquelles on rattache les administrations privées, par "administrations" les administrations publiques centrales, locales et de sécurité sociale, par "ménages" les ménages au sens restreint c'est-à-dire hors entreprises individuelles.

### 3. Les transferts entre gestions

Les transferts entre gestions ont été décrits de manière complète mais dispersée avec les autres emplois et ressources des régimes. Il n'est pas inutile d'y revenir pour avoir une vision d'ensemble. Le tableau ci-dessous reprend tous les types de flux par origine et par destination.

<u>Régimes Verseurs</u>	<u>Régimes Receveurs</u>	<u>Type de flux</u>
Généraux	Généraux Statutaires Spéciaux	des caisses aux fonds (fonds spécial, FCAT, FCOSS)  Compensation démographique Compensation entre régimes de salariés
Statutaires	Généraux	versements aux fonds des exclus et au FCOSS régime étudiant, retraite des praticiens.
Spéciaux	Généraux Spéciaux	fonds des exclus, assurance vieillesse mères de famille, régime étudiant, retraite des praticiens  des caisses agricoles au FCAT agricole
Complémentaires	Statutaires Spéciaux	Remboursements des cotisations pour les années ayant changé d'activité.
Statutaires de prestations directes.	Généraux	compensation sur retraites fonctionnaires, compensation sur allocations familiales, versement au fonds des exclus.
Nationaux	Généraux	du budget aux ASSEDIC pour le chômage
Aide sociale Administrations centrales	Généraux Statutaires Spéciaux	F N S
Aide sociale Administration locales	Généraux Spéciaux	financement de l'assurance maladie des handicapés et hospitalisés de longue durée.







**LISTE DES GESTIONS REGROUPEES SELON LA TYPOLOGIE DES REGIMES**

---

**AR 10 Régimes relevant du secteur sécurité sociale**

**AR 12 Régimes généraux de sécurité sociale**

**AR 12.1 Régime général**

**AR 12.11** Caisse nationale d'assurance maladie des travail leurs salariés (CNAMTS), Caisses régionales et caisses primaires, pour l'ensemble de leurs gestions.

- . Salariés et assimilés des professions non agricoles (maladie)
- . Fonctionnaires et ouvriers de l'Etat, agents des collectivités locales, agents de l'E.D.F. G.D.F.
- . Divers (grands invalides, étudiants, praticiens conventionnés, artistes ...)
- . Accident du travail et maladies professionnelles pour les salariés et assimilés des professions non agricoles.
- . Assurés volontaires

Y compris ses services fonctionnels de gestion administrative, de contrôle médical et d'action sanitaire et sociale.

**AR 12.12** Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) et caisses régionales.

Y compris assurés volontaires et services fonctionnels.

**AR 12.13** Caisses nationales des allocations familiales (CNAF) et caisses d'allocations familiales pour l'ensemble de leurs gestions.

- . Salariés et assimilés des professions non agricoles
- . Employeurs et travailleurs indépendants
- . Population non active.

Y compris leurs services fonctionnels de gestion administrative et d'action sanitaire et sociale.

**AR 12.14** Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS)

Y compris les URSSAF.

## AR 12.2 Fonds

- AR 12.21 Fonds de compensation des organismes de sécurité sociale (FCOSS)
- AR 12.22 Fonds spécial d'allocation vieillesse
- AR 12.23 Fonds commun des accidents du travail non agricole.

## AR 13 Régimes statutaires du secteur sécurité sociale

## AR 13.1 Des salariés des administrations centrales

- AR 13.11 Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
- AR 13.12 Caisse de retraite de l'Assemblée nationale et du Sénat
- AR 13.13 Caisse de retraite de l'imprimerie nationale
- AR 13.14 Caisses de retraites des théâtres nationaux
- AR 13.15 Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

## AR 13.2 Des salariés des administrations locales

- AR 13.21 Caisse de retraite des agents des collectivités locales
- AR 13.29 Caisses diverses (communes d'Alsace-Lorraine, chambres de commerce ...).

## AR 13.3 Des salariés des entreprises publiques

- AR 13.31 Caisses de prévoyance et caisse de retraite de la SNCF
- AR 13.32 Caisse de prévoyance et caisse de retraite de la RATP
- AR 13.33 Caisse de prévoyance et caisse de retraite de la Banque de France
- AR 13.34 Caisse de prévoyance et caisse de retraite du Crédit Foncier (agents titulaires)
- AR 13.35 Caisse de prévoyance et caisse de retraite de la Compagnie générale des eaux de la région parisienne.
- AR 13.36 Caisse de retraite et caisse de prévoyance de EDF
- AR 13.37 Caisse de prévoyance et caisse de retraite de GDF
- AR 13.38 Caisse d'assurance sociale EDF, GDF
- AR 13.39 Caisses diverses (Ports autonomes, etc ...).

## AR 14 Régimes spéciaux professionnels de sécurité sociale

### AR 14.1 Régimes agricoles

Fonds communs des accidents du travail agricole (à partir de 1974)

Union des caisses centrales de la Mutualité agricole

Caisse centrale de secours mutuel agricole

Caisse nationale d'assurance vieillesse agricole

Caisse centrale d'allocations familiales agricoles

Caisses départementales de la Mutualité sociale agricole

Fédérations départementales de la Mutualité agricole regroupées pour l'analyse en :

AR 14.11 Régime des salariés agricoles

AR 14.12 Régime des non salariés agricoles

### AR 14.2 Régimes spéciaux des salariés non agricoles

AR 14.21 Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines et ses démembrements (unions régionales des sociétés de secours minières, sociétés de secours minières y compris la médecine des mines des Charbonnages de France).

AR 14.22 Etablissement national des invalides de la marine, et ses démembrements (caisse de prévoyance et caisse de retraite des marins).

AR 14.23 Caisse de prévoyance et de retraite des clercs et employés de notaires.

AR 14.24 Caisse autonome mutuelle de retraite des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways.

AR 14.25 Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers.

AR 14.26 Caisse nationale de surcompensation des ouvriers du bâtiment.

### AR 14.3 Régimes spéciaux des non salariés non agricoles

AR 14.31 Caisse nationale d'assurance maladie (CANAM).

AR 14.32 Caisse~~s~~ professionnelles et interprofessionnelles et caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (ORGANIC).

- AR 14.33 Caisses professionnelles et interprofessionnelles et caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (CANCAVA).
- AR 14.34 Caisses professionnelles et caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des professions libérales.
- AR 14.35 Caisse Nationale des barreaux français.
- AR 14.36 Caisse du clergé.

## **AR 16 Régimes complémentaires de sécurité sociale**

### **AR 16.1 Vieillesse**

- AR 16.11 Caisses appliquant la convention collective des cadres et groupées dans l'association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
- AR 16.12 Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO) y compris les caisses affiliées à l'UNIRS et les caisses appliquant la convention collective bancaire.
- AR 16.13 Caisse centrale de prévoyance mutuelle agricole, caisse de prévoyance des cadres d'exploitation agricole, et association générale de retraites par répartition (section agricole).
- AR 16.14 Caisses diverses de retraite complémentaire des salariés du secteur public (CPPOSS, IRCANTEC, CARCEPT, Air France ...).
- AR 16.15 Organismes gérant un régime de retraite surcomplémentaire tels que RESURCA (régime surcomplémentaire de retraite des cadres).

### **AR 16.2. Chômage**

- AR 16.21 Union nationale interprofessionnelle et associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC et ASSEDIC) (jusqu'en 1979).

## **AR 20 Régimes relevant du secteur des assurances**

### **AR 26 Régimes des sociétés mutualistes**

- AR 26.01 Sociétés mutualistes de fonctionnaires, d'agents et ouvriers de l'Etat.
- AR 26.02 Sociétés mutualistes d'entreprises
- AR 26.03 Sociétés mutualistes d'artisans
- AR 26.04 Sociétés mutualistes de commerçants et industriels
- AR 26.05 Sociétés mutualistes d'anciens combattants.
- AR 26.06 Sociétés mutualistes chirurgicales, pharmaceutiques ou médicales.

- AR 30 Régimes de prestations directes d'employeurs
- AR 33 Régimes statutaires de prestations directes d'employeurs
  - AR 33.10 Des administrations publiques centrales
  - AR 33.20 Des administrations publiques locales
  - AR 33.30 Des postes et télécommunications, du SEITA et des sociétés de l'ex-ORTF.
- AR 36 Régimes complémentaires de prestations directes d'employeurs
  - AR 36.10 Des sociétés et quasi-sociétés non financières
  - AR 36.20 Des assurances et institutions de crédit
  - AR 36.30 Des entrepreneurs individuels.
- AR 40 Régimes gérés par les administrations publiques centrales
- AR 41 Régimes nationaux
  - AR 41.1 Budget général de l'Etat
    - AR 41.11 Réduction de tarif de la part de la SNCF et de la RATP pour les familles nombreuses.
    - AR 41.12 Exonération de la taxe-radio
    - AR 41.13 Aide publique aux chômeurs
    - AR 41.14 Exonérations fiscales (quotient familial)
    - AR 41.15 Subventions diverses à la santé et à l'action sociale
  - AR 41.2 Organes divers d'administration centrale
    - AR 41.21 Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)
    - AR 41.22 Agence nationale pour l'emploi (ANPE)
- AR 45 Régimes des victimes de guerre (et événements politiques)
  - AR 45.1 Budget général de l'Etat
    - AR 45.11 Budget des anciens combattants
    - AR 45.12 Budget des rapatriés
  - AR 45.2 Organes divers d'administration centrale
    - AR 45.21 Office national des anciens combattants (ONAC)
    - AR 45.22 Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'Outre-mer (ANIFOM).

**AR 47 Régimes d'aide sociale des administrations publiques centrales**

AR 47.1 Budget général de l'Etat

AR 47.11 Divers postes (Ministère de la Santé et Relations Extérieures)

AR 47.2 Organes divers d'administration centrale

AR 47.21 Fonds de majoration des rentes viagères

AR 47.22 Fonds national de solidarité

AR 47.23 Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA)

AR 47.24 Fonds national d'aide au logement

AR 47.25 Fonds national de l'habitat (à partir de 1977)

AR 47.26 Fonds commun des accidents du travail agricole (jusqu'en 1974).

AR 47.27 Divers autres fonds à caractère social.

**AR 50 Régimes gérés par les administrations publiques locales****AR 57 Régimes d'aide sociale des administrations publiques locales**

AR 57.1 Collectivités locales (Chapitres 954 à 957 du compte des collectivités locales).

AR 57.2 Organes divers d'administration locale.

AR 57.21 Caisses des écoles

AR 57.22 Bureaux d'aide sociale.

**AR 60 Régimes des administrations privées****AR 67 Régimes d'aide sociale des administrations privées**

AR 67.10 Comités d'entreprises

AR 67.20 Organismes d'entraide et de bienfaisance

AR 01 à 05 - Ensemble des régimes de base

AR 06 - Ensemble des régimes complémentaires

AR 07 - Ensemble des régimes d'aide sociale

AR 00 - Tous régimes.





ISBN : 2 - 11 - 064980 - 1

Prix : 90F.

18 boulevard Adolphe Pinard 75 675 PARIS